

M. Ceyrac restera président du C.N.P.F. après janvier 1979

LIBRE PAGE 33

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,60 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 Sch.; Belgique, 13 Fr.; Canada, 0,75; Danemark, 3,50 Kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 30 rials; Italie, 250 Lira; Japon, 100 Yen; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,00 Kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 32

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4891-23 Paris Tél. Paris n° 694572 Tél. : 246-72-23

La diplomatie soviétique au Proche-Orient

Le rôle de présence

Le président Sadate est rentré à la fin de sa tournée aux Etats-Unis, plus que jamais convaincu de la nécessité de poursuivre les négociations...

Le défilé de visiteurs est ordonné à la fin de la conférence de paix de Moscou, au moment où le président Sadate se prépare à quitter Rome...

Le rôle économique et militaire de la diplomatie soviétique au Proche-Orient est de plus en plus évident, comme le montre le voyage de Moscou...

Le rôle économique et militaire de la diplomatie soviétique au Proche-Orient est de plus en plus évident, comme le montre le voyage de Moscou...

Le rôle économique et militaire de la diplomatie soviétique au Proche-Orient est de plus en plus évident, comme le montre le voyage de Moscou...

Le rôle économique et militaire de la diplomatie soviétique au Proche-Orient est de plus en plus évident, comme le montre le voyage de Moscou...

Les visites de dirigeants arabes se succèdent à Moscou

Après la tournée du président Sadate aux Etats-Unis et en Europe, il semblerait que l'essentiel de l'activité diplomatique...

Selon notre correspondant à Moscou, les Soviétiques, persuadés de l'échec de l'initiative de paix de M. Sadate, jugent le moment venu de regrouper leurs alliés au Proche-Orient...

Avant de quitter Rome pour regagner Le Caire, le président Sadate s'était déclaré « pleinement satisfait » des conversations qu'il a eues au cours de son voyage de dix jours...

Le rôle économique et militaire de la diplomatie soviétique au Proche-Orient est de plus en plus évident, comme le montre le voyage de Moscou...

LE 15^e ANNIVERSAIRE DE LA DATAR

Le président de la République définit sa conception de la régionalisation

A l'occasion du quinzième anniversaire de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), M. Valéry Giscard d'Estaing prononce ce mardi après-midi 14 février une allocution au cours de laquelle il définit sa conception de cette politique ambitieuse...

Le président de la République a eu à cœur de préciser sa conception de la régionalisation et de la décentralisation. Ces pouvoirs économiques et politiques et annoncer de nouvelles mesures en faveur de l'emploi.

(Lire page 31 l'article de François Groussard et les points de vue de M. Jacques Dougnac pour le parti républicain et de M. Charles Josselin pour le parti socialiste.)

LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE

Le nouveau livre de Jean Fourastié de l'Institut

Depuis que la crise pétrolière a plongé le monde dans une profonde instabilité, nous assistons chaque jour au spectacle de savants économistes, de chefs d'entreprise et de responsables politiques qui commettent les erreurs les plus graves et les plus absurdes dans l'appréciation des faits les plus courants...

ÉDITIONS ROBERT LAFFONT

LE DÉBAT ÉCONOMIQUE ET LES ÉLECTIONS

- Le P.S. chiffre son projet, qui comporte une réduction de 200 F de charges sociales par salarié
M. Barre estime que l'opposition serait contrainte de « doubler les impôts »
La nouvelle baisse du chômage en janvier est contestée

À moins d'un mois de scrutin, le débat sur les projets économiques en compétition prend une nouvelle ampleur. M. Barre, qui n'était pas encore en possession du projet socialiste chiffré, a avancé à ce sujet lundi, à l'Assemblée, un certain nombre d'évaluations préparées par ses conseillers...

M. Bouloche, porte-parole du groupe socialiste à la commission des finances, a présenté mardi matin à la presse le chiffre du programme commun actualisé par le P.S. : les indications qu'il a données diffèrent très sensiblement de celles énoncées par M. Barre, dont il a jugé le propos « indigne d'un économiste »...

supplémentaire (31 milliards, dont 27 milliards dus à la mesure précédente) serait couvert aux deux tiers par un emprunt indexé, les mesures fiscales nouvelles (2 % de impôts actuels) et les plus-values nettes de l'expansion couvrant approximativement le coût des autres dépenses...

Une autre polémique ne va pas manquer d'éclater à propos des statistiques du chômage que M. Barre doit rendre publiques jeudi. Ces chiffres font apparaître une nouvelle diminution du nombre officiel des demandeurs d'emploi (environ 1 120 000 en janvier, en données brutes, contre 1 144 900 en décembre)...

Éviter les périls de la relance

Neuf mois après le parti communiste, qui avait rendu public le chiffrage du programme commun actualisé à ce jour, la veille même du débat télévisé entre MM. Barre et Mitterrand, M. Bouloche a présenté, mardi 14 février à la presse, les comptes du parti socialiste pour 1978 et 1979...

comptes constitue un compromis entre les diverses méthodes visant à en atténuer les incidences inflationnistes. Les entreprises verront leurs charges sociales réduites en 1978 de 200 francs par salarié...

La Mauritanie prise au piège

Les gouvernements de Rabat et de Nouakchott vont coordonner plus étroitement leurs politiques. Tel est le résultat de la visite que vient de faire à Rabat le président Ould Daddah après un voyage à Bruxelles et Paris. Le chef de la diplomatie mauritanienne, M. Hamdi Ould Moukass, qui a séjourné les 10, 11 et 12 février dans la capitale mauritanienne, a annoncé, de son côté, qu'il rencontrerait désormais chaque mois son collègue marocain.

Pour faire face aux attaques du Front Polisario, soutenu par Alger, qui n'accepte pas le partage du Sahara occidental anciennement administré par l'Espagne, les autorités de Nouakchott sont ainsi amenées à resserrer de plus en plus leurs liens avec le Maroc. La Mauritanie est d'autant plus vulnérable qu'elle doit affronter le retour offensif de la sécheresse et les conséquences de la crise économique mondiale...

I. — LA FRANCE A LA RESCOUSSE

De notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

liste de passage, qu'il s'agisse de ne pouvoir renseigner. Lui parlant des attaques de l'Algérie, des missions de reconnaissance des avions Breguet, de ce qu'il faut bien appeler l'intervention militaire française en Mauritanie, il est dans l'incapacité de vous répondre. Ce n'est pas de mon ressort. Vous êtes sûrement mieux renseigné que lui et, s'il osait, il vous demanderait presque des tuyaux.

ainsi que les otomitrailleuses de fabrication française équipant les forces terrestres. On relève aussi la présence de quelques spécialistes radio et d'une poignée de conseillers, dont certains se trouvent encore à Zouérate. Tout cela représente au total moins de soixante-dix hommes.

J.-M. THOLLEYRE SUR LA PEINE DE MORT

Inconditionnellement contre

Au moins 71 % des Français, nous rappelle Jean-Marc Théolleyre, considèrent que « la peine de mort demeure une nécessité, mieux encore une solution ». Une estimation récente, à la suite d'un débat télévisé, portait ce chiffre à 83 %. La gauche, qui a prévu l'abolition de la peine de mort dans le programme commun, ne saurait donc, sur ce chapitre, être accusée ni même soupçonnée de démagogie.

l'article 12 du code pénal. Tel est le titre qu'a choisi Jean-Marc Théolleyre. Il cite Beccaria, écrit en 1766 : « Si j'ai prouvé que la peine de mort n'est ni utile ni nécessaire, j'aurais fait inhérent à la cause de l'humanité. » Et Guizot lui-même : « La nécessité des peines dépend de leur efficacité. Si une peine n'atteignait pas le but qu'on se propose en l'infligeant, à coup sûr elle ne serait pas nécessaire. »

ÉDITIONS ROBERT LAFFONT



étranger

LES CONFLITS EN AFRIQUE ET LES INTERVENTIONS EXTÉRIEURES

LA MAURITANIE PRISE AU PIÈGE

(Suite de la première page.)

C'est peu, même si la majorité de ces « assistants techniques » remplissent des tâches indispensables au fonctionnement d'une armée moderne, vitales pour les jeunes forces mauritaniennes dont les effectifs sont passés en moins de trois ans de trois mille à quinze mille hommes.

Dans les locaux de l'attaché militaire, au second étage de l'ambassade, une carte d'état-major fixée sur un mur est volée, telle une scène de musée, par deux rixards de serge verte. Un coup d'éclat à la débouche permet d'apercevoir dans l'entrebâillement quelques sièges de punaises soviétiques. On imagine avec un frisson d'angoisse ce qui se passerait si, dans un geste inattendu, un visiteur sud-africain dévoilait brutalement le théâtre... des opérations.

Discretion d'abord

Ce n'est pas ici, bien sûr, que les choses sérieuses se passent, aux dres de tout Nouakchott, dans un bâtiment rectangulaire situé dans l'axe de l'ambassade, entre le centre culturel et les terrils. Là se trouve le central radio assurant la liaison avec les équipes spéciales mises en place au mois de novembre dernier à Akjouj, Atar, Zouérate, Bir-Moghrein et Nouadhibou, et qui constituent autant de relais indispensables au bon déroulement des diverses missions confiées aux avions français basés à Dakar. Celles-ci vont des attaques au sol exécutées par les Jaguar aux transports en tout genre effectués quotidiennement dans les Transall et les Nord pour le compte de l'armée mauritanienne, en passant par la surveillance assurée en permanence par les Breguet, le ravitaillement en vol des avions d'assaut réalisés par les KC-135 de la force de dissuasion et les opérations de couverture ou de sauvetage éventuel de pilotes, confiées aux hélicoptères Puma. Il semble qu'une soixantaine d'hommes participent en Mauritanie même à la mise en œuvre de ce ballet aérien et martial. Il est plus difficile de chiffrer exactement le nombre des conseillers qui assistent directement l'état-major mauritano-marocain, mais il ne s'agit pas plus d'une dizaine, dont un colonel.

Pour tout ce petit monde, la consigne est « discrétion d'abord ». Il s'agit d'expliquer à ceux qui, à peine arrivés, s'affrontent pacifiquement à la pétanque en plein centre de la capitale qu'il convenait plutôt de raser les murs. Mais bien qu'ils arborent des tenues kaki vierges de tout signe distinctif et qu'ils circulent nu-tête, les « hommes de l'Escalade », comme on les appelle à Nouakchott, n'ont rien de militaires, n'ont rien de militaires, ne serait-ce qu'aux trois plus réglementaires soigneusement marqués au fer dans le dos de la chemise, marque inflexible de l'appartenance à l'armée française.

A s'en tenir au nombre d'hommes présents sur le territoire de la Mauritanie (cent vingt environ, alors qu'il y en

a plus de trois cents au Tchad), l'assistance de Paris paraît limitée. Mais la proximité de la base française de Dakar, à moins d'une heure de vol de Nouakchott pour les avions de transport et à un quart d'heure pour les Jaguar, l'importance et la diversité des moyens aériens mis en œuvre, leur sophistication et leur puissance de feu ont abouti à rééquilibrer singulièrement un combat qui devenait chaque jour plus inégal.

L'intervention, en décembre, de l'aviation française nous a apporté un précieux ballon d'oxygène, elle nous a permis de nous ressaisir et a redonné confiance à la population», nous dit un journaliste mauritanien. Dans la soirée de l'attaque de Zouérate, le 1^{er} mai 1977, qui avait vu notamment la mort de deux Français et l'enlèvement de six autres, le Front Polisario s'était acharné sur la voie ferrée assurant l'évacuation du minerai de fer vers le port de Nouadhibou. Les raids souvent meurtriers étaient allés crescendo. Les guérilleros, variant les actions, s'en étaient pris tantôt au train lui-même, détruisant les prélocaux

prise, peuvent ensuite se replier sur leurs bases de Tindouf ou du Sahara occidental, en gardant une large avance sur les troupes lancées à leur poursuite.

La France a donc fourni à la Mauritanie ce qui lui manquait le plus, et ses avions, équipés de contre-mesures électroniques les mettant à l'abri des fustes adverses, ont montré leur efficacité en anéantissant les 12 et 13 décembre, puis le 18, deux colonnes du Polisario.

Au moment même où à Paris et à Nouakchott les autorités françaises continuent à démentir toute intervention armée, le personnel de l'aéroport de Dakar et les passagers des lignes régulières pouvaient voir les Jaguar refaire le plein de munitions en bout de piste pour gagner du temps.

Depuis lors, le Polisario a considérablement ralenti ses activités en Mauritanie, se bornant à harceler, la nuit tombée, quelques postes. Il serait cependant surprenant qu'il en reste là et l'on peut s'attendre à ce qu'il mette en œuvre de nouvelles tactiques pour faire face au danger venu du ciel.

La présence dans cette ville d'une importante garnison des forces armées royales.

Les deux chefs d'Etat ont décidé de coordonner totalement leur action sur le plan militaire et de se répartir les tâches : les soldats marocains, nombreux et puissamment équipés, ont reçu pour mission de garder les villes exposées et les points stratégiques de la Mauritanie. Les troupes de Nouakchott, plus mobiles, mieux adaptées à la guerre du désert, doivent en principe combattre les colonnes du Polisario sur leur propre terrain. Un état-major mixte assisté de « conseillers français » centralise les renseignements et coordonne les opérations. Les rapports entre les deux armées ne sont pas exempts de nuances et de méfiance. Il est même arrivé que Marocains et Mauritanien se tirent dessus « par erreur ». Quelques six mille hommes des forces armées royales sont donc répartis à Dakhla, Bir-Moghrein, Ain-Rentil, Zouérate, Nouadhibou, Atar et Akjouj. Des entreprises marocaines ont pris le point de terminer, aux frais du royaume, l'extension à 2 800 mètres des pistes des aéro-



locomotives CC et s'emparant des conducteurs mauritaniens, tantôt aux équipes d'entretien de la voie, enlevant ainsi, le 25 octobre, deux cheminots français et dix-huit travailleurs mauritaniens, tantôt, enfin, aux postes qui jalonnent la voie.

L'arrivée de deux bataillons marocains puissamment armés à Zouérate avait permis de protéger efficacement la petite cité minière entourée de fortifications et d'un réseau ferré de « positions » abondamment pourvues d'armes automatiques, de canons et de mortiers. Mais les garnisons mauritaniennes occupant les bases échelonnées le long de la voie restaient vulnérables. Ces unités, formées d'hommes recrutés à la hâte, insuffisamment encadrés, mal formés, mal équipés, manquant d'entraînement et d'un réseau ferré de « positions » abondamment pourvues d'armes automatiques, de canons et de mortiers. Mais les garnisons mauritaniennes occupant les bases échelonnées le long de la voie restaient vulnérables. Ces unités, formées d'hommes recrutés à la hâte, insuffisamment encadrés, mal formés, mal équipés, manquant d'entraînement et d'un réseau ferré de « positions » abondamment pourvues d'armes automatiques, de canons et de mortiers.

Cinq ans après la remise en cause des accords de défense qui liaient la Mauritanie à la France, depuis son accession à l'indépendance en 1960, le gouvernement de M. Ould Daddah fait donc appel, pour préserver l'intégrité de son territoire, à l'ancien colonisateur. Les explications embarrassées, les faux-fuyants et les ambiguïtés des responsables français ne doivent pas faire illusion. Les avions français sont là pour soutenir un régime menacé, et la « protection » des ressortissants français sert seulement d'alibi. L'intervention française n'est pas, pour le moment, limitée dans le temps. Les milieux conservateurs mauritaniens, qui n'avaient accepté que du bout des lèvres les mesures prises depuis 1971 pour assurer l'indépendance politique et économique du pays, s'en réjouissent ouvertement. Ils rêvent d'un retour à la scène franc, d'une ouverture aux capitaux étrangers, d'une « libéralisation » de l'économie qui stimulerait le secteur privé. Les « progressistes », quant à eux, regrettent que les circonstances conduisent à la remise en cause d'un accord auquel ils étaient attachés. Mais, plus que les attaques « surprises » par l'Algérie, les uns et les autres redoutent les appétits de leur puissant voisin et allié, le Maroc. De la soupçonner de n'avoir pas renoncé au « grand Maroc » préconisé avec ferveur par le chah du nationalisme Aïal El Fassi, un « grand Maroc » qui engloberait une partie du Sahara algérien et le territoire de la Mauritanie jusqu'au fleuve Sénégal. Les Mauritanien n'oublient pas que Rabat a longtemps contesté l'existence de leur Etat, qu'il n'a reconnu que neuf ans après la proclamation de l'indépendance.

Les officiers somaliens ne cachent pas leur profonde amertume à l'égard de la centralisation des Occidentaux, notamment celle des Etats-Unis. Des collaborateurs du président Siyaad Barre reconnaissent que les déclarations de M. Cyrus Vance ont mis provisoirement fin à tout espoir d'une aide militaire internationale pour faire face aux attaques en cours de l'adversaire en Ogaden. Ils font cependant valoir que « les prétendues assurances soviétiques » qu'on avait reçues le secrétaire d'Etat en ce qui concerne le respect des frontières somaliennes « ne vont d'ailleurs que le temps nécessaire pour Russes pour franchir une nouvelle

Des adversaires bien équipés

« En deux ans, nos adversaires ont progressé à pas de géant, nous a fait remarquer un officier mauritanien. Ils disposent d'une grande mobilité. Leurs unités sont dotées d'une formidable puissance de feu, ce qui permet d'économiser les hommes. Canons sans recul, mitrailleuses, lance-roquettes, batteries antiaériennes, missiles, tout cela est monté sur des Land-Rover qui cheminent dispersés et se regroupent avant l'attaque. Cela implique la mise en œuvre de moyens humains, techniques et financiers qui dépassent largement les ressources d'un soi-disant « mouvement de libération » issu d'une population de quelques dizaines de milliers d'âmes. C'est en fait l'Algérie, forte de ses dix-huit millions d'habitants, de son armée équipée par l'U.R.S.S., de son territoire, de son pétrole et de son gaz, de ses industries, qui nous agresse. »

Les « frères du Nord »

Dans le partage du Sahara occidental, le Maroc s'est adjugé la part du lion, en obtenant non seulement la Saguis-el-Hamra mais aussi une bonne partie du Rio-De-Oro. Il a acquis les riches mines de phosphate de Bou-Oraa et contrôle aussi des gisements d'uranium et de uranium. Il détient les principales villes, El-Aïoun, Smara, et s'il a abandonné Dakhla (ex-Ville Casercos) à ses alliés, certains lui prêtent des arrière-pensées que confirmerait

Le conflit dans la Corne

La Somalie refuse de croire aux « prétendues assurances soviétiques » sur le respect de ses frontières

Le ministre éthiopien des affaires étrangères a qualifié, le lundi 13 février, de « nécessaire et justifiée » l'intervention des « instructeurs » cubains aux côtés de l'armée d'Addis-Abeba. L'ambassadeur d'Ethiopie à Paris dénonçait le même jour dans un communiqué le fait que les livraisons d'armes israéliennes à son pays aient été présentées sous une forme déformée amplifiée hors de toute proportion, alors qu'il s'agit d'une affaire convenue sur une base strictement commerciale. Pour sa part, l'ambassadeur de Somalie à Paris estime qu'il existe « une sorte de connivence entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. » à propos du conflit. Washington « laissant Moscou mener ouvertement sa politique interventionniste et impérialiste », alors que les Européens se montrent « naïfs ou complices de cette falsification ».

Tandis que l'Iran, par l'intermédiaire de son ambassade à Rome, dément avoir fourni une aide militaire à Mogadiscio, « le Quotidien du peuple » de Pékin a accusé Moscou, lundi, de « se comporter en incendiaire » dans la corne de l'Afrique.

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — En dépit de la menace qui pèse sur elle, la Somalie ne semble pas prête à abandonner sa lutte pour l'auto-détermination des populations de l'Ogaden. A Mogadiscio, le ton est encore rendu compte, lundi 13 février, quand un camp d'entraînement militaire situé au sud de la capitale a ouvert pour la première fois ses portes à la presse occidentale. Un membre du comité central du parti socialiste révolutionnaire, le général Aden Abdullahi Nur, y a déclaré que trente mille jeunes volontaires s'étaient présentés à la conscription, dans la seule région de l'ouest, depuis la proclamation de l'état d'urgence, quarante-huit heures plus tôt.

De deux cents à trois cents jeunes gens maigres, ballonnés sur l'épaule, attendent d'être enrôlés à la porte de ce camp de Halame, situé en bordure de l'océan indien. A l'intérieur de l'enceinte, cinq mille recrues, en uniforme et disciplinés, suivent un entraînement intensif sous un soleil de plomb. « Ils seront envoyés là où nous aurons besoin d'eux », dit le général Aden. Les recrues, selon les Somaliens, sont toutes volontaires, doivent être âgées de quinze ans au moins et le plupart ont déjà reçu des rudiments d'instruction militaire à l'occasion d'un service national d'un an.

Les officiers somaliens ne cachent pas leur profonde amertume à l'égard de la centralisation des Occidentaux, notamment celle des Etats-Unis. Des collaborateurs du président Siyaad Barre reconnaissent que les déclarations de M. Cyrus Vance ont mis provisoirement fin à tout espoir d'une aide militaire internationale pour faire face aux attaques en cours de l'adversaire en Ogaden. Ils font cependant valoir que « les prétendues assurances soviétiques » qu'on avait reçues le secrétaire d'Etat en ce qui concerne le respect des frontières somaliennes « ne vont d'ailleurs que le temps nécessaire pour Russes pour franchir une nouvelle

J.-C. POMONTI

Le président Nnamdi, chef de l'Etat soudanais, déclare dans une interview à l'agence l'Associated Press que l'Union soviétique a « entrepris de s'emparer de l'Afrique pièce par pièce » en profitant de l'absence de réaction des Etats-Unis.

« Les Etats-Unis ont lâché les mains libres aux Soviétiques dans la région, dit-il. Ceux-ci ne laisseront pas les Ethiopiens conquérir la Somalie par la force des armes, mais ils vont s'en emparer d'une autre façon, par la subversion. Nous pensons que lorsqu'ils auront fini d'occuper la corne de l'Afrique ils s'attaqueront au Soudan. »

Le président Nnamdi estime toutefois que le Kenya est le premier objectif des Soviétiques. « Ils travaillent déjà en sous-main et forment des équipes en Russie et en Ethiopie. Le Kenya tombera. Il ne peut résister » a-t-il déclaré.

un livre de Michel Le...
ORAN ET LA
 Tentation de l'Or
 ORSON
 VETEMENTS DE LUXE POUR HOMMES
 27, AVENUE VICTOR HUGO PARIS 16^e
 DISPARAIT
 LIQUIDATION TOTALE
 les mardi 14, mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17, samedi 18 février
 PRIX SACRIFIES
 ouvert de 9h 30 à 19 heures

ORSON
 VETEMENTS DE LUXE POUR HOMMES
 27, AVENUE VICTOR HUGO PARIS 16^e
 DISPARAIT
 LIQUIDATION TOTALE
 les mardi 14, mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17, samedi 18 février
 PRIX SACRIFIES
 ouvert de 9h 30 à 19 heures

Tunisie

UNE DELÉGATION de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) composée de MM. Otto Kasten, secrétaire général, Hédi Oukar Venter, président de la Fédération syndicale allemande (D.G.E.) et André Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-Force ouvrière, s'est rendue à Tunis, les 20 et 21 février, afin de tenter d'obtenir la libération des dirigeants syndicaux tunisiens arrêtés après la grève générale du 28 janvier. Elle doit rencontrer le premier ministre M. Nouira. D'autre part, à Alger, M. Boussar, secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité syndicale africaine (OUSA), a publié, lundi 13 février, un communiqué « désapprouvant totalement » les déclarations faites à Tunis le 8 février par M. Denis Akkum, secrétaire général de l'OUSA, qui avait assuré de son soutien à l'égard de l'Union de F.U.G.I.T. — (A.F.P.)

Prochain article :

LA FAUTE A L'ESPAGNE...

Tunisie

UNE DELÉGATION de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) composée de MM. Otto Kasten, secrétaire général, Hédi Oukar Venter, président de la Fédération syndicale allemande (D.G.E.) et André Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-Force ouvrière, s'est rendue à Tunis, les 20 et 21 février, afin de tenter d'obtenir la libération des dirigeants syndicaux tunisiens arrêtés après la grève générale du 28 janvier. Elle doit rencontrer le premier ministre M. Nouira. D'autre part, à Alger, M. Boussar, secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité syndicale africaine (OUSA), a publié, lundi 13 février, un communiqué « désapprouvant totalement » les déclarations faites à Tunis le 8 février par M. Denis Akkum, secrétaire général de l'OUSA, qui avait assuré de son soutien à l'égard de l'Union de F.U.G.I.T. — (A.F.P.)

EUROPE

Grande-Bretagne

Le gouvernement engage un combat incertain pour la dévolution de pouvoirs en Écosse

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique engage ce mardi 14 février, aux Communes un combat incertain pour sauver le projet de loi sur la dévolution de pouvoirs en Écosse, sérieusement compromis par plusieurs amendements votés en seconde lecture. L'adoption de ce projet, sur lequel les députés se prononceront dans le courant de la semaine, est considérée comme essentielle par les stratèges du parti travailliste pour contenir la poussée des nationalistes écossais et garder dans cette région les ressources pétrolières (sur soixante et onze) détenues par le Labour.

Un nouvel échec de la législation écossaise (l'an dernier, le gouvernement, faute de temps et victime de manœuvres dilatoires de ses adversaires, avait dû abandonner le projet de loi très controversé) favoriserait les nationalistes écossais (S.N.P.) au détriment des travaillistes. Le S.N.P. n'a que onze sièges à Westminster (les conservateurs écossais en ont seize), mais tous les sondages indiquent que son pourcentage de voix de 30 % est très proche de celui des travaillistes. Le gouvernement a mené le débat sur la législation écossaise dans l'espoir qu'elle aura force de loi à l'été, en tout cas avant les élections générales; les Lords devront également se prononcer à l'issue du débat, qui s'annonce difficile. Mais la procédure d'urgence dite de la « guillotine » adoptée pour surmonter l'opposition systématique annoncée par les adversaires du projet, a heurté des conservateurs et un certain nombre de travaillistes hostiles à la dévolution; ils notent qu'à cause de la « guillotine » soixante et un des quatre-vingt-trois articles de ce projet de loi aussi fondamentaux n'ont même pas été discutés. Cette coalition de circonstance a tenu le gouvernement en échec sur

deux points relativement secondaires, mais le 25 janvier dernier elle lui a infligé une défaite sérieuse (le Monde du 28 janvier) en adoptant un amendement de nature à faire échouer l'ensemble du projet. Cet amendement spécifie, en effet, que la législation écossaise ne sera applicable que si une majorité dépassant 40 % des électeurs inscrits se prononce en sa faveur par référendum consultatif. Ce « seuil » crée un obstacle difficile à surmonter.

Autre défaite sérieuse du gouvernement: l'adoption d'un amendement permettant aux Shetland et Orkney d'échapper à la dévolution et de continuer à être contrôlés par Westminster et non par Edimbourg, et les habitants de ces îles en décidaient ainsi. La législation écossaise paraît donc menacée, surtout si les nationalistes persistent dans leur intention de rejoindre l'opposition au cas où le gouvernement, qu'ils accusent de faiblesse, accepterait des compromis sur les clauses essentielles du projet. Ces derniers jours, le cabinet a multiplié les pressions sur les députés travaillistes récalcitrants pour qu'ils reconsidèrent leur attitude, annulant l'amendement de 40 % et acceptant pour le référendum le principe de la majorité simple des votants, comme le demandent les nationalistes écossais. S'il échoue dans ses efforts, le gouvernement proposera de réduire le seuil d'un vote positif minimum à 33 % des inscrits. En ce qui concerne les Shetland et Orkney, il est presque impossible d'annuler un amendement adopté à une majorité de quatre-vingts voix. Le gouvernement espère seulement convaincre en temps utile les habitants des îles de voter pour la dévolution en les avertissant qu'un vote contraire les ferait tomber dans les limbes constitutionnels.

HENRI PIERRE.

Mme Thatcher atténue sa position sur le problème racial

De notre correspondant

Londres. — Devant le groupe des « jeunes conservateurs », réuni dimanche 12 février, à Harrogate, Mme Thatcher a atténué sa position sur le problème racial (le Monde du 2 et 9 février), sans pour autant renoncer à mettre fin à l'immigration. Le parti doit mettre en œuvre une politique visant à arrêter l'immigration, a-t-elle dit, mais elle a ajouté que s'ils revenaient au pouvoir les conservateurs honorerait les engagements pris envers diverses catégories d'immigrants autorisés à faire venir leur famille.

Un abondant courrier, la félicitant d'avoir pris une position tranchée sur la question, ne pouvait qu'encourager Mme Thatcher à faire du problème racial un thème majeur de la prochaine campagne électorale, et à reprocher aux travaillistes de considérer comme tabou une question dont tous les sondages indiquent qu'elle est au cœur des préoccupations. Cependant, le leader des Tories ne peut ignorer les recommandations de ses collègues modérés du cabinet adjoint, chargé des problèmes d'immigration. Ils notent que le parti ne peut prendre le risque de s'aliéner les voix des immigrants de couleur, peut-être décisives dans les circonscriptions marginales.

Mme Thatcher est restée évasive sur les moyens d'arrêter l'immigration. Après les

remous créés par ses déclarations au sein du cabinet familial, elle a jugé préférable d'attendre que la politique officielle du parti, en cours d'élaboration, soit rendue publique. Le droit des Asiatiques réfugiés d'Ouganda et du Kenya, détenteurs de passeports britanniques, ainsi que celui des immigrants installés avant la loi restrictive de 1973, de faire venir leur famille, sera vraisemblablement confirmé, mais il est douteux que les immigrants arrivés depuis 1973 aient que les immigrants « illégaux » aient des « fiancés » destinés de se marier en Grande-Bretagne bénéficiant des mêmes avantages.

L'impression générale est que les mesures envisagées par les conservateurs ne seront pas très différentes de celles déjà prises par les travaillistes et qu'elles ne réduiront pas sensiblement le flot des immigrants. Les deux partis, en fait, reculent devant les propositions draconiennes comme l'interdiction absolue de laisser entrer les familles et le rapatriement de tous les immigrants installés. Les conservateurs veulent surtout faire quelque chose pour garder une partie de leur clientèle électorale, tentée de rejoindre le mouvement raciste du Front national. Dans l'immédiat, Mme Thatcher s'efforce de rassurer ses collègues modérés du cabinet fantôme; ils souhaitent que les mesures soient prises dans un grand parti du centre. — H. P.

Chypre

« La politique d'éviction délibérée des populations grecques semble abandonnée »

estime le département d'État dans un rapport au Congrès

De notre correspondant

Washington. — La rédaction du rapport que le Congrès, par une loi votée en 1976, demande au département d'État de lui fournir le 31 janvier de chaque année sur la situation des droits de l'homme dans les cent cinquante pays qui reçoivent une aide d'État (le Monde du 11 février) ne peut qu'inquiéter ceux qui connaissent les réactions des gouvernements et de l'opinion des pays concernés devant ces empiétements.

De « bonnes notes »

Chypre est le plus critiqué des trois pays de Méditerranée orientale alors pourtant qu'une partie de son propre territoire échappe à l'autorité de son gouvernement. Notant que la question des droits de l'homme dans l'île « ne peut être isolée des considérations politiques », le rapport présente comme une notion « généralement acceptée » le fait qu'« un traite-

ment cruel et inhumain a été infligé aux civils et aux prisonniers pendant le coup d'État dirigé par le régime militaire turc qui a intervenu en juillet 1974 et pendant l'intervention militaire turque qui a suivi. Il s'agissait moins d'une politique gouvernementale délibérée que d'un usage abusif des combats et de l'antagonisme des deux communautés (...). Des charniers contenant les corps de villageois chypriotes turcs ont été découverts ».

Le document du département d'État mentionne ensuite la polémique qui a suivi la publication du rapport du Conseil de l'Europe au début de 1977. A propos du départ vers le sud de la minorité grecque vivante dans la zone occupée par l'armée turque, le département d'État se borne à indiquer: « S'il y a eu une politique d'éviction délibérée, celle-ci semble maintenant abandonnée ».

« Preuve: vérifiée »

ou « signification »

Pour le reste, le rapport donne de « bonnes notes » aux deux administrations chypriotes, tant sur les arrestations et détentions arbitraires, que « ne sont pas couramment pratiquées à Chypre », que sur les libertés de presse et de réunion, qui « existent dans les deux secteurs ». Le régime chypriote turc au nord est « étroitement contrôlé démocratiquement », mais les dirigeants se sont opposés à des enquêtes du Comité international de la Croix-Rouge et de la Commission européenne des droits de l'homme. La Grèce fait l'objet de deux cartes pages seulement, comme tous les pays « sans problèmes ». « Malgré quelques accusations sur de mauvais traitements à des prisonniers par certains officiers, le

gouvernement a incontestablement procédé à des changements dans le comportement des responsables de la sécurité », est-il dit. La vie politique est libre, les procès sont justes et ouverts, mais on enregistre des « plaintes pédiocides » à propos de mesures vexatoires de sécurité de la minorité musulmane. Il n'en va pas très différemment, toujours selon ce rapport, de la Turquie. La torture y pose un problème dans la mesure où « des accusations ont été formulées à cet égard en 1976 et 1977 dans quelques journaux ». Cependant « un manque de preuves convaincantes (...) si des cas de torture peuvent se produire, il n'y a manifestement pas de politique systématique de la torture dirigée par le gouvernement ». De même on ne trouve « ni preuves vérifiées » de traitements cruels infligés aux prisonniers, ni « preuves significatives » que les délais de détention aient été dépassés.

En ce qui concerne les minorités, le rapport révèle que toute publication en grande est interdite depuis 1928 et que des problèmes surgissent pour l'entretien ou l'extension des églises. Ces actions ne sont cependant « pas le fruit d'une politique délibérée du gouvernement » et « il ne semble pas qu'il y ait une discrimination officielle contre des individus appartenant aux minorités ».

Le rapport note enfin que le processus politique en Turquie est « vibrant » et « en scène des partis » et « qui reflètent l'essentiel ». Curieusement, il omet de signaler que le P.C. n'a pas d'existence légale, alors pourtant qu'il avait été mentionné, à propos de la Grèce, que « les personnes de toutes convictions politiques, y compris les membres des partis communistes, participent librement à la vie politique ».

MICHEL TATU.

« La victime et le bourreau sont mis sur le même pied »

réplique le ministre des affaires étrangères de Nicosie

Les considérations du rapport du département d'État ont appelé de la part de M. Jean Crisostomides, ministre des affaires étrangères de la République de Chypre, une mise au point rédigée en termes très sévères: « La véritable situation, concernant la violation des droits de l'homme à Chypre, n'est pas exposée d'une manière objective et impartiale. Nous nous trouvons en présence d'une évidente tentative de décharger et d'exonérer la Turquie de ses graves responsabilités du fait d'avoir envahi l'île de Chypre, de continuer à en occuper une large partie et du fait des atrocités que l'armée turque a commises et continue à commettre. »

« Le rapport soutient que les droits de l'homme ne peuvent être considérés à Chypre en faisant abstraction de leur contexte politique. (...) Il s'efforce de mettre sur un pied d'égalité la victime et le bourreau. Dans ce but, il se réfère au problème des réfugiés chypriotes

grèce et turcs comme si l'on pouvait comparer le déplacement brutal de 200 000 Chypriotes grecs de leurs foyers au déplacement des Chypriotes turcs vers la zone occupée, déplacement décidé par leurs chefs politiques sur les ordres de Ankara, détracteurs de parank au partage de l'île. (...) »

« Le rapport se permet enfin de qualifier de « démocratique » le régime imposé dans la zone occupée, omettant sciemment le fait qu'un tel régime est illégal et soutenu de plus en plus par une armée d'occupation forte de 40 000 hommes. Par ailleurs, les Grecs et les maronites qui sont restés en nombre restreint dans cette zone sont traités comme des citoyens de second ordre. Comment, dès lors, est-il possible à la démocratie de fonctionner dans une région d'où 80 % de la population autochtone fut violée, menacée et brutalisée exploitée de la terre de ses ancêtres ? »

République fédérale d'Allemagne

Jeunes sociaux-démocrates et jeunes libéraux s'écartent de plus en plus de leurs « organisations mères » respectives

De notre correspondant

Bonn. — L'organisation des jeunes sociaux-démocrates, connue sous l'appellation familière de Jusos, se sépare de plus en plus du S.P.O. C'est ce que vient de confirmer son congrès qui s'est terminé dimanche soir 12 février, à Hofheim, dans le massif du Taunus (le Monde du 14 février). Les diverses fractions d'extrême gauche, qui continuent de s'entre-déchirer au sein de cette formation, se sont unies pour s'opposer systématiquement à M. Helmut Schmidt et à la direction actuelle du parti social-démocrate.

Eu présidents des Jusos par 164 voix sur 228 votants (le Monde du 14 février), M. Gerhard Schröder est âgé de trente-trois ans. Avocat à Hanovre, il appartient à l'extrême gauche « anti-réformiste ». Le candidat, plus modéré, qui s'opposait à lui n'a obtenu que 126 suffrages. A cette occasion, on e vu se renouveler l'alliance du groupe Stamokap (partisans du capitalisme d'Etat monopolistique) et des « anti-réformistes ». Chefs de ces deux ailes, qui comprennent leur attachement au mercantilisme et à la direction actuelle du parti, ont été élus à la présidence. L'an dernier, elles avaient assuré l'élection de M. Klaus-Uwe Bannert, bien sûr exclu par les ins-

tances dirigeantes du S.P.D. pour avoir pris la coopération avec le parti communiste. Cela n'a d'ailleurs pas empêché M. Bannert d'être élu au congrès de Hofheim, où il a été accueilli par des ovations (mais n'a pu prendre la parole). Encore les délégués ont-ils adopté une résolution réaffirmant leur soutien à une politique de coopération avec le « communisme démocratique ».

Un développement parallèle est amorcé chez les jeunes, l'organisation des jeunes libéraux. Ceux-ci étaient également réunis en congrès durant le week-end à Braunschweig, n'hésitant pas à se dresser contre l'organisation mère — du F.O.P., le parti libéral — qui risque d'assister, en République fédérale, à un étouffement des libertés, ce dont ils ont essentiellement rendu responsable le ministre de l'Intérieur, M. Maibaier. Or ce dernier est l'un des principaux représentants libéraux au sein du gouvernement de M. Schmidt. Il a donc été invité à donner sa démission.

Ce parallélisme relatif des deux organisations de jeunesse s'est également manifesté à propos d'un sujet qui suscite à l'heure actuelle les plus vives réactions au sein du gouvernement et dans l'opinion, l'une et l'autre des organisations de jeunesse ont donné leur appui au « référendum Russell », qui, après avoir « jugé » les Américains au Vietnam et le régime du général Pinochet au Chili, doit, en principe, conclure cet état de enquête sur « la violation des droits de l'homme » dans la République fédérale.

JEAN WETZ.

A travers le monde

Chili

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME se poursuivent au Chili, estime le groupe spécial de travail de la commission de l'ONU pour les droits de l'homme, dans un rapport publié le lundi 13 février à Genève. Le groupe accueille cependant et avec satisfaction la libération de nombreux prisonniers politiques, la réduction du nombre des arrestations en 1977 et la diminution des cas de torture. Son rapport sera prochainement examiné par la commission ad hoc des Nations unies. — (A.F.P.)

Espagne

DEUX FORMATIONS POLITIQUES D'EXTRÊME GAUCHE, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (O.R.T.) et le Parti socialiste populaire (P.S.P.), ont été condamnées chacune, lundi 13 février par le gouvernement civil de Madrid à 500 000 pesetas (environ 30 000 F) d'amende pour avoir organisé une manifestation interdite les 7 et 8 février à Ogetafe, dans la banlieue industrielle du sud de Madrid. Il y avait eu de nombreux dégâts matériels. — (A.F.P., Reuter.)

République fédérale d'Allemagne

UN JEUNE DIRIGEANT DES CROÏSTENS-SOCIAUX BAVAROIS, M. Dieter Embes, chargé des questions internationales au sein de l'état-major de la C.S.U., a disparu depuis lundi matin 12 février à Munich. Il ne s'est pas présenté à son bureau, et sa voiture a été retrouvée dans son garage. La police n'exclut pas la possibilité d'un enlèvement. — (A.F.P., Reuter.)

Tchad

LE GÉNÉRAL MALLOUM, chef de l'État, a lancé dimanche 12 février un nouvel appel à l'unité et à la réconciliation nationale. « Les tendances de l'opposition tchadienne, il semble qu'au cours des derniers jours, des colonnes militaires de l'armée nationale tchadienne ont quitté les garnisons du nord-est de l'État pour repousser les combattants qui s'opposent à l'engagement. Faya-Lagoua et Fadaï. Ces colonnes auraient eu à subir une vive résistance des rebelles, qui auraient partiellement bloqué leur avance. — (A.F.P.)

Union soviétique

LES ACTIONS EN FAVEUR D'ÉDOUARD KOUZNETSOV SE MULTIPLIENT

De notre correspondante

Genève. — Au cours d'une conférence de presse à Genève, placée sous l'égide du comité international pour la libération d'Édouard Kouznetsov, M. Daniel Jacoby, avocat à la cour d'appel de Paris, a indiqué que la Ligue internationale des droits de l'homme saisi la commission des droits de l'homme de l'ONU du cas de l'ancien dirigeant d'un condamné à mort, qui purge une peine de quinze ans de prison depuis 1970 dans un camp soviétique (le Monde des 18 et 19 janvier).

M. Jacoby a informé le Comité international de la Croix-Rouge, la commission internationale de juristes, et diverses personnalités des Nations unies, de la situation de Kouznetsov. Il a précisé que, contrairement à ce qu'affirment les autorités soviétiques, qui l'accusent de trahison, l'écrivain n'a jamais cherché à détourner un avion de ligne mais avait simplement projeté avec quelques amis, dont un pilote de tempérament d'un appareil vide afin de pouvoir quitter l'U.R.S.S.

Les dernières nouvelles de Kouznetsov, aujourd'hui âgé de trente-neuf ans, remontent au 17 janvier, date à laquelle il a été transféré dans un hôpital.

Le « collectif Sergueï Paradjanov » (33 boulevard Philippe, 10404 Marseille) a lancé le sort du cinéaste arménien, emprisonné depuis plus de quatre ans, et dont l'humanité annoncée, le 3 janvier dernier, qu'il avait été libéré et qu'il reposait dans sa famille à Tbilissi.

Dans un communiqué, le collectif fait état des dernières informations qui lui sont parvenues. Il écrit: « En août 1977, les milieux arméniens de Téhéran nous font savoir que Paradjanov est pendu dans sa cellule. »

Peu après, la nouvelle de la mort de Paradjanov circule à Erevan, capitale de la R.S.S. d'Arménie.

« Dans le courant du mois de septembre, le collectif reçoit un dessin de Paradjanov qui le représente une pelle à la main, creusant sa tombe (ce message avait mis plusieurs mois à nous parvenir). »

« Début novembre une lettre du comité américain pour la défense de Sergueï Paradjanov nous informe, à la suite de contacts pris à Moscou, que le cinéaste est sur le point d'être libéré et qu'il est employé dans une usine de produits chimiques. »

« Le 3 janvier dernier, l'humanité annonce la libération de Paradjanov. »

« A présent, dans les milieux très bien informés d'Erevan, on affirme que Paradjanov est mort depuis plusieurs mois, en prison, mais que, officiellement, il va bientôt succomber à une crise cardiaque, ce qui expliquerait la « libération ». »

pour y être alimenté de force après un mois de grève de la faim (1).

M. Jacoby a annoncé que le prix Nobel français André Javet allait se rendre à Belgrade pour alerter les participants à la conférence européenne sur la situation de Kouznetsov, de Chicharanst et des autres intellectuels soviétiques détenus. — I. V.

(1) Les amis de Kouznetsov à Moscou ont reçu une lettre de l'intéressé les informant qu'il avait cessé son jeûne le 27 janvier, après avoir reçu l'assurance que même un anil pourraient lui rendre visite.

L'Orient-LE JOUR

Le plus grand quotidien d'expression française du Proche et du Moyen-Orient.

Cinquante trois ans au service de l'information arabe et internationale en langue française.

Vous le trouverez dans votre kiosque et dans celui des pays arabes que vous visiterez.

REUX DE LA BANQUE DU LIBAN - TEL : 340560
TELEX : RAJOR-20817 LE - B.P. 112488 - BEYROUTH, LIBAN

هكذا من الأصل

AMÉRIQUE

Paraguay

la réélection de général... un scénario bien...

ASIE

Cambodge

ADRIEN PHINOM-POUN... RÉPONDRE... OFFRE DE PAIX...

LES REPORTAGES dans « Le Monde »

PIERRE-MILLE... DE LA GUÉRRILLE...

LA VOIX DU CAMBODGE LIBRE

Le développement de la paix... le renforcement de... l'eng. Sor...

des nouvelles incidées.

12 numéros à 80 F.

COGNAC-EN-PARIS

DIPLOMATIE

La «Pravda» reproche aux États-Unis de remettre en question les bases d'un accord sur la limitation des armes stratégiques

De notre correspondant

Répondant à une critique de la position américaine dans les négociations SALT...

Le Journal du P.C. soviétique rejette la responsabilité de l'impasse sur les États-Unis...

Le second groupe, celui des perfectionnistes d'essai, lui aussi, présente des obstacles sur la voie de l'accord...

bième du contrôle, estimant — sans raison, selon Moscou — que les moyens nationaux sont insuffisants.

Selon la Pravda, deux problèmes controversés pourraient être facilement réglés: il s'agit de nouveaux types d'armements stratégiques et de la modernisation des systèmes actuels...

Lorsqu'il ne restait plus qu'à formuler ces décisions dans un langage contractuel, affirmé le Pravda, les participants des négociations sont entrés en action...

DANIEL VERNET.

AMÉRIQUES

Paraguay

La réélection du général Stroessner : un scénario bien réglé

Les résultats définitifs des élections présidentielles et législatives du 12 février ont été annoncés au Paraguay...

La réélection du général Stroessner dans les fonctions de chef d'État paraguayen n'est pas surprise pour ses concitoyens...

Le scénario de la réélection de Stroessner est en place lors des élections de 1973...

Le scénario de la réélection de Stroessner est en place lors des élections de 1973...

ASIE

Cambodge

ADJURE PHNOM-PENH DE RÉPONDRE À SON OFFRE DE PAIX

Radio-Phnom-Penh a de nouveau accusé, lundi 13 février, les forces vietnamiennes de leur invasion du territoire cambodgien...

Une source vietnamienne, citée par le correspondant de l'A.F.P. à Phnom-Penh, continue à affirmer que les forces vietnamiennes ont toujours vivement réagi à toute tentative de régression...

Pour ses reportages parus dans «le Monde»

LE PRIX PIERRE-MILLE À JEAN DE LA GUERIVIÈRE

Le prix Pierre-Mille 1978, décerné sous les auspices de l'Académie française, a été remis, ce mardi 13 février, au Cercle républicain...

Le prix Pierre-Mille, fondé à la mémoire du journaliste et écrivain Jean de la Guérivière...

LA VOIX DU CAMBODGE LIBRE. Le rétablissement de la paix passe par le renversement de la clique Pol Pot - Ieng Sary - Soe Sen...

Selon l'agence Tass

L'U.R.S.S. DÉVELOPPER SA PROPRE BOMBE À NEUTRONS SI L'OTAN EN EST ÉQUIPÉE

Moscou (Reuter). — L'Union soviétique a indiqué qu'elle était prête à produire sa propre version de la bombe à neutrons...

Utilisée contre le Japon la même année, la bombe atomique américaine fut expérimentée pour la première fois en 1946 à Los Alamos...

Le président Carter devrait annoncer sous peu sa décision de lancer ou non la production en série de la bombe à hydrogène...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

IMPASSE À LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Paris va proposer un projet de document de clôture

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne tiennent, ce mardi 14 février à Copenhague, une réunion de coopération politique...

Belgrade. — La tension qui caractérise les discussions de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) depuis un mois s'est brusquement aggravée lundi 13 février...

Le président Carter devrait annoncer sous peu sa décision de lancer ou non la production en série de la bombe à hydrogène...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

Le président Brejnev avait déclaré que son pays ne resterait pas un spectateur passif en cas de déploiement de la nouvelle arme...

KLM. INDONESIE. A partir de 4.130E, nous vous offrons les villages d'artistes, les singes sacrés et le Legong de Bali. Fermez les yeux. C'est le matin à Mas et à Ubud, dans l'île de Bali...

Barnett Chemisier Habilleur SOLDE. les fins de séries de sa collection d'hiver LODENS véritables 650 398 COSTUMES avec gilet 890 468 PARDESSUS cashemère 980 498 etc., SPECIALISTE DES GRANDES TAILLES

États-Unis Europe: le calumet de la paix. L'humour des Européens. Vous n'avez rien à déclarer? La parole est à André Henry. Veillée d'armes contre l'alcoolisme. Dans le numéro de février de

30 JOURS D'EUROPE. La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens. GRATUIT. Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon à: 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM _____ RUE _____ VILLE _____

La préparation des élections législatives

POLITIQUE

Éviter les périls de la relance

(Suite de la première page.)

Mais l'inflation par les coûts n'est pas tout. Pour éviter l'inflation par la demande qui peut résulter du relèvement des bas salaires, le P.S. a prévu d'élargir le blocage temporaire des prix (deux à quatre mois), de préférence à l'extension des exonérations de T.V.A., qui auraient privé de recettes le Trésor alors que celui-ci devra déjà aider la Sécurité sociale...

ment) : de sorte que le déficit commercial atteindrait 18 milliards de francs en 1978 (4 % des ventes), niveau intermédiaire entre ceux de 1976 et de 1977. Ces divers chiffres — qui situeraient la France dans le paléon de tête des pays occidentaux, mais sans plus — n'ont évidemment rien à voir avec les descriptions écopoétiques que l'on quotidiennement les leaders de la majorité. Cela vient de ce que les conseillers du premier ministre ont préparé pour M. Barre — qui s'en est encore servi lundi à Antenne 2 — et ses amis une note rédigée huit jours avant que le P.S. ne change ses intentions : note qui ne s'agit pas d'un projet de loi mais d'un projet de loi...

Alors, aménagé pour tenir compte des décisions de janvier, le projet socialiste comporte une augmentation des dépenses publiques de consommation de l'ordre de 4,3 % de la consommation des ménages et une progression des investissements publics d'environ 10 % des dépenses d'équipement des administrations (en rythme annuel dans les deux cas). Il se crée que 9 milliards d'impôts nouveaux (2 % de la fiscalité actuelle) et est loin du doublement des impôts sur le revenu pronostiqué par M. Barre et table sur une progression spontanée du fait de la relance...

La comparaison avec le chiffrage du parti communiste est plus significative. Encore que délicate, les deux partis n'ayant ni adopté les mêmes bases de calcul ni retenu les mêmes années de référence. Elle fait apparaître, au-delà des détails d'évaluation, une différence d'optique sur le rythme et l'ampleur de la relance. Le P.C. vise une croissance sensiblement plus forte : 6,8 % qui doit logiquement — aussi bien les intentions que le déficit commercial ; d'autant que le P.C. prévoit un peu moins d'investissements des entreprises que le P.S. (+ 4,6 % seulement), mais beaucoup plus de consommation des ménages (7,3 %) ; tout en permettant ramener à 8 % la hausse moyenne des prix...

L'arme budgétaire est donc utilisée pour relancer l'économie, comme l'on fait depuis dix-huit mois le plupart des grands pays, sur la recommandation de l'O.C.D.E. Cela se traduit par un déficit supplémentaire en 1978 de 27 milliards de francs (soit 2,7 % du produit national), provenant pour l'essentiel des 27 milliards de réduction des charges sociales consenties aux entreprises. Avec les 8,9 milliards de découvert du budget de M. Barre, on aboutit à une impasse de 35,9 milliards (inférieure à celle de l'Allemagne fédérale) que le P.S. prévoit de réduire sensiblement en 1979, grâce aux fortes rentrées fiscales issues de la relance.

Trois points Le chiffrage socialiste demande beaucoup moins de tours de force. Il n'est pas pour autant dénué d'un réel optimisme. Sur trois points au moins : 1) La hausse des prix pourra-t-elle être contenue à moins de 10 % et, pour des raisons fiscales, l'exonération de T.V.A. est limitée à quelques produits seulement (1) ? Cela dépendra de la vigilance des services des prix — et des organisations syndicales ou de consommateurs — pour faire respecter les blocages temporaires de tarifs, qui seront décidés. Si l'opération réussit, le déficit sera reporté à plus tard, au moment du débloqué ; 2) Les entreprises mettront-elles longtemps à réagir à la reprise de la consommation populaire en investissant ? Si elles ont le même comportement qu'en 1976, le P.S. gagnera son pari sur l'investissement. Mais si, par crainte politique de l'avenir, par difficulté de trésorerie (il n'est pas compensé qu'une partie des charges de salaires supplémentaires) ou par attentisme (les capacités de production dépassant actuellement la demande effective) sur la fortune. Et plus de dépenses puisqu'il ne retient pas la lutte contre la pollution des grandes sociétés privées. La conclusion est claire : le déficit du budget s'accroît d'au moins 15 milliards, c'est-à-dire atteint 30 à 35 milliards.

Comparaison avec le projet du P.C. Le P.S. attend, en effet, de sa politique une réanimation progressive de l'économie en deux ans, dont une réduction sensible du chômage. La conclusion est, selon lui, que le programme de 4,9 % cette année (à comparer aux 3,2 % que l'O.C.D.E. prévoit pour la France en 1978) et de 5,8 % en 1979. Dès cette année, 380 000 emplois seraient créés en neuf mois (moitié par décision publique, moitié par expansion naturelle) ; 500 000 autres s'y ajouteraient l'an prochain (l'expansion jouant à ce moment le rôle essentiel). Globalement, la progression de la consommation serait de 5,5 % (3 % cette année, selon l'O.C.D.E.) et celle des investissements des entreprises, stimulées par la reprise d'activité de 5 % (0,5 % d'après l'O.C.D.E.). Bien entendu, cette relance stimulerait plus les importations que les exportations (9,8 % et 7 % respective-

ment) ; de sorte que le déficit commercial atteindrait 18 milliards de francs en 1978 (4 % des ventes), niveau intermédiaire entre ceux de 1976 et de 1977. Ces divers chiffres — qui situeraient la France dans le paléon de tête des pays occidentaux, mais sans plus — n'ont évidemment rien à voir avec les descriptions écopoétiques que l'on quotidiennement les leaders de la majorité. Cela vient de ce que les conseillers du premier ministre ont préparé pour M. Barre — qui s'en est encore servi lundi à Antenne 2 — et ses amis une note rédigée huit jours avant que le P.S. ne change ses intentions : note qui ne s'agit pas d'un projet de loi mais d'un projet de loi...

Le P.C. estime que la gestion socialiste provoquerait une inflation « à l'italienne »

Dans son numéro de février, la revue du P.C.F. Economie et politique, en exposant les propositions communistes d'actualisation du programme commun, critique les thèses du P.S. En conclusion de cette étude, sous le titre : « Et plus dure sera la chute », René Bourgeois et Michel Seytre écrivent : « Prendre chez les très riches, le parti socialiste s'y refuse. C'est donc se priver de ressources disponibles pouvant améliorer la situation des plus défavorisés. Nous avons estimé ce manque à gagner à 25 milliards au minimum... »

La situation des prix à la fin de l'année 1978, serait la suivante : une inflation de l'ordre de 20 %, faite de ressources suffisantes et de mesures de blocage temporaire des prix à la production. (...) Un déficit du commerce extérieur d'au moins 50 milliards, faute d'une production intérieure suffisante et d'économies sur les gaspillages qu'opèrent massivement les très riches et le grand capital. Le déficit de la balance des paiements se croiserait dans des proportions telles qu'il ne pourrait pas être entièrement compensé par des emprunts à l'étranger. Le taux de change du franc se dégraderait et augmenterait les prix des produits importés ; un processus inflationniste et à l'italienne s'engagerait dans lequel la monnaie se dévaluerait constamment sans que ces dévaluations permettent de redresser la balance des paiements. Déficit massif, chute du franc, inflation galopante. Une situation intenable, intolérable, l'insécurité garantie. Toutes les conditions pour un plan Rocard après le plan Barre.

L'Union des Français de bon sens et M. Gérard Furnon

II. — Des voies sinueuses

par MICHEL KAJMAN

Née des suites d'un conflit social original et aigu survenu dans son usine de Saint-Christol-lès-Alès, au printemps 1977 (« Le Monde » du 14 février), l'Union des Français de bon sens, de M. Gérard Furnon, possède-t-elle en propre une théorie politique ou n'est-elle qu'un avatar du poujadisme ?

En ouverture d'un débat largement diffusé par l'U.F.B.S., on aperçoit au premier plan un village : quelques toits groupés autour du clocher, au milieu des prés et des arbres, une ferme, un peu à l'écart. Au fond, mais en arrière-plan, les silhouettes des blocs d'habitation. Séparant le bloc en deux camps, implacablement rectiligne et fuyant vers l'horizon, dans la respect le plus strict de l'axe de la perspective, une route : celle du bon sens. Mais est-elle en réalité aussi droite qu'il y paraît ?

raissent convaincus de la possibilité d'une collaboration de classe harmonieuse réservant à tous le plus d'avantages, obtenus dans la libre discussion et sans que la « violence » (grèves, occupations) soit nécessaire. La vision peut faire sourire : il faut souligner que, dans un pays où le taux de syndicalisation est faible, où l'intention se porte, hors des grands centres sur ce qui laisse sur place ou près de chez soi, cette conception est souvent admise là où les petites et moyennes entreprises prospèrent encore. Plus encore que le C.G.T., c'est la C.F.D.T. qui est dans bien des cas visée par le discours anti-syndicaliste. Une attitude plus radicale, ce syndicat a déclenché de vives oppositions dans des régions ou des secteurs où la C.G.T. n'a que peu de prise.

Néo-poujadisme ?

Cette foi dans la solidarité des classes ou dans celle d'un syndicalisme dit « libre », la défense de la libre entreprise et de l'initiative sont d'instinct plus vigoureux que ses tenants appartenant à une catégorie sociale menacée d'une disparition que les pouvoirs publics n'ont pas freinée, quand ils ne l'ont pas freinée. En ce sens, la réaction de l'U.F.B.S. peut-elle être considérée comme un nouvel avatar du poujadisme ? De son point de vue, l'U.F.B.S. s'oppose à ce que soit pour le dire. Lorsque le mouvement de Pierre Fontaine a porté, en 1956, cinquante-deux députés à l'Assemblée nationale, il était structuré depuis plusieurs années et disposait de l'assise forte et diversifiée d'un grand nombre de petites entreprises. A l'inverse, l'U.F.B.S. n'a pas son « point d'appui » électoral ou provincial. Quant à ses chances électorales, elles apparaissent très faibles en dépit des prémonitions de M. Furnon.

Anti-syndicalisme et regression économique

L'attitude de M. Furnon ayant permis à certains de reconnaître et d'identifier leur « propre inquiétude », ils ont sans hésiter applaudi à des attaques rapides et radicales contre les « syndicats politisés », le « syndicalisme pourri », etc. Une telle appréciation permet au moins d'identifier la base des premiers adeptes de l'U.F.B.S. Cette base, dont l'attention fut attirée par la résistance de M. Furnon à l'implantation d'une section C.G.T. dans son usine et les conséquences multiples de ce refus, s'est recrutée surtout parmi les chefs de petites et moyennes entreprises, les commerçants et les membres de professions libérales.

Pour le reste, la démarche est comparable : l'adoption à un thème initial précis d'une série de considérations sur tous les sujets qui finit par tenir lieu de vision politique globale. L'U.F.B.S. a en quelques semaines élaboré un programme national qui passe en revue tous les aspects de la réalité politique, en ordre alphabétique (« collectivisme », « économie », « ébranlé », « traversées », etc.). Ce programme développe la vision du fondateur de l'U.F.B.S., qui dit être celle du « pays réel ». Sur un fond de certitudes, les thèmes majoritaires ou d'opposition, de description des maux de la technocratie et de l'évolution larvée vers une société communiste (« collectivisme »), se programment sous ses diverses rubriques : le maintien des petites exploitations agricoles, la « réhabilitation du profit » ; un enseignement « sérieux, objectif, de qualité et soucieux des besoins réels du pays » ; la restauration de la « liberté d'entreprendre, moteur de l'expansion » ; la suppression des droits de succession.

Anti-syndicalisme et regression économique

La section d'entreprise universitaire de la Fédération du Bas-Rhin du parti socialiste a annoncé lundi 13 février, son « autodissolution ». Cette annonce suit de quelques jours celle de la section de B.T.T. (« Le Monde » du 4 février). Les deux sections d'entreprise que le P.S. possédait dans le Bas-Rhin ont ainsi disparu pour le même motif : les fonctions qui ont frappé des militants du C.E.R.E.S à la suite de la désignation de M. Marc Brunschweiler, favorable à la majorité du P.S. dans la première circonscription.

L'action de M. Furnon contre la C.G.T. et M. Marchais est déclarée irrecevable. La 31^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par Mme Thérèse Guillemin, a déclaré irrecevable, lundi 13 février (nos dernières éditions), l'action de M. Gérard Furnon, qui réclame 3 millions de francs de dommages et intérêts à la C.G.T. et à M. Georges Marchais. M. Furnon reprochait à M. Georges Séguy, secrétaire général de la Confédération générale du travail, à M. Henri Krustick, secrétaire, et à quatre dirigeants d'organisation cégétistes de sa région d'avoir enfreint l'article 411 du code du travail en menant la politique à leur activité syndicale. Il accusait M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, d'avoir été leur complice.

Anti-syndicalisme et regression économique

La C.F.T.C. : aucune consigne de vote. Le conseil confédéral de la centrale confédérale de la C.F.T.C. a, le 12 février, confirmé qu'il ne donnerait aucune consigne de vote, car la C.F.T.C. et se refuse à conjuguée action syndicale et action politique.

Faisant droit à l'argumentation développée le 30 janvier par la défense et reprise par la réplique du parquet, le jugement déclare : « (...) Il est constant que l'article 411 rédigé en termes généraux définissant le statut juridique des syndicats est un texte d'ordre public qui vise l'intérêt général et non la protection ou la défense des intérêts privés des particuliers. Dans ce cas, un particulier seul ne saurait mettre en mouvement l'action publique. La jurisprudence (de la Cour de cassation) a incontestablement pour but de réserver au ministère public le monopole de la poursuite des infractions dans lesquelles la législation n'a pas en vue la défense d'intérêts privés mais la protection de l'intérêt général. (...) En conséquence, (...) Gérard Furnon, qui en l'occurrence, a pris sans l'initiative des poursuites devant un tribunal de répression sans que la ministère public se joigne à celles-ci, doit être déclaré irrecevable en son action. Au surplus, les citations ne sont pas légalement valables. En effet, elles n'ont pas été délivrées au nom personnel des personnes mais au nom de leur organisation syndicale respective, alors qu'il n'existe pas en droit français de responsabilité pénale des personnes morales. M. Gérard Furnon a décidé le jour même de faire appel de ce jugement.

du 6 au 20 février Quinzaine de la blouse et des nouveaux coordonnés Franck & fils. FRANCK & FILS 80 Rue de Passy, Paris 16^e Parking Au. Paul-Doumer face aux magasins, Metro : Muette Miss Franck à Parly 2 et Maine-Montparnasse

صحة من الاصل

POLITIQUE

Une crise économique particulièrement ressentie

par ALAIN GUICHARD

ISÈRE : deux sortants sur sept semblent assurés de leur réélection

Le journal l'Économiste considère... Le député sortant M. Jean Boyer... M. Maurice Cottin - Bazin...

DROME : un siège R.P.R. très menacé par un candidat du P.S.

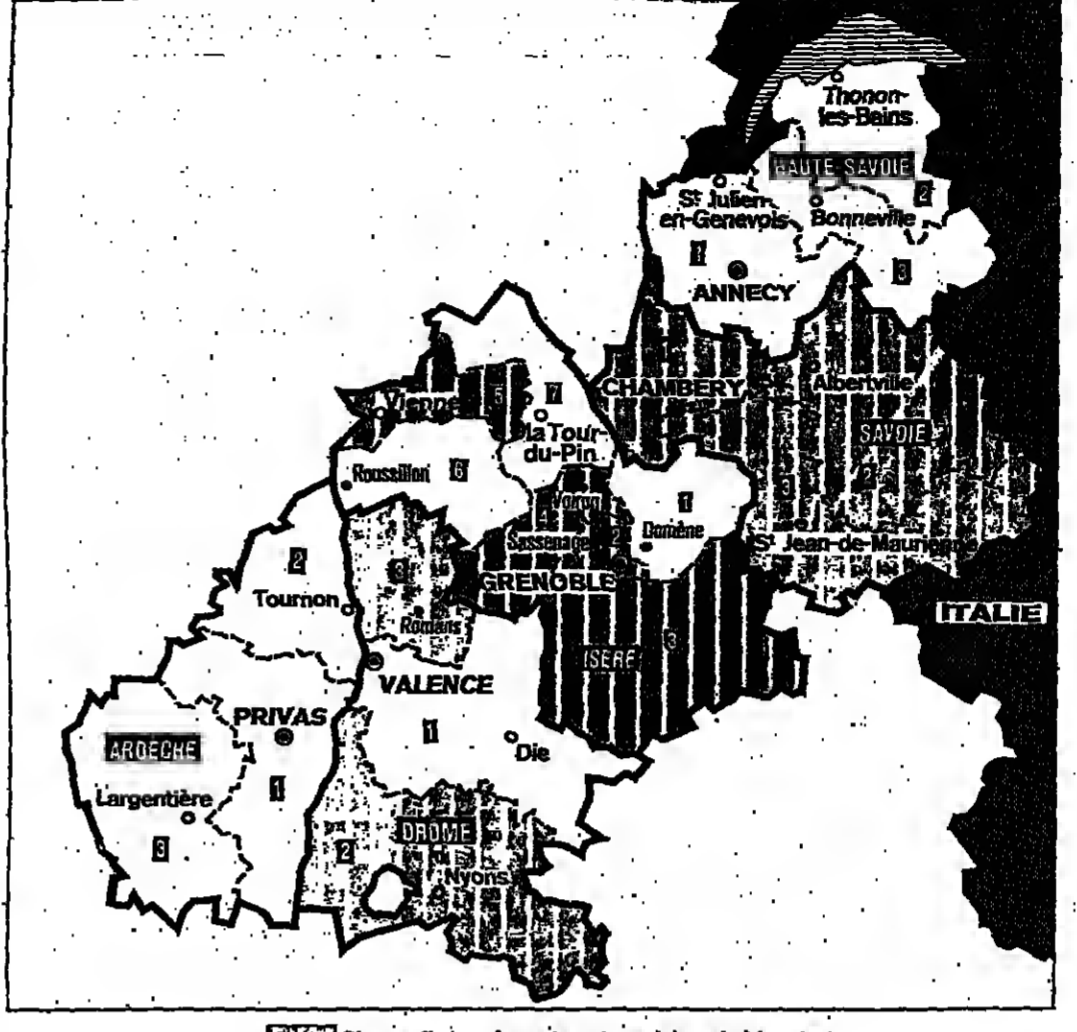
Dans la première circonscription (Valence-Dié), le député sortant R.P.R. M. Roger Ribadeau-Dumas... U.D.R. ancien journaliste de l'Aurore...

SAVOIE : un fief socialiste vivement disputé

Dans la circonscription de Chambéry-Aix-les-Bains (première), M. Louis Besson, P.S. député sortant... M. Joseph Fontanet se voit disputer son siège par deux adversaires...

HAUTE-SAVOIE : M. Maurice Herzog sur la défensive

M. Jean Brocard, U.D.F.-P.R. vice-président de l'Assemblée nationale... M. Maurice Herzog, ancien ministre, aura en revanche beaucoup de mal à se maintenir...



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

ARDÈCHE : toujours l'inconnue de l'emploi

Le député sortant, M. Pierre Cornet, U.D.F.-P.R. (première circonscription, Privas), se voit opposer au premier tour un ingénieur à Pierrelatte...

de conserver son siège dans la deuxième circonscription (Tournon), malgré son élection de justesse au second tour d'une partielle en septembre 1974... M. Constant Lecœur, candidat écologiste de la 8^e circonscription...

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

BAS-RHIN. - M. René Radius, député (ex-R.P.R.) de la 1^{re} circonscription du Bas-Rhin (Strasbourg) est annoncé officiellement...

M. Constant Lecœur, candidat écologiste de la 8^e circonscription, a confirmé le choix de son père, ancien député P.S.U. nommé lui aussi Constant Lecœur, comme suppléant.

MOSELLE. - Mme Marie Judith, députée régionale à la condition féminine en Lorraine, et candidate contre Mme Alice Gaudin-SM, ministre des universités, dans la 2^e circonscription de la Moselle...

YVELINES. - Dans la 4^e circonscription, où il bénéficie du retrait du P.C., le P.S.U. a décidé de présenter M. Serge Depaquit, membre du bureau national...

PARIS. - Le Mouvement des radicaux de gauche présente M. André Reynaud, membre du bureau national du M.R.C. dans le 12^e arrondissement...

SEINE-MARITIME. - Dans la 1^{re} circonscription, dont le député sortant est M. Henri Damamme (C.D.S.), suppléant de M. Lecœur, qui ne se représente pas...

PHILOSOPHES THAUMATURGES Les nouveaux philosophes font beaucoup parler d'eux. Ils sont portés aux nues par des gens qui ne les ont pas lus, ce qui est toujours le plus sûr gage de succès...

DE 1958 A 1977

Table with 4 main columns: HAUTE-SAVOIE, ARDECHE, DROME, TOTAL: RHONE-ALPES. Each column contains a grid of numbers representing election results for different constituencies.

1) M. Maurice Blanc (P.S.) a été élu le 29 septembre 1974, au siège que M. Joseph Fontanet, devenu ministre, avait cédé à son suppléant et entretint alors de reconquérir.

2) M. Henri Torre, qui avait été élu en 1973 comme U.D.R., a laissé son siège à son suppléant pour devenir secrétaire d'Etat. Il a repris ce siège le 29 septembre 1974, mais sous l'étiquette des républicains indépendants. Il est actuellement candidat P.R.-U.D.F.

EDUCATION

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DÉMOGRAPHIE

Trop de professeurs dans dix ans ?

Le nombre des élèves de l'enseignement secondaire français a presque quintuplé entre 1950 et 1975, passant de un million à près de cinq millions. Telle est l'une des constatations faites par M. Alain Norvez, assistant à l'université de Paris-V, chargé

d'études au ministère des universités, et publiées par l'Institut national d'études démographiques (1). Première constatation : on assiste aujourd'hui à un freinage du recrutement des professeurs.

L'étude de M. Norvez fait notamment apparaître que le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a progressé très lentement jusqu'à la seconde guerre mondiale, puis, entre 1950 et 1975, a été multiplié par six, 6,7 % de la classe d'âge dix-huit ans étaient scolarisés dans le second degré en 1950, contre 2,9 % en 1975 (la proportion des études secondaires ne fut affectée qu'à partir de 1950). La proportion de bacheliers en 1974 représentait environ 1/3 d'une classe d'âge et n'atteint encore que 4 % vingt-cinq ans plus tard. Cette proportion passe à 12 % en 1980 et à 25 % en 1975. Autrement dit, alors qu'il n'y avait qu'un bachelier sur cent Français d'une génération en 1954, il y en a aujourd'hui un sur quatre.

C'est l'année scolaire 1988-1989 qui a connu l'accroissement maximal du nombre d'élèves (rois cent trente mille). En 1975, cet accroissement annuel était tombé à six cent dix mille élèves. Le taux de scolarisation des dix-huit ans dans l'enseignement secondaire est passé de 28 % en 1954-1955 à 71 % en 1974-1975, le « parc » se situe après 1968 dans une situation de saturation relative (G.E.S.). De ces données chiffrées,

M. Norvez tente de dégager des perspectives et surtout d'établir des projections de ce que sera dans les années à venir. Première projection : le nombre des dix-huit ans va décroître, mais décroître chaque année (0,2 % par an jusqu'en 1985 et 1,5 % par an ensuite). Le minimum serait atteint en 1984 (4,4 millions) en raison des classes crues de la guerre et de la maximum est aujourd'hui atteint avec 6,8 millions de dix-huit ans.

recrutement soit la diminution du corps enseignant (qui multiplie le travail à temps partiel) et un éventuel allongement de la scolarité, obligatoire ou spontanée. De là à conclure, comme le fait M. Norvez, qu'« en ne tenant pas le recrutement scolaire, on risque de compromettre le recrutement des années futures », il n'y a qu'un pas. La ministre a déjà franchi en réduisant fortement la nombre de postes offerts aux CAPES d'agrégation et du CAPEA (Le Monde du 10 janvier).

Une question se pose maintenant : le ministère de l'éducation va-t-il mettre à profit le « répit démographique » pour améliorer la qualité de l'enseignement dans les établissements secondaires ? Si l'on se réfère aux effectifs actuels par classe, au nombre d'heures de cours qui « sautent » faute de remplaçants (ou faute de bénévoles, comme en éducation physique), on ne peut s'empêcher de penser que l'éducation nationale ne peut se maintenir que si elle recrute toujours des professeurs lorsqu'elle manque d'élèves. — R. C.

(1) Alain Norvez : Le Corps enseignant et l'évolution démographique. *Revue des études démographiques*, n° 2, 1977, page 240.

Les seuls éléments qui permettent d'atténuer le freinage du

Une réunion du Comité national d'action laïque

« L'intolérance est en face »

Le Comité national d'action laïque (CNAL), qui groupe des représentants de la Fédération nationale des instituteurs (FENI), du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.P.E.G.C.), de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, présidée par M^e Cornec, de la Ligue française de l'enseignement et de l'Education permanente et de la

Fédération nationale des délégués départementaux de l'éducation nationale, a réuni à Paris une journée nationale « Pour la nationalisation laïque de l'enseignement ». Cette journée s'est achevée par une « déclaration » du CNAL qui appelle pratiquement les « laïques » à voter lors des prochaines élections pour les trois partis de gauche.

« Il ne s'agit pas de la bataille, livrons-la », dit le secrétaire général de la FENI, M. Guy Georges, « nous nous trouvons devant une offensive de grande envergure du lobby de l'enseignement confessionnel », constate M. Michel Lasserre, secrétaire général. Une offensive qu'il n'hésite pas à qualifier de « déchaînement fratricide », à voir la campagne publicitaire déclenchée par les APEL (associations de parents d'élèves de l'enseignement libre) et la hâte avec laquelle le ministre de l'Éducation, M. Habib, « précipite la mise en œuvre de la loi Guarnier ».

Pour M. Lasserre, « les choses sont très claires aujourd'hui ». Il y a, d'une part, « ceux du programme commun » — et même le P.S.U., qui s'adressent une lettre de soutien — et, d'autre part, « ceux de la majorité qui, en toute occasion, s'acharnent à démanteler le service public ». Le secrétaire général se défend de « donner des consignes de vote », mais demande aux laïques d'« harmoniser leurs votes avec leurs options pour l'école » et de tout faire pour « éviter la dispersion des voix laïques ».

Pour M. André Henry, secrétaire général de la FENI, « ce ne sont pas les laïques qui souhaitent le monopole, mais les cléricaux », qui veulent reconquérir le terrain perdu par une action inattendue, patiente, tenace et obstinée. Le secrétaire général de la FENI a insisté sur le fait que les enseignants ne doivent pas se laisser prendre par le service public, et il a dénoncé la nouvelle loi Guarnier comme la « loi de la peur ». Quant à M. Habib, déclare M. Henry, il est aujourd'hui « baloté par la droite et les cléricaux ». Il n'a plus que « l'autorité de dire » ou « des pressions ».

car le politique néotiste du ministère et de M. Habib, « ce moderne évêque Cauchon ».

De nombreux participants ont souligné la responsabilité du ministère de l'Éducation, accusés de laisser se dégrader l'enseignement public. M. André Henry, notamment, estime que cette politique s'inscrit dans un cadre plus large, puisque, selon lui, l'Etat se dépeuple lui-même des domaines dont il a la charge (formation professionnelle, handicapés, radio-télévision, téléphone, etc.) au profit du secteur privé. Alain de Profile, « dans l'ombre », un « lobby patronal » aussi dangereux que les laïques que le « lobby confessionnel ».

ROGER CANS.

FIN DES GRÈVES DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Les enseignants en grève dans quelques établissements scolaires des Hauts-de-Seine ont interrompu leur mouvement après avoir, samedi, accepté de la part du ministère de l'Éducation certaines garanties. A l'issue d'un accord de principe, les professeurs ont repris leurs cours lundi 13 février, après avoir reçu l'assurance verbale que les sept classes et les huit postes menacés d'être supprimés seraient maintenus. Toutefois les enseignants se sont réunis en grève, vendredi 17 février, s'ils ne reçoivent aucune confirmation écrite du recteur de l'académie de Versailles.

Les professeurs de lycée Joliot-Curie de Nanterre ont également interrompu leur grève, engagée le 30 janvier contre le projet de suppression de cinq classes et de neuf postes d'enseignants dans leur établissement (« Le Monde » du 14 février). Cette décision intervient après que le ministère de l'Éducation ait promis de maintenir les postes transférés de postes seraient très limités en 1978.

Conflit entre les ministères de l'éducation et des universités

La formation des maîtres à l'audiovisuel pourrait être retirée à l'École normale supérieure de Saint-Clément

Le stage des techniques modernes d'éducation à l'audiovisuel chaque année le Centre audiovisuel (CAV) de l'École normale supérieure de Saint-Clément va-t-il être supprimé l'an prochain ? C'est la crainte des professeurs de l'audiovisuel et des professeurs du CAV, qui viennent de se mettre en grève pendant cinq jours, à la suite du refus du nouveau directeur de l'EN.S., M. Francis Dubus, de continuer à prendre à sa charge l'an prochain les frais de fonctionnement de ce stage.

Depuis plus de vingt ans, le CAV organise chaque année un stage d'initiation à l'audio-visuel qui accueille cinquante-cinq enseignants du primaire et du secondaire, de toutes les catégories et de toutes les disciplines. Ceux-ci reçoivent pendant un an scolaire une formation théorique et pratique, menant des recherches pédagogiques et réalisent des productions audiovisuelles. A l'issue du stage, la plupart des enseignants sont affectés à des fonctions de formation à l'audio-visuel dans les écoles normales d'instituteurs ou les centres régionaux ou départementaux de documentation pédagogique.

Le ministère de l'éducation assure les salaires des stagiaires et de la plupart des enseignants, tandis que l'École normale supérieure prend à sa charge les frais de fonctionnement du stage. « La stagnation du budget de l'EN.S. depuis trois ans me contraint à réexaminer les affectations de crédits », déclare M. Dubus. L'École est d'abord faite pour les élèves qui préparent les agrégations. La formation continue des maîtres du primaire et du secondaire concerne le ministère de l'éducation ; qu'il verse les crédits nécessaires. »

M. Dubus est soutenu par le ministère des universités : « En matière de formation continue, nous sommes des enseignants de service. Nous les vendons à leur service », explique M. Louis Paoli, adjoint au directeur des enseignements supérieurs. Les crédits de recherches ne peuvent financer des actions de formation continue. C'est l'esprit et la lettre de la loi de 1971. »

Pour les stagiaires et les enseignants du CAV, qui redoutent les conséquences de cette attitude, le stage « se nourrit du travail de recherche de l'École ». Il doit rester à Saint-Clément. Le ministère de l'Éducation, de son côté, tout en reconnaissant la qualité de ce stage, considère que sa contribution est largement suffisante. « Si l'EN.S. maintient son attitude, explique-t-on, ce stage sera transféré au Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.). » La publica-

Le syndicat C.G.T. du technique

a passé le cap des vingt mille adhérents

Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), vient de réunir à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), son vingt-deuxième congrès national. Pris de cinq cents délégués ont participé aux travaux.

Réuni à un mois des élections législatives, le congrès des professeurs de l'enseignement technique court affilés à la C.G.T. a vécu quatre jours à l'enseignement du programme commun. « Face à la rupture de la gauche », a déclaré le secrétaire général du S.N.E.T.P.-C.G.T., M. Gérard Monant, notre organisation dit : il faut que vite

le programme commun. Sur tous les murs de la salle du congrès, ce slogan s'inscrivait en lettres de feu sur le tableau noir. On a voulu ignorer les querelles de la politique politicienne. S'agissant du syndicat lui-même, les représentants du S.N.E.T.P.-C.G.T. font valoir que leur organisation ne cesse de progresser en effectifs. De 15 752 adhérents en 1971, le syndicat est passé à 20 214 en 1976, soit une augmentation de 28,22 % en six ans, alors que le nombre d'enseignants du second cycle court a augmenté dans le même temps de 22,70 %.

M. Monant a cependant noté des démissions au sein du syndicat (539 démissions recensées), dont une partie serait imputable à « aux difficultés internes de la gauche » ainsi qu'aux prises de position de la C.G.T. à l'égard de la politique énergétique. Dans l'ensemble, le S.N.E.T.P.-C.G.T. représente actuellement 40 % des enseignants, 18 % des conseillers d'éducation et 10 % des directeurs de lycées d'enseignement professionnel (ex-C.E.T.), ce qui est toujours « le premier syndicat des personnels du cadre des L.E.P. ».

Dans la motion finale du congrès, le S.N.E.T.P.-C.G.T. souhaite que le recrutement des enseignants de lycées d'enseignement professionnel reste « spécifique » par rapport à l'enseignement technique long ou général. Il demande que ces lycées soient le rôle qui devrait être leur et soient des lycées à part entière. »

(Publi-Ad)

APPRENEZ L'Allemand en Allemand

Un couple d'enseignants offre un stage d'enseignement intensif de 2 à 6 semaines, du 13-7 au 23-8-78. Vous serez reçu dans la Vallée de l'Ahr (près de Bonn). Intégration au cadre familial. Tennis, natation, sports équestres, etc. Pension complète.

Dr. Dieter Thomas, Pastor-Fey-Str. 18, D - 5485 Bad Bodendorf.

Professeurs de Sciences Economiques et Sociales

Vous connaissez :
- Problèmes économiques
- Les cahiers français.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

publie beaucoup d'autres ouvrages vous concernant.

Demandez à recevoir gratuitement le catalogue

"SPECIAL UNIVERSITE"

31, quai Voltaire
75340 PARIS CEDEX 07

SPÉLÉOLOGIE

L'expédition de la Pierre-Saint-Martin HUIT HOMMES POUR L'« INTÉGRALE » DU PLUS GRAND GOUFFRE DU MONDE

De notre envoyé spécial

La Pierre-Saint-Martin. — Huit silhouettes d'astronautes plantant sous le poids leur lourd fardeau ont disparu lundi, à 13 heures, dans un trou creusé de neige glacée. A la surface du gouffre de la Pierre-Saint-Martin, près de la Cabane du Berger, une autre équipe de six personnes va redescendre dans la durée de l'expédition, entre trois et cinq jours.

Le groupe spéléologique haut-pyrénéen a envoyé quatorze de ses membres à la Pierre-Saint-Martin. Un matériel très élaboré doit permettre de descendre les 380 mètres du puits. Parmi les cinq entrées du gouffre, celle de Bézirol est la plus orientale et permet le plus long parcours. Le point le plus bas est à — 1 120 mètres du départ. Pour cette « intégrale » aller-retour, c'est-à-dire un parcours de 24 kilomètres, l'équipe n'emportera pas de téléphone. Elle n'aura que deux contacts avec l'équipe de surface

Pour la nourriture, deux genres de rations ont été choisis : des biscuits et des légumes pour la progression, des repas chauds sans conserves ni alcool, mais comportant des aliments énergétiques au bivouac. Pendant le premier raid, très long, vingt heures sans sommeil, des « plelo » se nourriront de fruits secs, de noixettes, de noix dénoyautées, de chocolat. Le premier bivouac de douze heures permettra la progression vers le camp chaud. Deuxième raid de douze heures suivi d'un deuxième bivouac de douze heures également. Le troisième raid se fera sur le chemin du retour.

Pendant trois à cinq jours, l'équipe va évoluer dans une température de 1 à 5 degrés avec 100 % d'humidité, et il n'est pas question de respirer des gaz avec une température de moins 15 degrés dans une atmosphère très sèche.

Un plan d'alerte spécial a été mis en place cette semaine dans la région pour permettre l'intervention dans les meilleurs délais de pelotons de gendarmes de haute montagne et des pompiers spécialisés.

Pourquoi cette tentative, que certains considèrent comme inutilement dangereuse ? Le président du groupe, M. Dous, a voulu s'expliquer devant les rares journaliers venus assister au départ de l'expédition. « Ce que nos camarades vont tenter, a-t-il dit, est la réalisation de quinze ans d'efforts. C'est aussi la réalisation d'un rêve : parcourir d'un bout à l'autre, à l'aller et au retour et en une seule fois, le gouffre de la Pierre-Saint-Martin. Il s'agit d'obtenir le plus grand défi de l'expédition. Critiqués, mal compris, nous voulons, par cette entreprise, situer le niveau de la spéléologie que nous pratiquons au niveau le plus international. Et cela au cœur du plus grand gouffre connu dans le monde. Peut-être pourrons-nous augmenter encore l'exploration de 300 ou 400 mètres. »

Les huit membres de l'équipe de fond sont tous des hommes dont le plus jeune a dix-huit ans et l'aîné trente et un.

LEO PALACIO.



DE L'AFRIQUE...
La multiplication
menace un terrain
vivent 400...



800 MILLIONS D'AU KILOMÈTRE

L'exploration de la région de la Kabylie algérienne est en cours. Le projet de construction d'un barrage de 800 mètres de longueur sur le cours du fleuve de l'Algérie a été approuvé. Les travaux de construction commenceront dès l'été prochain. Le barrage sera construit en deux phases. La première phase consistera à construire un barrage de 800 mètres de longueur. La seconde phase consistera à construire un barrage de 400 mètres de longueur. Le barrage sera construit en deux phases. La première phase consistera à construire un barrage de 800 mètres de longueur. La seconde phase consistera à construire un barrage de 400 mètres de longueur.

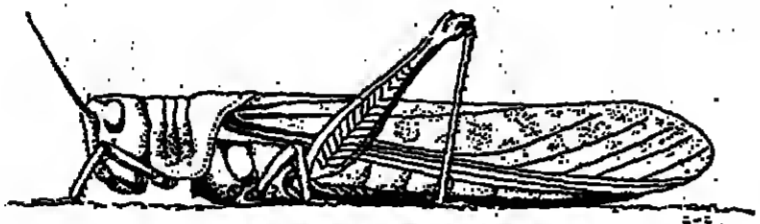
Les travaux de construction commenceront dès l'été prochain. Le barrage sera construit en deux phases. La première phase consistera à construire un barrage de 800 mètres de longueur. La seconde phase consistera à construire un barrage de 400 mètres de longueur.



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

DE L'AFRIQUE DU NORD AU SUD DU SAHARA ET DE L'ATLANTIQUE A L'HIMALAYA

La multiplication des criquets pèlerins menace un territoire où vivent 400 millions d'hommes.



Criquet pèlerin, grandeur nature

Depuis le mois d'octobre 1977, les responsables de l'Initiative méditerranéenne surveillent avec inquiétude les régions côtières de la mer Rouge et du golfe d'Aden... (Text continues describing the locust infestation and its impact on the population of 400 million people in the region.)

La menace est d'autant plus inquiétante que la situation actuelle en Érythrée et dans le nord de la Somalie ne permet ni surveillance régulière ni intervention préventive efficace... (Text continues discussing the challenges of monitoring and controlling the locusts due to regional conflicts.)

LE DEUIL DE LA TERRE

LES invasions de criquets pèlerins ont provoqué depuis des millénaires, de telles dévastations qu'elles ont, très tôt, frappé l'imagination populaire. Pour l'Ancien Testament, les « sauterelles » sont la huitième plaie d'Égypte... (Text discusses the historical and biblical significance of locust plagues.)

Turquie au sultanat d'Oman) puis l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde. Au total, la zone potentiellement menacée par le criquet pèlerin couvre plus de 28 millions de kilomètres carrés... (Text describes the geographical spread and potential impact of the locusts across the Middle East and South Asia.)

Cette méthode est en état de stade expérimental. Bientôt on devrait passer à l'achille opérationnelle : un centre installé à Téhéran va couvrir toute une zone comprenant l'Iran, l'Iraq, le Pakistan, l'Afghanistan et une partie de la péninsule Arabique... (Text mentions a satellite-based monitoring system being developed to track the locusts.)

200 MILLIONS D'INSECTES AU KILOMÈTRE CARRÉ

Le criquet-pèlerin, Schistocerca gregaria, est un insecte de l'ordre des Orthoptères, classe des Osaïdières, famille des Acridioides, doté d'antennes courtes et d'un ovipositor interne. C'est donc à tort qu'on l'appelle couramment « sauterelle »... (Text provides a detailed scientific description of the locust's biology and behavior.)

À l'échelle d'une certaine densité (encore assez imprécise), la grégarisation s'amorce. Les criquets solitaires ne passant pas d'un coup à la phase grégaire, mais par l'intermédiaire des stades d'une phase « transiente » pendant laquelle les insectes, même aux stades larvaires, sont de plus en plus mobiles... (Text explains the process of locusts transitioning from solitary to gregarious behavior.)

Les criquets solitaires ne se déplacent pratiquement que la nuit et ne se regroupent pas. Leurs déplacements sont donc très limités, car les criquets pèlerins, quelle que soit leur phase, ne peuvent voler que lorsque la température dépasse 33 °C (environ). (Text discusses the movement patterns and environmental requirements of locusts.)

DEUX ORGANISATIONS ET TROIS COMMISSIONS

Il existe actuellement deux organisations régionales qui ont des buts similaires : l'Organisation de l'Asie du Sud-Est (O.A.S.E.) et l'Organisation de l'Asie du Sud-Ouest (O.A.S.O.). (Text describes the regional organizations and commissions working on locust control.)

Les essais de criquets grégaires se déplacent au gré des vents. Quant le chaleur baisse, le soir, ils s'abattent sur le sol. Leur densité peut atteindre facilement 200 insectes par mètre carré, soit 200 millions d'insectes par kilomètre carré... (Text describes field experiments with locusts and their behavior.)

Les criquets solitaires ne se déplacent pratiquement que la nuit et ne se regroupent pas. Leurs déplacements sont donc très limités... (Text continues discussing the movement and behavior of locusts.)

Des avant la guerre, les puissances coloniales (France, Grande-Bretagne et Belgique, notamment) s'étaient concertées et avaient essayé de lutter contre les criquets pèlerins. Diverses méthodes avaient été alors utilisées : barrages contre les déplacements d'insectes aptères... (Text discusses historical efforts to control locusts.)

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Dans le numéro de février : Un sondage exclusif de la 'SOFRES'

LE VOTE DES ENSEIGNANTS

POUR QUI LES ENSEIGNANTS VONT-ILS VOTER EN MARS ? COMMENT SE SONT-ILS SENSÉS SUR L'ÉCHICHER POLITIQUE ? QUELLE EST LA CLIENTÈLE RÉELLE DES PARTIS ET DES SYNDICATS ? (Text discusses a survey on teachers' political attitudes and voting preferences.)

BMW GAP

Concessionnaire
25, RUE CARDINET, 75017 PARIS
267.31.00
LOCATION LONGUE DURÉE
À PRIX COMPÉTITIFS
Essai des nouvelles berlines 726 - 733 - Choix exceptionnel

Fédération nationale des enseignants... est en face... responsabilité... (Vertical text on the left margin, partially cut off.)

VACANCES LINGUISTIQUES... (Vertical text on the left margin, partially cut off.)

Une Caravelle pour observer l'éclipse d'un satellite de Saturne

Le 8 janvier 1978, trois équipes françaises ont observé avec succès l'éclipse de Japet, satellite de la planète Saturne, par les anneaux de Saturne. Un groupe était à bord d'une Caravelle volant au large des côtes du Groënland, un autre utilisait le nouveau télescope européen de 3,60 mètres, situé dans le sud du Chili, et un

troisième se trouvait à l'observatoire de Haute-Provence.

Ce phénomène astronomique rare vient de se produire deux fois : au cours de la nuit du 19 au 20 octobre 1977, et le 8 janvier 1978. Auparavant, il avait été observé une seule fois par E. Barnard en novembre 1889.

par ANDRÉ BRAHIC (*)

L'ANNEAU de Saturne, le plus bel objet qu'on puisse voir dans le ciel, est encore très mal connu. Galilée l'observa en 1610, mais c'est Huygens, en 1656, qui le premier comprit qu'il s'agissait d'un anneau autour de la planète. Il s'étend entre 73 000 et 137 000 kilomètres du centre de la planète (le rayon de Saturne est de 60 000 kilomètres). Son épaisseur est inférieure à 2 kilomètres et même probablement inférieure à 100 mètres. L'anneau est formé d'un grand nombre de petites particules de quelques centimètres à quelques mètres de diamètre. On ignore encore si l'anneau a le même âge que la planète (4,5 milliards d'années), ou s'il est plus jeune, brisé par les forces de marées ou violente de Saturne. L'analyse spectroscopique de l'anneau permet d'affirmer que les particules sont couvertes de glace contenant quelques impuretés. L'anneau contient quelques divisions sombres (c'est pourquoi on parle aussi bien des anneaux de Saturne), en particulier celle découverte en 1875 par Cassini, alors directeur de l'Observatoire de Paris. L'origine de ces divisions est encore mal comprise.

plan de l'écliptique (plan orbital des planètes) tandis que l'orbite de Japet est inclinée de 15 degrés par rapport au plan des anneaux. Une telle éclipse est rare parce que les anneaux et Japet sont parfaitement alignés sans failles. Les autres satellites de Saturne sont soit trop petits pour que leurs variations de luminosité puissent être mesurées avec précision, soit en mouvement dans le plan des anneaux et ne peuvent donc pas être éclipsés sauf dans le cas très particulier où les anneaux sont vus par la tranche. Et dans ce dernier cas, on ne peut tirer aucune information sur le répartition de la matière dans les anneaux.

En octobre 1977, le phénomène e duré dix-huit heures. Il était évidemment impossible de l'observer entièrement d'un seul point de la Terre. Cinq observatoires de ce côté ouest des Etats-Unis ont pu observer l'éclipse par la partie extérieure des anneaux : l'éclipse par la division de Cassini a été partiellement observée à bord de l'avion C-141 de la NASA volant au-dessus du Pacifique et à l'observatoire de l'université d'Hawaï. Une observation de la disparition de l'étoile dans l'ombre de la planète a été faite au Japon.

Trois méthodes d'observation

Au mois de janvier, le mauvais temps décevant sur la majeure partie du territoire des Etats-Unis, seules quelques observations ont pu avoir lieu sur la côte ouest, tandis que les trois tentatives françaises ont eu lieu normalement.

1) Une méthode photographique (prise d'une succession de clichés) ; cette méthode est facile d'emploi, mais peu précise.

2) Une méthode photométrique. Un photomètre est un appareil qui mesure la quantité de lumière reçue en fonction du temps. On fait passer le lumière provenant de Japet par un petit trou et on essaie d'éliminer le lumière diffusée provenant de Saturne. Cette méthode est délicate,

3) Une méthode par comptage de photons à bord de l'avion Caravelle. C'est la méthode la plus précise.

mals plus précises. Elle a été utilisée à l'observatoire européen du Chili et à l'observatoire de Haute-Provence.

On peut se demander quel est l'intérêt de l'utilisation d'un avion pour de telles observations. Dans le cas de l'observation de l'éclipse de Japet, la vitesse de l'avion permet d'effectuer des observations en des points de la Terre où il n'y a pas d'observatoire, tout en éliminant les chances de mauvais temps grâce à un vol au-dessus des nuages (une telle méthode a fait ses preuves lors de la découverte des anneaux d'Uranus : la meilleure observation a été faite à bord de l'avion C-141 de la NASA volant au-dessus de l'océan Indien alors qu'une équipe française munie d'un des meilleurs équipements était euse les nuages en Afrique du Sud).

Les premiers allumages « transistorisés » introduits en France il y a deux ans par Chrysler n'étaient qu'une étape. Le rupteur était remplacé par un petit alternateur logé à sa place et chargé de donner des « tops » à un boîtier de transistors qui traitait et amplifiait la tension de « commande » avant sa transformation dans la bobine. Le système coûtait deux fois plus cher, mais il était plus fiable (plus de contacts à changer) et autorisait des intensités de l'ordre de 20 ampères, favorisant des allumages corrects dans les pires conditions (démarrage à froid, bougies encrassées, etc.) sans qu'une constance du point d'allumage (moins de « ratés » donc moins d'hydrocarbures imbrûlés).

Avec l'allumage entièrement électronique vont disparaître les derniers dispositifs mécaniques, tribulaires de leur inertie. Ce qui subsistait du rupteur, le déclencheur électromagnétique relié par un axe au moteur, les masselottes et les diaphragmes, font place à des capteurs répartis dans le moteur qui transmettent en permis-

Bientôt une voiture française à allumage électronique total

La course à l'électronique automobile se disputait déjà quand la France décrochait, au prix le départ. La création récente d'un département spécialisé au sein de la C.S.F. — du groupe Thomson — peut bouleverser la compétition ; dans

quelques mois sera commercialisée une voiture française, de petite cylindrée, équipée d'un allumage entièrement électronique de conception française.

L'ALLUMAGE électronique n'est pas un gadget. On ne peut, aujourd'hui, prétendre sérieusement à une réduction de la consommation et de la pollution en conservant un dispositif mécanique d'allumage... à moins de renverser sa cause la structure des moteurs traditionnels en développant, par exemple, des chambres à explosion à volume variable.

Jusqu'à présent, la majorité des automobiles particulières se contentaient de l'allumage par bobine et rupteur mis ou point dans les années 30 (1) : un courant basse tension délivré par une batterie étant transformé, dans une bobine d'allumage en haute tension, nécessaire à la production d'une étincelle aux bougies. Mais il fallait pour cela « hacher » le courant continu grâce à un interrupteur (puisque ce n'est pas le passage d'un courant dans le primaire, mais sa rupture et son rétablissement qui produisent un courant dans le secondaire) au bon moment de l'allumage : distribuer l'énergie à chacune des bougies. L'ennui, c'est que l'interrupteur (le rupteur) devait travailler cent à deux cents fois par seconde et que ses contacts (les vis platines) se fatiguaient rapidement et ne supportaient pas des intensités supérieures à cinq ampères. D'autre part, on se satisfaisait, au bon moment de l'allumage, d'une étincelle unique, et l'énergie était distribuée à chaque des bougies.

Les premiers allumages « transistorisés » introduits en France il y a deux ans par Chrysler n'étaient qu'une étape. Le rupteur était remplacé par un petit alternateur logé à sa place et chargé de donner des « tops » à un boîtier de transistors qui traitait et amplifiait la tension de « commande » avant sa transformation dans la bobine. Le système coûtait deux fois plus cher, mais il était plus fiable (plus de contacts à changer) et autorisait des intensités de l'ordre de 20 ampères, favorisant des allumages corrects dans les pires conditions (démarrage à froid, bougies encrassées, etc.) sans qu'une constance du point d'allumage (moins de « ratés » donc moins d'hydrocarbures imbrûlés).

Avec l'allumage entièrement électronique vont disparaître les derniers dispositifs mécaniques, tribulaires de leur inertie. Ce qui subsistait du rupteur, le déclencheur électromagnétique relié par un axe au moteur, les masselottes et les diaphragmes, font place à des capteurs répartis dans le moteur qui transmettent en permis-

La mini-informatique dans l'automobile

Il semble que ces problèmes aient été résolus puisque Chrysler et General Motors, aux Etats-Unis, ont déjà commercialisé des véhicules équipés de ces systèmes. En Europe, on pouvait penser, il y a peu, que la firme allemande Robert Bosch était seule capable de produire un allumage électronique de troisième génération.

Pour elle, le système, quatre fois plus cher qu'un allumage classique, mais autorisant des courbes d'avance extrêmement complexes (favorisant la sécurité des accélérations plus rapides) comme l'économie d'énergie, devait équiper les véhicules de haut de gamme dans les cinq prochaines années. L'apparition d'un petit modèle, de technique entièrement française, verra à point, dans quelques mois, pour prouver que l'automobile de grande série se tourne délibérément vers l'électronique pour assurer son progrès.

MICHEL BERNARD.

EN TOUTE LOGIQUE

PROBLEME No 114

Le pliage du papier offre de nombreuses ressources de constructions géométriques, bien qu'il ne puisse agir qu'en déterminant la bissectrice d'un angle ou le milieu d'un segment et la perpendiculaire à un segment.

La figure montre une manière de faire apparaître un octogone sur une feuille de papier carré. Le pliage est plicé en quatre carrés. Chaque carré est plié en deux triangles rectangles isocèles. Les bissectrices des deux demi-angles droits donnent les côtés d'un octogone. En effet, les côtés sont évidemment égaux et on vérifie que tous les angles sont égaux à 135 degrés.

SOLUTION DU PROBLEME No 113

Le joueur suit les mêmes calculs. Pour que le troisième joueur ait le plus petit paquet, il faut que chacun des deux premiers aient 21 cartes dont 6 figures. Le troisième joueur n'a aucune figure dans son jeu.

(Références : Jacoby end Rapson, Mathematics for Pleasure, Fawcett).

D'autre part, deux techniciens, MM. Henri Boglin et Jean-Marie Jaccarini, nous proposent une autre solution au problème No 112 (« Quelle heure est-il ? ») : si l'on accepte que les deux pendules n'aient pas nécessairement un décalage d'un nombre entier de secondes, on peut considérer qu'il est huit heures, pour un décalage compris entre deux et trois secondes.

PIERRE BERLOQUET

Le gouvernement sud-africain confirme sa décision de construire une usine d'enrichissement d'uranium

Johannesburg. — En 1982, l'Afrique du Sud devrait pouvoir produire elle-même l'uranium enrichi nécessaire à ses propres besoins : le ministre des mines, M. Fanie Botha, a confirmé, lundi 13 février, devant le Parlement que son gouvernement avait

décidé de convertir en une unité de production industrielle l'usine pilote d'enrichissement d'uranium ouverte en 1976 à Valindaba, utilisant le procédé aérodynamique sud-africain, proche du procédé allemand Becker, découvert en 1970. L'usine devrait entrer en service peu de temps après l'achèvement en 1981 du premier réacteur de la centrale nucléaire construite à Koeberg, dans la région du Cap, par un consortium français.

« Bien qu'aucune indication n'ait été donnée sur le calendrier, le ministre a souligné qu'elle ouvrirait tous les besoins sud-africains en temps voulu. Autrement dit, elle permettra de ne pas dépendre de l'étranger à un moment où le gouvernement sud-africain se veut indépendant. La décision de Pretoria de construire sa propre usine d'enrichissement d'uranium va certainement rallumer le débat.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Elections à l'Académie

L'Académie des sciences a élu quatre nouveaux membres correspondants, au cours de sa séance du lundi 13 février. Il s'agit, dans la section de biologie animale et végétale, de M. Jean Lovollot, dans la section de biologie appliquée, de M.M. Alfred Jost, Ivan Assenmacher et Jean-Louis Bonnemain.

- M. Jean Lovollot** : Ancien élève de l'Ecole supérieure de médecine, il est professeur de physiologie comparée à la faculté des sciences de Paris-VI et a consacré l'essentiel de ses recherches à l'étude de la compréhension du rôle des hormones dans le développement de l'embryon et de leur rôle dans le contrôle de l'axe endocrinien.
- M. Alfred Jost** : Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, M. Alfred Jost, soixante et un ans, est professeur de physiologie comparée à la faculté des sciences de Paris-VI et a consacré l'essentiel de ses recherches à l'étude de la compréhension du rôle des hormones dans le développement de l'embryon et de leur rôle dans le contrôle de l'axe endocrinien.
- M. Ivan Assenmacher** : Professeur à la faculté des sciences de Montpellier depuis 1962 et directeur du laboratoire de physiologie animale de cette faculté, M. Ivan Assenmacher est âgé de cinquante ans. Il est spécialiste d'écophysio- logie endocrinienne et de neuro- endocrinologie comparée des oiseaux et des mammifères. Il s'est, en particulier, intéressé à la chronophysiologie (horloges biologiques et leur dépendance vis-à-vis de l'environnement).
- M. Jean-Louis Bonnemain** : Professeur titulaire à l'université de Poitiers, M. Jean-Louis Bonnemain est âgé de quarante et un ans.
- M. Marcel Barrère** : M. Marcel Barrère, cinquante-sept ans, est un spécialiste de l'énergie liée aux problèmes de mécanique et de thermodynamique. Il est actuellement directeur scientifique de l'Institut de l'Optique (Centre national d'études et de recherches aérospatiales) et ses travaux portent surtout sur la propagation des ondes dans les turbocorateurs, les réacteurs, les fibres. Il est aussi, depuis 1973, maître de conférences au département de mécanique de l'Ecole polytechnique.
- M. Michel Combarrous** : M. Michel Combarrous, trente-sept ans, ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole des pétroles et de l'Institut français du pétrole, est professeur sans chaire à l'université de Bordeaux-I. Ses premiers travaux, consacrés à des recherches sur la renouveau du pétrole dans les gisements, l'ont conduit à s'intéresser ensuite vers l'étude des milieux poreux et des phénomènes de transport.
- M. Georges Duvaut** : M. Georges Duvaut, quarante-trois ans, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, docteur ès sciences, est maître de conférences en mécanique à l'Ecole polytechnique depuis 1969 et professeur à l'université de Bordeaux-I depuis 1973. Après l'étude des ondes dans les matériaux élastiques non linéaires, M. Duvaut, en collaboration avec le professeur Lions, s'est intéressé aux problèmes mécaniques des milieux continus.

Comment soigner le cinéma français ?

L'avis des professionnels. (le 15/2).
Les propositions des partis politiques. (le 23/2).
L'opinion de Télérama. (le 1/3).
Trois numéros de Télérama, chez votre marchand de journaux, chaque mercredi.

QUALITE MEDICALE

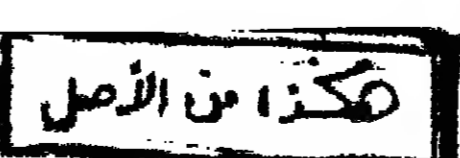
Vives réactions

Des malades-flics

d'impunité pour les

L'homme en

bonne surprise du profes



ACTUALITÉ MÉDICALE

Vives réactions du corps médical après l'enquête de « Que choisir ? »

L'événement que constitue la publication d'un test de onze médecins, pour une angine anale, par une enquête d'une association de consommateurs (1), a suscité de nombreuses réactions. Le sentiment qui domine chez les médecins est celui de l'indignation devant ce qui est perçu comme une véritable agression contre le corps médical, s'ajoutant à la crainte de voir s'altérer plus encore les rapports de confiance nécessaires entre praticiens et patients.

Les réactions émanant d'organismes représentatifs, dont nous publions ci-dessous les plus intéressants, tendent à souligner les faiblesses méthodologiques de l'enquête, ses erreurs et ses exagérations, insistant en particulier sur l'« incohérence » que constitue la publication d'un jugement nominal particulièrement sévère par un jury anonyme. Aucune action judiciaire n'a cependant été engagée contre la revue « Que choisir ? », et on ne peut que constater de l'étonnement du contraste entre le caractère très défensif des réactions officielles et l'absence de propositions concrètes destinées à s'opposer au renouvellement de telles enquêtes, soit au contraire à en devancer l'impact par des initiatives d'autocontrôles de la profession médicale.

On note aussi que le moment choisi pour la publication de cet article lui donne une intonation polémique qui reste cependant trop floue pour être efficace et éveiller autre chose que de la suspicion.

Ceux qui travaillent depuis longtemps dans ce domaine et qui connaissent bien les problèmes liés à l'industrie du médicament et des additifs alimentaires, comme le Laboratoire coopératif en encore la Fédération nationale des coopératives de consommation, ne cachent pas leur amertume de voir les difficultés se multiplier à l'encontre de leur action, pourtant scientifiquement indiscutable, et admettent que les méthodes de leur confrère de l'Union fédérale des consommateurs font sans doute bien plus pour leur cause que leur travail de laboratoire précis et austère. Ils envisagent tous de continuer leur action dans le même esprit, en diversifiant leurs objectifs vers les spécialistes, les hôpitaux, les examens de laboratoire. Ils espèrent obtenir, par ailleurs, un véritable statut de délégation sociale, comme les syndicats, de manière à participer activement à la gestion des organismes de santé. Pour tous ceux que nous avons rencontrés, l'affaire de « Que choisir ? » n'est qu'une première. Ils savent qu'ils ont choqué les médecins, mais rappellent qu'ils ont provoqué la même réaction chaque fois qu'ils ont abordé un nouveau domaine et refusent l'accusation qui leur est faite de « casser » la relation de confiance médecin-malade.

Face à cette détermination, il faut cependant noter la position originale, conciliante et courageuse du président de la Confédération des syndicats médicaux français, le docteur J. Monier, qui écrit dans un éditorial de la revue « Le Médecin de France » : « Nous voudrions redonner à chaque médecin ferveur et dynamisme. Pas de complexe et pas trop d'inquiétude : notre dossier est bon. Sachons simplement le présenter. La revue « Que choisir ? » nous attaque ? Les consommateurs veulent dialoguer avec nous ? Répondons présent. Nous avons une force trop souvent méconnue : l'information ! »

Docteur J.-F. L.

Des malades-flics ?

Que choisir ? vient allègrement de clouer au pilori onze de nos confrères, grâce à une méthode tétralogique.

Cette « expérimentation » menée sans garantie réelle d'objectivité à pour but avoué de démontrer la nécessité de changer le système actuel de santé et d'en faire le pouvoir médical, symbolisé par les corps constitués.

Pour ce faire, on livre à la vindicte publique le comportement d'une poignée de médecins pris en otage, avec des accusations aussi graves que celles de négligence, d'incertitude, d'incapacité, d'incohérence, d'esprit de lucre, de vénalité. Après quoi, on ose nous proposer, en guise de solution, « Nous ne prétendons pas être en censure à l'égard de l'un ou l'autre des médecins cités. »

Ainsi ? Pourquoi donner les noms et les adresses de ces médecins-cobayes, si leur cas n'est pas individuellement définitivement réglé ? N'est-ce pas semer nécessairement la doute, la défiance ou le discrédit dans l'esprit de « leurs » malades ? Les auteurs de cette campagne ne cachent pas leur intention de poursuivre dans cette voie celle de la délation. Des comités de consommateurs, chargés du contrôle non seulement de la qualité des actes, vétérinaires ou autres, mais aussi de l'utilisation des deniers publics ? A des maladies-flics devront sans doute correspondre des traitements stéréotypés : les comités de travail à qui sont confiés les diagnostics seront-ils élus ou cooptés sur des critères préétablis, et par qui ?

On peut s'étonner que, après avoir dénoncé, non sans quelque raison, la création d'un corps spécialisé de « médecins-flics », on puisse préconiser l'utilisation de malades-flics, autant dire de « malades-flics ». Quel travailleur, accusé de faire pécher son entreprise par ses absences répétées, accepterait d'être « testé » par ses camarades d'atelier au sein d'un comité d'entreprise vigilant ? Un syndicat de consommateurs serait-il plus qualifié et mieux accepté ? Nous en doutons.

Contrôle des connaissances, amélioration de l'enseignement de la thérapeutique, développement de l'information médicale dans le cadre de l'É.P.M., prise de conscience des responsabilités personnelles de chacun d'entre nous : certainement oui. Sanction des fautes et des abus : oui, mais le souhaiter ? Mais un confrère peut être irresponsable ou être incompetent : certainement non. La médecine n'est pas une science « exacte ». L'analyse médicale n'est pas un art à l'instar de la chirurgie. Dans notre art, tout est affaire de nuance : combien de cas difficiles où le médecin est seul devant sa conscience et n'est pas une raison suffisante pour tout excuser... on tout condamner.

Les procès en responsabilité sont là, nombreux, pour montrer, s'il en était besoin, la complexité de l'affaire et les difficultés d'en juger sereinement.

Les révélateurs de « Que choisir ? » ne constituent pas une surprise pour l'ensemble du corps médical. Les pionniers d'un enseignement spécifique du généraliste, à Bobigny ou à Tours, s'efforcent de compenser l'enseignement inadéquat de la faculté en précisant aux étudiants des modalités pratiques refléchies. Les responsables de la formation médicale continue intègrent dans leurs objectifs pédagogiques de recyclage une approche de la thérapeutique qui tienne compte des réalités de la pharmacologie clinique, d'essais sérieusement contrôlés, de la pathologie. Les médecins membres des comités médicaux-sociaux paritaires départementales, par l'étude des tableaux statistiques d'activités professionnelles — profil, — connaissent les dispositifs de prescription et sont à même d'en informer leurs confrères, les amenant à réfléchir à leur mode d'exercice.

Mais on ne peut que déplorer que, une fois de plus, les généralistes soient les victimes d'une telle opération publicitaire. Quand fera-t-on une étude comparative des coûts et résultats des différents services hospitaliers, des journées d'hospitalisation abusive, des examens de laboratoire systématiques et superflus ? Il est vrai que les hospitaliers sont inamovibles et inattaquables dans leurs prérogatives.

tire du vrai dialogue ne peut se faire que dans la sérénité.

Dr JACQUES POULITTY,
président
de la Société médicale
d'assurance et de défense
professionnelles
Le sou médical.

La Fédération des médecins de France élève pour sa part une « vigoureuse protestation » : Des voix médicales autorisées se sont exprimées sur la prétention de ce test à enfermer dans une solution type un état pathologique sans considération du danger éventuellement encouru par le malade, préoccupation permanente du médecin.

Les tenants de la médecine

ES ET DES TECHN
e dans l'automobile
iture française
ctronique total

EN TOUTE LOGIQ
PLIAGES

« L'homme en question »

La bonne surprise du professeur Schwartzberg

Les visages en plan rapproché de « L'homme en question » permettent d'être intéressés au cours de ce curieux jeu de la vérité télévisée. Le questionnaire était le professeur Léon Schwartzberg, cancérologue, auteur avec Pierre Viannou-Ponté d'un livre, *Changer la mort, sur la cancer et l'attitude des médecins face à la maladie, aux malades et à la mort des autres* — et dans lequel il évoque l'euthanasie. Visage souriant, avec des yeux clairs et tendres, parfois servis par un grand sourire à fossettes ; mais un regard inquiet avant tout. Les premières questions sont si banales, morales et approbatives. On attend celle de Louis René, président du conseil de l'ordre de Paris, dont on pourrait attendre une répétition polémique à propos de l'euthanasie. La question est celle d'une définition du mot : « Je suis simplement contre le maintien à tout prix d'une vie qui n'est plus une existence », répond le cancérologue. « Bravo ! C'est ce qui est merveilleux ! » s'exclame le professeur René, emporté dans un véritable élan d'émotion vers son interlocuteur surpris. Vous avez fait évoluer l'improbable amphitrope qui consiste à nier que nous pratiquons tous l'euthanasie. »

Pas d'impunité pour les médecins

Puisqu'il s'agit de la sécurité des patients, puisqu'il s'agit de la qualité des soins, la première question que puisse leur être posée est la responsabilité professionnelle que quiconque, pour un acte donné, peut mettre en cause pendant trente ans et à laquelle aucun d'entre eux ne saurait se dérober. Vous vous interrogez sur « la fin de l'impunité » des médecins ? Comment peut-on poser une pareille question quand on sait qu'il ne passe pas de jour en France sans que la responsabilité médicale ait été mise concrètement en question, qu'il ne passe pas de semaine sans que des condamnations parfois très lourdes soient prononcées contre des praticiens auteurs de fautes professionnelles ? C'est un phénomène qui s'accroît pour diverses raisons. La population confond encore le droit à la santé, qui ne saurait être garanti, avec le

légitime droit aux soins dont elle dispose, et elle devient de plus en plus exigeante sur les résultats médicaux « éducaux ». Le souci de bénéficier de substantialistes indemnités si une faute est démontrée guide bien des revendications. Enfin les techniques modernes de soins comportent parfois d'autant plus de risques qu'elles sont plus efficaces avec la survenue imprévue d'accidents, même en dehors de toute faute. Ces nouveaux accidents thérapeutiques doivent être étudiés par un groupe de travail ad hoc mis en place par le garde des sceaux à la demande du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

L'enquête en question peut sans doute contribuer à relancer un dialogue entre le corps médical et le public sans pour autant que la responsabilité du corps médical soit mise en cause. L'ouver-

Pour la première fois, les chefs-d'œuvre de Jules Verne en édition de bibliophiles, reliée plein cuir, décor argent et or véritable.

« Le plus grand des visionnaires » entre en bibliophilie. Il a fallu cent ans pour que Jules Verne soit habillé de cuir, d'or et d'argent comme il le mérite. Il a fallu cent ans pour que le prodigieux auteur de *Le Mystère de la Mer* échappe à la traditionnelle livrée des prix d'honneur et d'excellence pour enfants sages. Et pourtant, nous nous apercevons seulement aujourd'hui, après avoir conquis les profondeurs de la mer et de l'infini de l'espace, que Jules Verne, comme avant lui Léonard de Vinci, n'était pas dans l'utopie et dans le rêve, mais dans la réalité scientifique, à tel point qu'on pourrait presque se demander, aujourd'hui, si notre époque n'est pas sortie tout armée de l'imagination de l'écrivain.

Il a suscité tant de vocations dans le monde que tous les scientifiques, tous les découvreurs lui doivent quelque chose. « Depuis vingt ans, les peuples qui marchent ne font plus que du Jules Verne », déclare un jour le maréchal Lyauté. Le grand explorateur polaire, Jean-Baptiste Charcot dira : « J'ai toujours eu un culte pour son œuvre. » Enfin débauchés du clinquant naïf de leur lecture habituelle, imprimés avec soin sur un beau papier chiffon, les textes de Jules Verne prennent une densité, une vigueur et une poésie qui échappent aux lecteurs intéressés par les seules péripéties de l'action.

J'aimerais vous faire redécouvrir Jules Verne avec un œil nouveau.

Le fait d'éditer Jules Verne comme il le mérite et, pour la première fois au monde, avec les soins et l'appareil éditorial réservés au livre d'art, produit une espèce de miracle. Ses chefs-d'œuvre prennent une autre dimension dans ce nouvel habit précieux, un peu comme un grand vin paraît meilleur, dans un fio de verre de cristal.

Leur habit de pleine peau, douce au toucher, qui anime discrètement l'éclat de l'argent et de l'or véritable, les matériaux précieux et le savoir-faire du compagnon, par une subtile alchimie, font découvrir des beautés qu'on n'aurait pas perçues sans eux.

Rassurez-vous, le fait de lire Jules Verne dans une édition d'art ne dissipera pas vos impressions d'enfance, bien au contraire. Je l'ai déjà dit tout à l'heure, l'auteur des « Voyages Extraordinaires » sort transfiguré et enrichi d'être enfin édité comme il le mérite.

Pour la première fois mes reliures pleine peau de mouton bleu nuit, d'une seule pièce, seront décorées de fers rebassés par de l'argent et de l'or véritable.

L'or évoque le soleil ardent des tropiques, l'argent les glaces et les constellations des pôles arctiques. C'est le monde de Jules Verne. Cette édition « or et argent » est d'une beauté surprenante. Le papier est toujours mon verger chiffon marqué par mon filigrane « au canon ». Chaque page est ornée d'un bandeau et mille autres détails montrent que rien n'a été laissé au hasard. Les illustrations, que Hetzel, éditeur et ami de Jules Verne, a fait dessiner et graver, sont fidèlement restituées et apparaissent dans tout leur éclat, car nous les reproduisons par photogravure directe sur l'estampe originale.

Afin que vous puissiez vous rendre compte, par vous-même, je vous prête avec plaisir le tome premier de cette prestigieuse collection. Ce tome de plus de 500 pages est un des chefs-d'œuvre de Jules Verne : « Le Mystère de la Mer » (première partie). Si vous le désirez, je vous le prête pendant 10 jours afin que vous puissiez l'examiner en toute tranquillité.

S'il ne vous convient pas, n'hésitez pas à me le renvoyer, dans son emballage d'origine. Par contre, s'il vous plaît, gardez-le : vous n'aurez à me régler que 74,55 francs (+ 5,80 francs de frais de port). Les 19 autres tomes vous seront alors automatiquement adressés, au même prix, à la cadence d'un par mois, mais rien ne vous engage à acheter la collection entière.

Pour vous démontrer la confiance que j'ai en mes livres, je me déclare prêt à vous racheter cette collection, complète, au même prix et à n'importe quel moment, si, un jour, vous souhaitez vous en séparer. Votre bien dévoué,

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de cette prestigieuse édition de bibliophiles : « Les chefs-d'œuvre » de Jules Verne. Texte et illustrations de Hetzel. Si ce premier volume déçoit mon attente, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les 10 jours, sans rien vous devoir.

Si cet examen me convainc, je garderai ce volume et recevrai les 19 autres tomes de la collection au rythme d'un par mois, aux mêmes conditions spéciales, soit : 74,55 F (+ 5,80 F de participation aux frais de port). Bien entendu, je pourrai à tout moment interrompre l'achat de cette collection.

Nom Prénom
N° Rue
Ville Code Postal Signature
Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

actions à l'Académie

SOCIÉTÉ

Un meurtre à Fontenay-sous-Bois

TAPAGE NOCTURNE...

M. Antonio Anés a tué Pascal Hennot, comme cela, d'un coup de carabine dans le dos. Depuis six ans, M. Anés — d'origine portugaise — est concubine de la République à Fontenay-sous-Bois; il a trente-trois ans. M. Hennot, lui, a dix-neuf ans, sans profession. Celle-ci est passée dimanche 12 février, vers 23 heures (nos derniers éditions).

Ous t'asait Pascal Hennot, ce dimanche soir ? Il jouait avec le couvercle d'une poubelle; il t'asait du bruit, ce que l'on appelle, dans les rapports de police, du « tapage nocturne ». Pas beaucoup, sans doute. Les voisins sont unanimes sur ce point: ils n'ont pas été réveillés cette nuit-là; ils n'ont pas été dérangés. Une volée de « 182 », le cinquantaine. « Je vous assure, il ne s'est rien passé. » Pourtant, dimanche 12 février, il y a eu et il y a eu un meurtre, même si le quartier semble avoir été oublié, au jamais au.

Ce soir-là, Pascal Hennot et un ami de deux ans plus âgé, se rendait au bowling de la

Maître. Ils montent la longue avenue de la République. Presque au but, ils trébuchent un peu les pieds. Passant devant le « 182 », les deux amis ralentissent. Pour s'amuser, ils donnent quelques coups dans les poubelles déjà sorties. Pascal s'empare d'un couvercle et le conserve comme bouclier... A ce point de l'histoire, tout devrait, tout peut encore s'arrêter là.

Mais M. Antonio Anés, le gardien de l'immeuble, a une arme chez lui. Une carabine 22 long rifle. Ayant entendu du bruit dehors, il s'en empare et sort. Les deux jeunes ont déjà pris du champ, mais qu'importe. Il les rattrape une centaine de mètres plus loin, à l'angle de l'avenue de la République et de la rue des Rosettes. Il les somme, arme au main, de faire demi-tour et d'aller déposer le couvercle de poubelle « taché » là où ils l'ont pris.

Alain Dutour passe devant. Pascal Hennot lui embête le pas, carabine 22 long rifle dans la dos.

Une histoire moche

Il est déjà tard : 23 heures passées. Il fait nuit si froid. Pourtant, un groupe de jeunes qui viennent de sortir du bowling et eident un rivièrains à pousser sa voiture dans son garage, assistent à des scènes. Un homme armé qui se menace deux autres. Le rivièrains se précipite chez lui sur son téléphone.

Trop tard. Quelques mètres encore. Faut-il aller chercher la voiture dans le garage. Racquill dans le garage, 6 rue des Rosettes. Il y moure deux heures plus tard, en dépit des soins apportés.

Qui est M. Anés ? « Un homme sans histoire » que le quartier n'hésite pas à innocenter. La locataire d'un petit pavillon: « Si je suis au courant? Non, et je ne veux pas l'être. Je n'ai

rien à dire. » Une résidente du « 182 »: « Je ne suis au courant de rien. Je ne sais rien. » La caletière du quartier: « Il ne fréquentait pas le mison. » Toujours un côté, un peu plus loin: « Ah bon ! Il y a eu un accident? Vous savez, toi, le dimanche, on est formé. »

Silence. M. Antonio Anés, père de deux enfants, âgés de deux et six ans, mérite bien cela. Commentaire ultime d'une voisine, ne désavouant pas être « au courant »: « Quelle catastrophe ! C'est pas volontaire. C'est un accident. Ah ! la pauvre (la femme du concubine). C'est une histoire moche. » Oui, moche, Pascal Hennot, dix-neuf ans, est mort d'une balle dans le dos. Mort pour rien.

LAURENT GRELSAMER.

SPORT

EQUITATION

« Il faut aider les jeunes les plus doués »

déclare le président de la Fédération

Le président Christian Legrez a donné, tout récemment, au siège de la Fédération équestre française, l'avenue Saint-Honoré, une conférence de presse sur le thème: « Où en est l'équitation au sein de 1978? Quelles sont ses perspectives d'avenir? »

Il y a un peu moins d'un an, le 16 mars 1977, lors de son élection, le nouveau responsable du sport équestre en France, promettant un regard sans complaisance sur la situation générale, l'avait qualifiée ni plus ni moins de « dramatique ». Éphémère qui, on s'en doute, ne fait pas dans le ravissement de saint Paul ses prédécesseurs, en charge des mêmes destinées.

Le ton aujourd'hui a sensiblement changé, non pas que M. Legrez se soit fait plus attendu. Ce n'est ni dans son tempérament ni dans ses habitudes — mais il agissait cette fois impérativement que, sous sa houlette, Pégase et ses fidèles se portaient bien. Que de chemin parcouru en peu de mois alors que, dans la version précédente, l'équitation nous était

dépeinte « comme un lieu cloîtré où les hommes sont en religion ». Cela dit, on saura gré au conférencier d'avoir admis et souligné que la pratique assidue du sport équestre suppose, aujourd'hui encore, « de gros moyens », et il n'y a pas de solution miracle, à-t-il dit, mais tous nos efforts sont tendus à aider les jeunes les plus méritants, les plus doués et les moins fortunés à percer, à accéder à la compétition. Les chevaux d'état au talent éprouvé existent. Ils seront mis à leur disposition. »

A noter que l'équitation scolaire, d'après un rapport cité par M. Legrez, semble prendre un nouveau départ, les municipalités dans le vent du progrès collaborant de plus en plus étroitement avec les instances officielles en ce domaine.

Enfin, une nouvelle qui ne manquera pas de susciter des remous d'idées, de sentiments et de débats. De deux degrés d'enseignement exigibles en concours hippique vont passer à six ! Mais un mot « degré », qui ne ferait pas sérieux, paraît-il, sera substitué le mot « examen », si plaisant et si peu familier aux oreilles des potaches amateurs de tape-cul et de diplômes.

Considéré d'un œil lucide, les degrés se jugeraient naguère comme suit : connaissances en hippologie, 70 %; aptitude à l'équitation pure, 20 %; cote d'amour, 10 %. Messieurs les examinateurs, quel régal en perspective !

ROLAND MERLIN.

CYCLISME

UNE ÉTAPE INÉDITE

DANS LE TOUR DE FRANCE

Autrefois, le dernier étape du Tour de France traversait par tradition la vallée de Chevroux pour se terminer sur l'ancienne piste du Parc des Princes. Depuis 1975, elle avait pour cadre les Champs-Élysées, où elle donnait lieu à une épreuve contre la montre suivie d'une course en ligne. Cette année, elle empruntera une route nouvelle et se déroulera sur 161,800 kilomètres, ont été Saint-Germain-en-Laye et l'Étoile.

Présentée, le 14 février à la presse, en présence de Mme Jacques Chirac, maire de Paris, et Michel Péricard, maire de Saint-Germain-en-Laye, la vingt-deuxième étape du Tour de France 1978 comportera dix cotes, dont celles des six sept tourants, de Châteaufort et du Pavé des Gardes. Les coureurs feront leur entrée dans la capitale par le quai André-Citroën et passeront, pour la première fois, au pied de la tour Eiffel. — J.A.

ANCIENS COMBATTANTS

● Le comité national du souvenir de Verdun organise comme chaque année, à la mémoire de tous les morts, diverses cérémonies :
● Le samedi 18 février, à 18 h. 30, à l'Arc de triomphe de l'Étoile, ravivage de la flamme ;
● Le dimanche 19 février, à 10 heures, en l'église Saint-Louis-des-Invalides, messe solennelle (en grégorien).

LA NOUVELLE DÉLÉGUÉE A LA CONDITION FÉMININE VEUT « AGIR SUR LES MENTALITÉS »

(De notre correspond. régional.)

Lyon. — Nouvelle déléguée nationale à la condition féminine, Mlle Jacqueline Nonon, qui succède à Mme Nicole Pasquier, devenue secrétaire d'État à l'emploi féminin, a rejoint son poste à Lyon, Mme Pasquier a transmis lundi 13 février, à son successeur les dossiers en cours. Parmi ceux-ci, d'abord un guide des femmes seules, réalisé par la délégation régionale de Paris et qui complète par des informations concernant chaque région, a été retiré à cinquante mille exemplaires et sera diffusé à partir du 1er mars.

Mlle Nonon compte suivre la politique définie par Mme François Giroud dans son projet et qui est complété par des informations concernant chaque région, a été retiré à cinquante mille exemplaires et sera diffusé à partir du 1er mars.

Mlle Nonon compte suivre la politique définie par Mme François Giroud dans son projet et qui est complété par des informations concernant chaque région, a été retiré à cinquante mille exemplaires et sera diffusé à partir du 1er mars.

Interrogée sur le « programme commun des femmes » que le mouvement Choisir veut de publier, elle a déclaré : « C'est une idée intéressante, positive, car les femmes ont toujours intérêt à se regrouper et à être au-dessus des partis. C'est une façon de montrer à ceux-ci qu'ils ne prennent pas assez en considération les femmes. »

B. E.

JUSTICE

UN LIVRE DE J.-M. THÉOLLEYRE SUR LA PEINE DE MORT

« Inconditionnellement contre »

(Suite de la première page.)

La peine de mort est-elle, ou non, dissuasive ? A-t-elle une valeur d'exemplarité ? Partisans et adversaires continuent d'en discuter, statistiques à l'appui. « On n'en finit pas de constater que reviennent sans relâche, obsédants, les mêmes arguments, les mêmes raisonnements — et cela de siècle en siècle. »

Jean-Marc Théolleyre en appelle aux grands prédécesseurs, Voltaire, Hugo et Carnus. Il évoque les grands lettrés de toujours et d'aujourd'hui, don M^{gr} Albert Naud, qui vient de disparaître. Il ajoute à sa science, qui est grande, ce qu'il a appris lors de sa longue expérience de chroniqueur judiciaire. Il rappelle les affaires de ces trente dernières années. Il montre, démontre, démonte. Il expose, il explique. Et, si nécessaires, si brillants que soient ses exposés, c'est au moment où l'indignation l'emporte qu'il est le plus efficace. « Si ne s'agissait que d'arguments, c'est l'adversaire de la peine de mort qui l'emporterait. C'est l'exécution plus ou de moins, et voilà votre éthique bouleversée ? ». Nous savons bien que non.

Les raisons, pour utiles qu'elles apparaissent, ne sont donc pas l'essentiel. Ni même le raison. La raison, dresse sublime et sanglante, ou veillée, elle aussi, elle surtout, sur la guillotine. Elle a surveillé ceux qu'elle se proposait de lui livrer.

Les raisons du cœur ? Ah ! certes oui ! A condition de nous méfier de ses débordements, sinon de ses élans. Se mettant un instant à la place des non-abolitionnistes, Jean-Marc Théolleyre leur donne la parole et s'écrit : « Mais renouvez un peu le sujet, finissez-en

avec vos émois, vos palpitations, vos écoeurements. ». Nous sommes occupants, nous autres, intellectuels. Le lecteur d'un quotidien du matin, cité par Jean-Marc Théolleyre, écrit : « Vous, les intellectuels, sans les piétons de la base, vous ne seriez rien. (...) Les gens de la base ont, eux aussi, de bonnes pensées. Et de bons sentiments, qui en doutait ? On nous reproche d'avoir bonne conscience à bon compte. Si seulement d'était vrai, un seul jour, une seule heure, quel repos ! »

Les piétons dans la boue. La tête dans les nuages. La peine de mort, il nous suffit et il suffit, au point où nous en sommes des maux et de la législation, d'être inconditionnellement contre. De crier notre honneur, notre mépris, notre refus. Le beau livre de Jean-Marc Théolleyre nous y aide.

Alors, au lieu dit, on nous dit : la délinquance est de plus en plus préoccupante, de plus en plus révoltants les crimes. Que faire des coupables ? Car la question est, pour ceux qui ont le courage de leur sécurité : « Comment s'en débarrasser ? ». C'est leur affaire. Nous ne nous en lavons certes pas les mains. Mais notre rôle est de dire, d'abord et avant tout : non, non et non. Casanova, écrit-il, il y a longtemps déjà : « C'est tellement plus simple de laisser couper une tête. »

L'auteur de ce livre s'étonne à deux reprises que « de vrais abolitionnistes ne sont réduits à tenir colloques pour discuter de ce qui pourroit bien remplacer la peine de mort » (p. 81). « Remplace-t-on ce qu'on tient pour foncièrement mauvais ? Voilà bien l'aveu d'un doute singulier et suspect. Et comment les partisans du maintien ont-ils pu laisser échapper l'oubaine et les arguments que leur affrontait singulier colloque tenu par des abolitionnistes, ou demeurant divisés » (p. 213). Jean-Marc Théolleyre trouve alors, naturellement, le plus puissant des arguments, il a ce qui lui offre les raisons du cœur à la plus stricte raison : « Avant d'abolir l'esclavage, s'est-on demandé par quel on allait le remplacer ? Avant d'abolir la torture, s'est-on demandé par quel on allait le remplacer ? »

L'actuel ministre de la Justice, lors d'une émission où il se trouvait en même temps que Jean-Marc Théolleyre, a répété à « Apostrophes », devant Bernard Pivot, ses invités et des millions de téléspectateurs, ces mêmes qui nous ont vu, eux aussi, dans son livre, la cîte de mémoire, mais on n'oublie pas ces choses-là : « Je suis contre la peine de mort, la commission que je présidais est contre la peine de mort, mais le moment n'est pas venu de demander au Parlement qu'il discute de son abolition, et qu'il la vote. Car il en était ainsi décidé, l'opinion publique étant ce qu'elle est, les parents des victimes risqueraient de se faire justice eux-mêmes ». Lui, garde des sceaux, ministre de la Justice, il le convenait et ne leur donnait pas tant à faire tout. Jean-Marc Théolleyre déjà écrit, s'écrit : « Dans la bouche d'un ministre qui est aussi un humaniste, le propos est surprenant. M. Alain Peyrefitte tient les Français dans une piètre estime. Il voit en la plupart d'entre eux un meurtrier, ou, pour le mieux, un bourreau en puissance. L'opinion et il le leur accorde par avance les circonstances atténuantes. »

En dépit de tels propos, de telles attitudes, et de la stagnation, nous ne pas dire de la régression dont il témoigne, Jean-Marc Théolleyre achève son livre sur des pages optimistes. Il a décelé des progrès. Notamment dans la rigueur des jurés qui « se montrent de plus en plus lucides », de mieux en mieux critiqués ». Et il en appelle à l'imagination. Non plus seulement à celui qui représente la hideur des mis à mort légales et rituelles, mais celle, créatrice, qui cherche, va trouver un jour, d'autres vole Héros, les bonnes volontés ne suffiront pas, et il arrive que l'on faisse au aussi mal en voulant faire mieux. Que sont les quatre actuels dits de « haute sécurité si ce n'est, en prévision peut-être d'une abolition de la peine de mort, une autre mise à mort, lent, effroyable, et qui n'en finit plus.

CLAUDE MAURIAU.

* Editions Temo, 214 p., 38 F.

ARRÊT DE TRAVAIL DE MAGISTRATS, LE 15 FÉVRIER

Alors que le ministre de la Justice n'a toujours pas fait connaître sa décision à l'encontre de Mlle Monique Guemann, vice-présidente du Syndicat de la magistrature, cette organisation a annoncé qu'elle appellait à « une courte cessation de travail deux heures ou moins », mercredi 15 février (nos dernières éditions), pour protester contre la sanction proposée par la commission d'éthique du parquet. Cette manifestation est à l'initiative de M. Guemann. (Une pétition à d'ailleurs recueilli plus de six signatures, dont quatre mil dans le département du Var. Les modalités d'efficacité de l'arrêt de travail national ne sont pas encore arrêtées.

Dans un communiqué, le Syndicat des avocats de France demande à Mlle Guemann d'être « sanctionnée par le ministre de la Justice, qui a tort et à tort à l'heure un avocat autorité allemande sans attendre l'arrêt normal des votes de recouvrement. Il faut passer de l'opinion sur le délibéré de la chambre d'accusation. Ce sera alors le comble de l'injustice conclut le communiqué.

Faits divers

En France et en Europe

LE MAUVAIS TEMPS A PROVOQUÉ LA MORT DE PLUSIEURS PERSONNES

La presque totalité de la France et de l'Europe a été recouverte par le verglas et les verges. Dix-sept personnes au moins ont trouvé la mort au cours de ces dernières quarante-huit heures en Europe occidentale. En France, dans les Côtes-du-Nord, deux corps ont été découverts : l'un à Plouguenat, celui de M. Félix Buechot, âgé de cinquante-trois ans, l'autre, derrière la gare de Saint-Brieuc, celui de M. Robert Lanay, âgé également de cinquante-trois ans ; les deux hommes étaient morts de froid. Et dans le département du Val-de-Marne, deux clochards, M. Pierre Chaloux, âgé de quarante-deux ans, et M. Salzeron, âgé de cinquante ans, ont été découverts le premier à Créteil dans une voiture abandonnée, le second dans un camion à Bonneuil-sur-Marne. Ils avaient également succombé au froid. D'autre part, quatre personnes au moins ont péri dans des accidents de la route causés par le verglas pendant le week-end. A la gare du Nord à Paris, un employé de la S.N.C.F., M. Roger Morin, quarante-neuf ans, qui n'avait pas entendu le bruit d'un train se préparant à partir, a été décapité.

En outre, trois personnes ont été blessées par une avalanche qui a causé sept blessés, jeudi 13 février à Saint-Jean-d'Arves (Savoie), sous le télesillage de la Chal. Quatre d'entre eux ont été retirés indemmes de la masse de neige. Les trois blessés sont M. Serge Salassat, trente-cinq ans, Mme Marie-José Salassat, trente ans, tous deux originaires de Saint-Symphorien-d'Ozon (Rhône) et M. Daniel Camilly, trente-sept ans, demeurant à Vénilisieux (Rhône).

LE MATHÉMATICIEN ALEXANDRE GROTHENDIECK POURSUIT POUR INFRACTO AUX LOIS SUR LES ÉTRANGERS

(De notre correspondant.)
Montpellier. — Professeur l'université des sciences et techniques du Languedoc, spécialiste de la recherche en mathématique M. Grothendieck, cinquante ans, Allemand nationalisé français, regu chez lui, à Lodève, pendant plusieurs semaines un mois bouddhiste japonais qui ne cessait pas d'un titre de séjour régulier. Il a été verbalisé et pour suivi en vertu de l'article 31 d l'ordonnance du 2 novembre 1944. C'est, un geste ancien qu'on de pratique courante, a fait remarquer le président, M. Joseph Deixonne, au cours de l'audience du 13 février. Il est contraignant mais protège souvent les étrangers.

Pour M^{re} Anne-Marie Parod de Paris, cette ordonnance, intervenue dans des conditions très particulières, limite les droits de M. Grothendieck de travailler en contradiction avec la libre circulation des individus et implicitement abolie par la Constitution de 1946, qui faisait référence à la déclaration des droits de l'homme et le respect de la nationalité publique. M. Hughes Woilhayre, proche au prévenu d'avoir, involontairement sans doute et avec des motifs parfaitement louables d'hospitalité, maintenu l'homme qu'il hébergeait dans une et situation d'infirmité à de « marginalisme ».

Jugement le 27 février. — (Corresp.)

(PUBLICITE)

MANIFESTE

pour une

solidarité libre et volontaire

Passer d'une Société, rurale villageoise à une Société Industrielle urbaine, d'un monde où l'on vit en voisins à un monde où règne souvent l'anonymat, oblige l'organisation de la solidarité à s'adapter. Il est naturel qu'à notre époque une solidarité de base soit prévue par le législateur. En ce sens la mise en place de la Sécurité Sociale pour tous, pour ne citer qu'un exemple, est une heureuse décision. Il demeure nécessaire que cette solidarité se développe pour que tout citoyen ait la possibilité de vivre décemment et que soient compensés certains handicaps.

Il est juste qu'elle prévoit une redistribution des revenus, la mise en place de services et d'équipements correspondant aux aspirations actuelles de notre civilisation.

La participation individuelle par l'impôt à cette solidarité nationale obligatoire ne peut ni ne pourra jamais remplacer la solidarité jallée du cœur de l'homme.

C'est par les associations que chaque citoyen, dans la vie moderne, peut exprimer et exercer une solidarité libre et volontaire. Leur rôle est décliné par la création et la gestion d'activités ou services des « exclus » (handicapés, aveugles, personnes âgées, enfants et adolescents en difficultés...), tout en veillant à ne pas se substituer aux Pouvoirs Publics et masquer leurs carences.

Il est aussi pour favoriser l'échange entre personnes, le compréhension entre groupes, les liens d'amitié indispensables à tout individu.

C'est encore à elles que nous devons la plupart des innovations sociales et les impetus qui font progresser la législation et la politique. Par leurs appels, en particulier sur le vote publique, les associations offrent à chaque citoyen une possibilité d'exercer effectivement cette solidarité libre et volontaire. Mais quel sont les syndicats, les partis politiques, les organisations qui n'éprouvent pas ce même besoin d'attirer l'attention du public sur tel ou tel groupe social défavorisé, de ce seul sur ses marches, aux portes des usines, à l'entrée des gares ou des écoles, et en même temps de faire appel à la générosité des uns et des autres ?

Le droit à la collecte, c'est le droit pour chaque association, chaque organisation, d'éveiller les consciences et de pouvoir intervenir concrètement, immédiatement, en faveur des plus défavorisés ; le droit à la collecte, c'est en même temps le droit pour chaque citoyen de pouvoir répondre à cet appel directement et en toute liberté.

Le droit à la collecte, c'est enfin, pour les associations, une condition essentielle de leur liberté et de leur efficacité. Les collectes qu'elles organisent ont rien à voir avec le mendicant. Elles trouvent tout leur sens quand elles peuvent se situer à l'intérieur d'une campagne d'information, qui mobilise l'opinion en faveur de ceux que la Société ignore trop souvent.

Dans un pays qui se situe parmi les derniers pour les exonérations fiscales sur les dons venant soutenir les associations d'intérêt général sans but lucratif, ce droit devrait être plus largement reconnu et officialisé.

Pour toutes ces raisons, les Associations ci-dessous revendiquent la pleine reconnaissance du droit à la collecte et à l'information, droit qui garantit à la fois leur liberté et l'exercice d'une solidarité volontaire entre les citoyens.

- Armée du Salut.
 - Association Française d'Assistance aux Aveugles Civils (Fondation Darney).
 - Association Nationale « Les Parents des Tués ».
 - Association des Paralysés de France (A.P.F.).
 - Centre d'Études, de Documentation, d'Information et d'Actions Sociales (CEDIAS).
 - Considération Nationale des Sourds de France (C.N.S.F.).
 - Fédération Nationale des Malades et Infirmités Paralysés (F.N.M.I.P.).
 - La Ligue pour l'Adaptation du Diminué Physique au Travail (L.A.D.A.P.T.).
 - Les Petits Frères des Pauvres.
 - Secours Populaire Français.
 - Union Nationale Interdépartementale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (U.N.I.O.P.S.S.).
- Pour tous renseignements, s'adresser à cette dernière :
103, boulevard Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : 225-16-76.

مكتبة من الأصل

...EYRE SUR LA PEINE DE ...
...ellement contr...

Clin d'œil Croco blues

LES écologistes français viennent de prouver qu'ils n'étaient pas seulement sensibles au sort des animaux gracieux comme le bébé pingouin, mais que celui des plus laids pouvait aussi leur inspirer de la compassion. C'est ainsi que les défenseurs de la nature ont proposé récemment, au cours d'un congrès, de boycotter les objets fabriqués avec les peaux de crocodiles. Laisser couler, à l'occasion, une petite larme sur le destin d'un animal répugnant pour en verser d'énormes rivières d'une mode qui, comme toutes les modes, se satisfait des apparences et ignore une partie des réalités.

M. Gordon Gaskill, qui, lui, connaît les surlins pour les avoir assidûment fréquentés, n'hésite pas à écrire, en accord avec d'autres spécialistes, que « les crocodiles tuent plus d'êtres humains que les lions, les tigres, les panthères et les serpents réunis ». On estime, en Afrique, que le nombre de leurs victimes est d'un millier par an.

Il y a, est-il besoin de le rappeler, les fleuves et les rivières du continent africain, les régions méridionales de l'Asie, les îles tropicales et les îles du Pacifique, le nord de l'Australie et l'Amérique du Sud. Son cousin nommé alligator — lequel cache ses dents alors que le crocodile les montre — se rencontre communément dans les marais de Floride, où l'an dernier il a mangé des chiens et un enfant, et dans les bayous de Louisiane, où le consul de France le chassait quand la loi le permet.

Il est bon, au nom de la sauvegarde des espèces, de protéger celles qui sont en voie de disparition. Ce n'est pas le cas du crocodile. Il prospère même de façon inquiétante dans certaines régions et compromet, par exemple, pour se nourrir, le destin d'autres variétés animales. Car, nos écologistes peuvent-ils l'ignorer, la plupart des pays intéressés par le crocodile ont signé, il y a trois ans, à Washington, une convention interdisant le négoce des peaux. La France — qui possède les deux meilleurs teneurs de peaux de crocodile du monde — va, dit-on, après l'Allemagne et la Suisse, ratifier le convention américain.

En fait, le marché des peaux de crocodile n'est pas très ouvert. Un célèbre seller parisien du Faubourg Saint-Honoré, qui a emprunté son nom au message des dieux de l'Olympe, a depuis plusieurs années bien du mal à se procurer des peaux de belle qualité nécessaires à la fabrication des sacs, vanity-cases, agendas, portefeuilles, ceintures, etc. Pour confectionner un sac de ville, de contenance moyenne, deux crocodiles doivent être immolés, car on utilise seulement la peau du ventre, de la gorge et du dessous de queue.

Que les écologistes de l'Hexagone se rassurent. Les crocodiles que nos grands selliers transforment en accessoires de luxe n'ont pas été tués par des chasseurs illégaux venus des pays capitalistes, sur les pingouins du néo-colonialisme, pour piller les prodigieuses richesses d'un tiers-monde résigné ! Non, ces crocodiles, qui vendent cher leur peau (2 500 F en moyenne), viennent des élevages de Malaisie, et entrent en France sous le contrôle de la douane ! Ces grands reptiles ont été conçus, dorlotés, brossés, lustrés, nourris (de quoi au juste...) dans des fermes spécialisées où les acheteurs viennent les choisir.

A trop regarder les surlins, on perd de vue les enfants affamés du Cambodge, les torturés des dictatures et les fous-assaillés des asiles psychiatriques. Laissons donc, aux crocodiles les larmes de l'Autruche.

MAURICE DENUZIÈRE.

L'homme 78 s'habillera désinvolte

LES formes s'allègent, bougent et affinent dans la nouvelle génération de costumes pour hommes, où les tissus souples et rustiques contribuent à donner cet aspect désinvolte, propre à attirer les inconditionnels du jean. En effet, le costume traditionnel, à la fois vêtement de travail et signe extérieur de réussite sociale, perd du terrain.

À l'époque, Jacques Dotron chantait la société de consommation « habillé par Cardin et chaussé par Carroll ». Aujourd'hui, J'suis bidon, d'Alain Souchon, reflète l'attitude des jeunes à la recherche d'astuce pour épater les filles, avec son casque de moto, son « manteau de lapin aux chenilles » emprunté à une copine, son jean et ses « pinces à vélo ».

Aussi agréables qu'un chandail et un jean

Sept millions de Français « portent le costume », d'après les statistiques les plus récentes, mais combien d'entre eux aimeraient trouver un autre genre de tenue quotidienne. C'est pourquoi les couturiers et les créateurs de mode masculine se lancent dans les tenues « décontractées », à vêtements confortables, aussi agréables à porter qu'un chandail et un jean, sans donner l'impression de laisser-aller.

Pour le moment, la nouvelle silhouette dont nous montrons ici diverses interprétations, reste presque l'apanage de Cardin, Cerruti, Dior, Lanvin, Saint-Laurent, Aujour, Rech, Pacombale, qui proposent une panoplie coordonnée, un rien bourgeois de l'avenue Montaigne : de vestes aux entolées, blousons, gilets, chemises et pantalons à mélanger et superposer.

Les grands magasins suivent mais, à part quelques industriels, comme Moliner, ces modèles sont encore difficiles à trouver et n'ont certes pas l'audience du blazer marine et du pantalon de flanelle grise auprès des détaillants et du public. De même, les producteurs commencent-ils juste à retravailler les dimensions de leurs cravates et de leurs cols de chemise.

Il reste aux adeptes — désargentés — du changement à trouver aux Fucos des chemises « pré-montées » et des cravates étreintes des années 60, à porter à la Cardin, fixées par un demi-nœud et laissées flottantes sur la veste.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Les actualités du nouveau tango

LONGTEMPS lié en France à un rythme assez pompeux, dansé démodé pratiquement il y a quelques années encore près de la Bastille sur le plateau de Balala où les couples enjoints s'agitent de l'univers de Piaf, le tango a de nouveau tout envahi depuis deux ans : le cinéma, les salles de spectacles, les films. Certes, on ne le danse plus — pas même à Buenos-Aires, sauf dans quelques rares vieux clubs populaires — mais il s'entend de plus en plus, il diffuse un sentiment triste mais aussi agréable et violent.

Une première fois, au début du siècle, le tango avait traversé l'Atlantique et rencontré le succès en Europe. Dans les pits de bandonions, il avait apporté des mélodies où coulaient une énorme généralité, un formidable appétit de bonheur et une façon de donner sans rien garder, une manière de vivre au jour le jour, l'amour brassé, l'amour cassé, une chronique d'un temps où l'on avait le tête pleine d'illusions et puis, un soir, tard dans la nuit, on rencontrait sur le trottoir une fille qui avait été la belle trole-à-à plus tôt que l'on laissait la route pour la voir danser et qui maintenant paraissait si vieille avec ses jambes tortues comme nouées autour du cou.

Aujourd'hui, modernisé, actualisé, libéré de sa solennité — d'une sorte de dépression dans lequel il se complaisait — le tango nous revient d'un pays où beaucoup de gens ont perdu l'espoir, d'un monde où l'on traîne, où l'on matraque, où l'on assassine, d'une ville hypertrophiée (Buenos-Aires) où, de toutes les cités d'Amérique latine, est celle qui ressemble le plus à une capitale européenne par le mode de vie, la façon de penser.

La musique, c'est la vie, et le vie en Argentine, c'est la violence et le désespoir, les rêves et les espoirs étouffés. Mais comme d'autres musiques, le tango, né au siècle dernier d'élements venus d'Afrique, de Cuba, d'Espagne, de diverses immigrations et aussi d'Allemagne par le bandonion, est un langage universel. La violence qui roule par sacrades dans le nouveau tango, la douleur, la solitude, la nostalgie et les espoirs qui s'inscrivent dans les lignes épartimentées du monde des avions superioniques et du nucléaire, du va-et-vient incessant et des agressions quotidiennes, des désordres politiques et économiques.

Pierrel, dans ses mots, il tente d'exprimer un monde nouveau, d'imaginer une vie sans contrainte. D'autre fois, il revient, sous forme d'états d'âme,



sur des temps révolus, sur des désenchantements. Mais même dans la tradition, le temps présent se retrouve puisque l'un des plus célèbres tangos (Cambalache) dit : « Le vingtième siècle est un dépôt d'ordures. Personne ne la vie. Nous vivons roulés dans un bordel. Etre honnête ou traître, ignorer ou savoir, voleur ou généreux, tout est pareil, rien est pareil, rien est mieux. On est tous dans le même sac. Que tu travailles comme une bête. Que tu volas au que tu seignes, tout est pareil, il n'y a plus de valeur. Tout est boucauté ».

CLAUDE FLEOUTER.

A l'affiche : Mach 2 dans le sens de l'histoire



(Croquis de MARCO.)

TROIS minutes pour convaincre les passagers de la ligne Paris-New-York que Concordo est bien l'avenir qu'il leur faut, « un avion pour leur temps ». Air France prépare, pour le printemps prochain, un second (très) court-métrage afin d'engager solidement l'idée superpersonnelle dans le tête de ses clients.

Pourquoi tant de battage autour d'une vedette déjà placée sous les yeux de la rampe ? « Il faut faire passer Concordo dans la normalité, explique M. Jean Signoret, chef du service publicité de la compagnie nationale, transformer cet objet de controverse en produit commercial ».

Autre nouvelle publicitaire : « C'est peut-être la seule fois dans l'histoire d'Air France que nous avons un produit exclusif à vendre, note M. Signoret. Impossible de laisser échapper cette occasion unique de nous singulariser. » Reste, enfin, le souci de défendre l'intérêt de la France tout court. Concordo — le chef-d'œuvre — renforce l'image

du savoir-faire par rapport à l'image du savoir-vivre.

Au moment de la mise en exploitation commerciale de Concordo, l'objectif est de « faire du spectaculaire » : « Day 1 of Mach 2 ». Le message publicitaire s'adressera eux curieux et aux snobs qui l'auraient alors l'essence de la clientèle superpersonnelle.

Pour autant, il faut sécuriser les passagers, dédramatiser le vol superionique. « La loi doit de présenter Concordo comme un appareil techniquement évolué mais non révolutionnaire », affirme M. Michel Villiers, chef du produit Concordo et le compagnie nationale.

Maintenant que Concordo, après deux ans d'exploitation, a trouvé sa vraie clientèle — 80 % d'hommes d'affaires — il faut à ces « gens sérieux », parler un autre langage, leur démontrer que l'avion superionique n'est pour eux un outil de travail indispensable.

Le message publicitaire se fait

donc plus explicite, qui insiste sur le moindre gain de temps, les bonnes correspondances, des « facilités » particulières, en bref, une meilleure disponibilité familiale et professionnelle : « 22 novembre, 11 heures, en France c'est le grand jour ; 22 novembre, 9 h 30, à New-York c'est le petit jour. Concordo, des vols qui concordent ».

« Nous n'avons pas fini de dissiper les mauvaises connaissances de beaucoup de détracteurs pour lesquels utiliser Concordo est encore un luxe inutile, indique M. Signoret. Nous devons les convaincre que, tous comptes faits, ils gagnent de l'argent à voler à vitesse superpersonnelle. » D'ad le souci des responsables d'Air France de fournir à ces hommes d'affaires un « argumentaire » serré qui les aide à sauter le pas sans honte et sans regrets.

Convient-il d'isoler indéfiniment la promotion du produit Concordo ? Impossible, faute de moyens financiers : Air France consacrera, cette année, 15 millions de francs à sa

publicité superpersonnelle sur un budget d'environ 100 millions. « Nous avons un gros ratio publicitaire les plus faibles des compagnies superpersonnelles », admet M. Signoret. Il est donc nécessaire, en régime de croisière, de combiner davantage les messages : « Exhibit : les deux meilleurs avions vers les deux Amériques : Concordo... Boeing-747 ».

A terme, le souhait des responsables de la compagnie nationale est de faire rentrer Concordo dans le rang, de prouver qu'il est tout simplement « un moment hebdomadaire du progrès », d'un progrès auquel il est difficile de se soustraire.

En effet, Concordo ne doit pas apparaître comme un prototype, une parenthèse exceptionnelle de l'histoire du transport aérien, conclut M. Villiers, mais bien comme le générateur d'un nouveau mode de transport : le vol superionique. Les publicitaires d'Air France croient au sens de leur histoire.

JACQUES DE BARRIN.

faits divers

...L'hexagone sa rassurent. Les crocodiles que nos grands selliers transforment en accessoires de luxe n'ont pas été tués par des chasseurs illégaux venus des pays capitalistes, sur les pingouins du néo-colonialisme, pour piller les prodigieuses richesses d'un tiers-monde résigné ! Non, ces crocodiles, qui vendent cher leur peau (2 500 F en moyenne), viennent des élevages de Malaisie, et entrent en France sous le contrôle de la douane ! Ces grands reptiles ont été conçus, dorlotés, brossés, lustrés, nourris (de quoi au juste...) dans des fermes spécialisées où les acheteurs viennent les choisir.

A trop regarder les surlins, on perd de vue les enfants affamés du Cambodge, les torturés des dictatures et les fous-assaillés des asiles psychiatriques. Laissons donc, aux crocodiles les larmes de l'Autruche.

après inventaire et jusqu'au 11 mars

350*

TAPIS D'ORIENT

nous main, possédant tous leur certificat d'origine garantissent l'authenticité

sacrifiés de 30 à 50%

* désignés par un triangle bleu

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République
Lundi au samedi, 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 205.86.90.

prolongation de notre remise de **20%** consentie sur tous nos autres tapis, y compris les pièces rares et de grande valeur

semaine de la chaussure

MOCASSIN noir ou couleur avec bride, semelle cuir. 159 F.	DERBY couleur, semelle cuir. 170 F.	LOAFER plateau retourné, noir ou couleur, semelle cuir. 195 F.	BOUT GOLF noir ou couleur, semelle gomme. 210 F.
---	-------------------------------------	--	--

MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

pour ceux qui savent choisir

Manières

Carte robes

CURIEUSEMENT, j'ai reçu cette année des invitations aux présentations de collections de couture. Je me demandais si je devais cela à mon titre de journaliste. Mon ami Jacques Rouët, P.-D.G. de Christian Dior et gourmet renommé, me détrompa : « C'est au gastronomes que ces invitations s'adressent. »

Marie-Laure est une Femme à la Mode, avec un grand F et un grand M. Et une grande assurance. La voici aujourd'hui vêtue comme pour une course en sac. Je souffle à son oreille : « Mille excuses, j'ai commandé des huîtres et un perdreau : si j'étais eu, j'aurais proposé un hareng à la moutarde et des pommes à l'anglaise. »

Mais la robe de Marie-Laure était fort bien choisie, et le serait heureuse de l'inviter à partager, ainsi vêtue, ce bon d'agneau aux pommes corallisées. Car l'harmonie seule doit nous guider, à la cuisine comme au boudoir. L'harmonie et le plaisir de soi !

La mode, pour ceux qui le font, c'est sans doute un métier. Avec ses licences et ses routines, ses roueries et ses grandeurs. Ses recettes ! Pour celle qui le fait, un dîner se résume trop souvent dans ce dilemme : « Quelle robe vais-je mettre ? » Et pourtant... Au Jardin des Modes, j'ai vu promener des rêves aussi joyeux que certains potages et des femmes aussi fragiles que mes rêves. Ou qu'un soufflé aux fleurs !

Soyez belles, mais soyez sages, entre le lupo et le corage, entre blond champagne et porto, entre la robe et le manteau, entre une hisque et un perdreau... le temps est court...

Et le minute dure bien moins qu'une seconde, au cadran des amours du monde, quand le couturier — pardon, le cuisinier — fait défaut !

COURTINE.

L'HOMME 78

DANS SES COSTUMES « DÉSOSSÉS »



SAINT-LAURENT : chemise à empiècement et plis sur le buste et aux épaules, en coton marine sur un pantalon beige, monté à plis, avec poches prises dans les coutures de côté. 170 francs et 200 francs environ, chez Harvard, C.L.F., porte Maillot et Hippolyte, 19-21, rue de Valenciennes-Comédie.

AU CHAUD DANS LE GRAND FROID

Le froid et la neige... Si vous portez des robes longues en coton gratté, de l'imagination et des bandes de tissu vous permettront de confectionner de hauts colants de couleurs vives, à imprimer en façon de grand-mère ou à attacher les uns sur les autres au bas d'un vieux jupon.

ne préférez les camisoles de coton ou de mélange « Pyl », de 25 F à 35 F environ, à bermuda assorti. Les derniers collants chauds en couleurs vives d'Érygée sont confortables, à côtes, 13,80 F environ. Aux Trois-Quartiers, les dessous de jersey de soie blanc sont idéalement chauds et impalpables sous les robes de mariées de l'hiver. On a le choix entre le T-shirt à encolure en V à 90 F, à manches longues à 152 F et le panty-bermuda à 75,20 F. Cette gamme existe aussi en chair, rose ou noir.

Advertisement for 'La Pompadour' featuring 'NOUVELLE COLLECTION JERSEY' and 'FEMMES FORTES' with details on products and prices.

« OUVRAGES DE DAMES » Parallèlement à la série d'émissions télévisées, une animation « Cousins, cousines » (le Monde du 8 février) est organisée jusqu'au 11 mars au quatrième étage du Printemps Haussmann

Large advertisement for 'Mademoiselle' apartments in Paris, featuring a map of the area, a floor plan, and contact information for CIME 538.52.52.

Advertisement for Vichy Saint-Yorre featuring a cartoon illustration of a man and a child, and the slogan 'UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN!'.

Advertisement for 'Trois bouillottes TRICOM' with various text and graphics.

Advertisement for 'Le Pompadour' featuring 'FEMMES FORTES'.

Advertisement for 'Mademoiselle' apartments.

Advertisement for 'Progrès de l'étude' featuring a lamp and other educational items.

مكتبة من الأصل

Trois boutiques à laine

TRICOMANIE

Le tricot est à la mode. Celui qui se fait avec de la laine douce et de grosses aiguilles... C'est le passe-temps détente des soirées et dimanches d'hiver le plaisir de réaliser (même si est peu experte) un gilet sans manches ou un pull ample et élégant.

quantités (pour éviter les restes) et un schéma très explicite, et bien sûr prodigue des conseils avant et pendant l'exécution du tricot. Les laines, ici, sont du shetland, dans une gamme étendue de coloris (111 F le kilo), du poil de chameau et du lama de ton naturel, de la grosse laine chinée noir et blanc qui, tricotée, prend l'aspect du tweed.

leur, qui laisse filtrer la lumière. Un abat-jour de taille moyenne revient ainsi à 50 F environ. Malgré l'exigüité des lieux, un métier à tisser sert à l'initiation des adeptes du tissage (quatre cours de trois heures chacun, pour 300 F, plus les fournitures évaluées à 30 F).

L'initiation des adeptes

C'est à Levallois, à quelques centaines de mètres de la porte d'Asnières, que Josiane Routoure a ouvert, en septembre, son Atelier de tricotage; dans des dégradés de couleurs, les écheveaux de shetland et de mohair sont suspendus le long des murs.

Un nouveau fil Rexor, d'une grande finesse, apporte à la laine avec lequel on le tricote une brillante discrète. Pour réaliser un couvre-lit, une grosse laine écarlate, tricotée au point mousse, donne un effet de tissage. On peut aussi tricoter un tapis rustique, avec d'énormes aiguilles de bois et un fil de coco, dans des coloris rouille ou brun.

23 concepteurs en renom se sont groupés pour assurer un service permanent de conseil en architecture intérieure et en décoration. consultations sur rendez-vous tous les jours de 10 à 19 heures (sauf dimanche et jours fériés) boulevard arago - paris 13° - tél. 535 89 39

Ne laissez pas vos yeux se fatiguer. Les verres STUDIO I, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existents dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures. LEROY OPTICIEN

Progres décisif dans l'étude des langues avec AAC 4000 PHILIPS le magnétophone à cassettes double piste. Spécial pour l'étude des langues suivant la méthode Audio Active Comparative. Bon pour documentation gratuite à renvoyer à S.A. Philips I.C. BP 131-92154 SURESNES CEDEX

BRICOLAGE AU FÉMININ. Un samedi après-midi, au troisième étage d'un entrepôt désaffecté, le long des volets de la gare d'Austerlitz, une quinzaine de femmes travaillent dans une ambiance bruyante de perceuses et de scies électriques. C'est aujourd'hui le stage de menuiserie, et, sur les établis déposés le long des murs de l'atelier, des blocs-trois sont en cours d'assemblage.

odette une seule adresse! soutien-gorge, quipière, combiné, maillot de bain, si vous avez un problème sur rendez-vous. 66, rue d'Alsace 75008 - 770-42-71 - 4° ét. avec ascenseur

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14°

RUSTIQUES VITRÉES



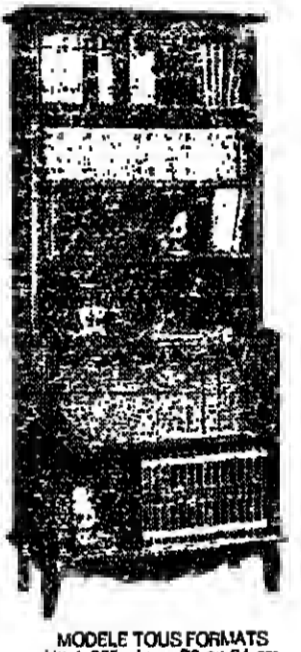
DESCRIPTION. Éléments moduels de style rustique, étagères en rouille, côtés en aggloméré, placage sautoir traité aboussier, tôle rayer, vernis mat auto.



INSTALLER-VOUS ULTRA RAPIDEMENT et FACILEMENT... VOUS-MÊME!..

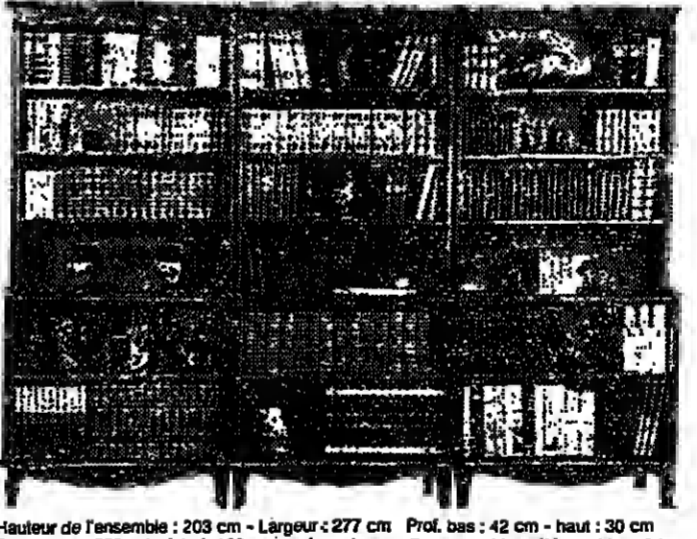


à des PRIX IMBATTABLES



COMMENT JUXTAPOSER NOS MODELES RUSTIQUES. Un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être colorées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUTS FORMATS



Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm. Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm. Contenance 380 vol. club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 3 h.

Visitez nos Expositions:

à Paris 61, rue Froidevaux Paris 14° Métro : Denfert Rochereau Gailly - Raspail - Edgard Quinet Autobus : 28, 38, 58, 68

en Province. Cherbourg: tous les jours de 9 à 13 h et de 14 à 19 h (sauf lundi - 1 seul lundi moyen).

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR

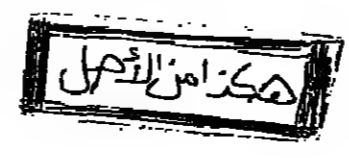


Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 241 cm prof. 42 cm. Contenance 250 gros volumes environ peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes

à l'Étranger

MILANO: BRUCOLINI 1002 SA, rue de l'Inde LONDRE: BARRIS - GOSWELL SOVCO 17 86 Havelock 1211 Colaba - Tél. (02) 26 18 21

BON Pour un catalogue en couleurs GRATUIT à retourner. LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75008 PARIS CEDEX 14. Nom, Adresse, Code Postal, Ville. ou appelez le 633 73-33 (24 h/24) à partir du 21/2 320.73.33



SPECTACLES

Union (7) : 1978-79-80; Studio...
Publius (8) : 1978-79-80; Studio...
Publius (9) : 1978-79-80; Studio...
Publius (10) : 1978-79-80; Studio...
Publius (11) : 1978-79-80; Studio...
Publius (12) : 1978-79-80; Studio...
Publius (13) : 1978-79-80; Studio...
Publius (14) : 1978-79-80; Studio...
Publius (15) : 1978-79-80; Studio...
Publius (16) : 1978-79-80; Studio...
Publius (17) : 1978-79-80; Studio...
Publius (18) : 1978-79-80; Studio...
Publius (19) : 1978-79-80; Studio...
Publius (20) : 1978-79-80; Studio...

Opéra (1) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (2) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (3) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (4) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (5) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (6) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (7) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (8) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (9) : 1978-79-80; Studio...
Opéra (10) : 1978-79-80; Studio...

LE RESTOUR DE L'ENFANT (v.o.) : 1978-79-80; Studio...
SECRET ENFANCE (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
LA SEPTIEME COMPAGNIE (v.o.) : 1978-79-80; Studio...
UN MOUPEUR (v.o.) : 1978-79-80; Studio...
UN MOMENT D'ENFANCE (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
LA VIE DEVAUT SOI (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
LES PETITS CALINS (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
UNE SAIE HISTOIRE (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
UN MOMENT D'ENFANCE (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
LA VIE DEVAUT SOI (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
LES PETITS CALINS (Fr.) : 1978-79-80; Studio...
UNE SAIE HISTOIRE (Fr.) : 1978-79-80; Studio...

ELYSEES LINCOLN v.o. - QUINTETTE v.o. IMPERIAL v.f.

Après « HAROLD ET MAUDE »...
BUD CORT dans :
humour, sensibilité, dérision, et tendresse.
pitié pour le prof !
 avec **SAMANTHA EGGAR**
 un film de Silvio Narizzano

Les films nouveaux

VOYAGE A TOKYO, film japonais de Yasujiro Ozawa. V.O. 123-78-80.

ELLES DEUX, film hongrois de Márta Mészáros. V.O. 123-78-80.

LES PETITS CALINS, film français de Jean-Claude Huchard. 123-78-80.

BANQUE DE FILLES, film américain de Robert Aldrich. 123-78-80.

SAFRANO OU LE DROIT LA PAROLE, film marocain de Sidoua Sakhoul V.O. 123-78-80.

LE VOYAGE AU JARDIN DES MORTS, film français de Philippe Garrel. 123-78-80.

LE SABA BA NEST PAS A VENDRE, film français de Volodya Sakhoul V.O. 123-78-80.

GENERATION FRUITEUSE, film américain de Donald Cammell. 123-78-80.

LA COCCINELLE A MONTE-CARLO, film américain de Mervyn Frumkin. 123-78-80.

LE FANTOME DE BURLEVENT, film américain de A. Dawson. 123-78-80.

SPECTACLES POUR ENFANTS

Centre Pompidou, mer. 14 h. Ciné-surprises.

Théâtre Montparnasse, 14 h. 30. La Parole de nos autres.

Théâtre de la République, mer. 14 h. 30. Trompettes.

Théâtre de la Madeleine, 14 h. 30. L'Enfant dans les nuages.

Théâtre de la Comédie, 14 h. 30. La Pupille de chiffon.

ELYSEES LINCOLN (v.o.) - QUINTETTE (v.o.) 14-JUILLET PARNASSE (v.o.) et à partir de Mercredi au Cinéma U.G.C. OPÉRA

LE BOIS DE BOULEAUX
 Chef-d'œuvre de Andrzej WAJDA

MERCREDI

BALZAC v.o. - **U.G.C. MARBEUF** v.o. - **OMNIA** v.f. - **CLICHY PATHE** v.f. - **CLUNY PALACE** v.o. - **GAUMONT SUD** v.f. - **CAMBRONNE** v.f. - **ALPHA** Argenteuil - **CLUB** Maisons-Alfort

Une extraordinaire aventure américaine pour PETER FONDA le héros de "Easy Rider"

Un couple en fuite

PETER FONDA - SUSAN SAINT JAMES dans "UN COUPLE EN FUITE"

MERCREDI

ANTHONY QUINN JOHN PHILLIP LAW

UN RISQUE A COURIR

MERCREDI

GEORGE-Y - U.G.C BIARRITZ - GAUMONT RICHELIEU - BRETAGNE
 GAUMONT CONVENTION FAUVETTE - U.G.C. DANTON - VICTOR-HUGO PATHÉ
 BELLE-ÉPINE PATHÉ Thibis - MULTICINÉ Champigny - TRICYCLE Asnières
 FRANÇAIS Enghien - FLANADES Sarcelles - PARYL 2

MIMSY FARMER PASCAL SELLIER

L'AMANT DE POCHE

UN FILM DE BERNARD QUEYSSANNE

WORLD INFORMATION SPECTACLES
 7032 (9-25 30) 7032

Mardi 14 février

cinémas

JEAN LE MEYLAN

MIAM-MIAM

NOUVEAU CARRÉ

THÉÂTRE DE L'ÉVÈNEMENT

Candide

En raison du succès, prolongation jusqu'au 25 février

Dernières

Salle Gémier (727.81.15)

ES GENS RAISONNABLES SONT EN VOIE DE DISPARITION

LA MAISON DE LA CULTURE NANTERRE THÉÂTRE 5 AMANDIERS 204 18 81

LES GENS RAISONNABLES SONT EN VOIE DE DISPARITION

PETER HANDKE

ES GENS RAISONNABLES SONT EN VOIE DE DISPARITION

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADRES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois internationaux

emplois internationaux



emploi régionaux



ICI HOLLAND BV, a subsidiary of ICI Ltd., produces and sells, among others, raw materials and intermediates for plastics and man made fibres. These are used for the manufacture of photo-film, clothing, plastic bags, furnishing fabrics and many other products. Well-known brandnames of ICI include: "Perspex", "Melinex" and "Terylene".

The ten modern plants are situated near Rozenburg/Europoort. The sales office for all ICI products is on the Wijnhaven in Rotterdam.

Experienced system programmer

The ICI European Computing Centre is situated in Rozenburg. In that centre a team of system programmers is working. They occupy themselves with:

- generation and maintenance of system software necessary for the IBM 370/158 computer operating under SVS and HASP 4;
- generation and maintenance of IMS DB/DC;
- preparation of MVS operating system;
- development of standard software (utilities);
- support of an extensive RJE and Real Time Network;
- advising the internationally operating developing teams.

The amount of work is large and expansion of the team of system programmers is very urgent.

The new programmer must have:

- higher professional education;
- a very good command of the English language;
- experience in one or more of the above fields.

Please write application with full details to:
ICI HOLLAND BV, postbus 1020, Rozenburg, Holland.
On top of your letter please mention the code CW/R77-48.



Société spécialisée formation professionnelle à l'étranger, recherche pour missions de formation:

- en Algérie**
ingénieurs
- fabrication mécanique
- construction mécanique
BTS
- fabrication mécanique
- chaudronnerie
- tuyauterie industrielle
Pour ces postes, il est exigé 5 ans minimum d'expérience professionnelle. Le logement est assuré.
- en Amérique Latine**
ingénieurs et BTS
- fabrication mécanique
- entretien électrique
- travail du bois
Pour ces postes, il est exigé 7 à 10 ans minimum d'expérience professionnelle et une très bonne connaissance de l'espagnol. Vous bénéficiez, pour ces pays, des avantages sociaux français et des indemnités d'expatriation.
- pour le Siège**
contrôleur de gestion

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et copie diplômée, à MECAFORM S.A. - 17, av. Hoche, 75008 Paris.



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

- Si vous êtes à la recherche d'un métier passionnant.
- si vous voulez travailler pour une multinationale dont la croissance s'est toujours confirmée et diversifiée.
- et si vous êtes ingénieur électronicien et que la technique est pour vous un support indispensable et non un fin.
- et si vous voulez valoriser vos connaissances en les approfondissant et en les diversifiant, vous répondez alors au profil que nous recherchons à PARIS ou à LYON, pour la fonction d'

INGENIEUR COMMERCIAL

Veillez écrire avec C.V., photo et prêtent, et date de disponibilité sous la réf. SCM 278-24 à Madame LE GUET T.J.F. - Boite Postale No 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET



LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'ONCOHERCULOSE DANS LA REGION DU BASSIN DE LA VOLTA A OUAGADOUGOU

recherche pour son garage

UN CHARGÉ DES TRANSPORTS

Responsable de la supervision technique des chefs de garage et des mécaniciens automobiles.

Bonne expérience dans le domaine de la gestion de garage, administration et comptabilité.

Aptitude à diriger un groupe à effectif variable et à former du personnel non qualifié.

Expérience des conditions de travail sur le terrain souhaitable.

Le candidat sélectionné sera appelé à voyager fréquemment.

Les lettres de candidature manuscrites accompagnées d'un C.V. doivent être adressées à l'Administrateur du Personnel.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
Programme de Lutte contre l'Onchocercose
Boite Postale 548
OUAGADOUGOU — HAUTE-VOLTA

NORD-FRANCE

Entreprise Générale et Constructions en Béton Armé - réalisant Industriellement des ouvrages non répétitifs, recherche son

Chef du Secteur Afrique

Ingenieur Grande Ecole ou équivalent... 35 ans mini

Véritable entrepreneur, excellent négociateur, il devra faire siéner la politique du Groupe qui se caractérise par une forte organisation, des méthodes industrielles, une gestion rigoureuse. Dans le cadre d'une très large délégation, il assumera la responsabilité globale des opérations de l'ensemble du secteur Afrique.

Ses missions:

- négocier les contrats,
- définir des objectifs, mettre en place les moyens nécessaires en homme et en matériel - optimiser les trois facteurs: qualité, coût, délai,
- assurer la coordination et le pilotage des opérations,
- gérer de très importants budgets dans un souci de stricte rentabilité.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme de fort potentiel, meneur d'hommes, ayant une très bonne organisation personnelle, le sens de la discipline et la volonté de réussir. Il aura fait ses preuves dans la conduite d'importants chantiers, en France et à l'étranger. Connaissance de l'anglais nécessaire. Rémunération importante.

Base - siège de la société en France - importants déplacements.

CEGOS Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée, sous références 72430/04 et lettre CLERE, 5, rue de Valenciennes, 59000 LILLE.



Groupe C.G.E. POITIERS

conduit une politique volontariste de développement de produits nouveaux.

Les succès récents obtenus par ses équipes techniques l'incite à renforcer ses structures en accueillant au sein de sa direction technique:

UN INGENIEUR ADJOINT AU CHEF DU SERVICE DEVELOPPEMENT

(Réf. P.4.11)

qui aura pour mission:

- d'entamer des équipes pluridisciplinaires
- d'apporter des techniques nouvelles
- de définir des orientations à moyen et long terme dans le cadre de projets.

C'est un ingénieur Grande Ecole ayant une expérience de 5 à 10 ans de développement dans une industrie de composants électro-mécaniques ou de petite mécanique de précision.

UN INGENIEUR MICRO-MECANICIEN

(Réf. A.8.10)

qui aura pour mission:

- d'apporter sa technique à l'étude des outils et des postes de travail
- de conduire les essais de mise au point des équipements pilotes
- d'être un ingénieur micro-mécanicien ayant une première expérience d'études d'outils pour compression des poudres, transformation des métaux, montage de sous-ensembles.

Si vous parlez anglais, si vous avez la formation et l'expérience requises, si vous souhaitez travailler dans une équipe efficace, enthousiaste et créative, adressez votre candidature au mentionnant la rémunération souhaitée et la référence du poste à Direction des Relations Humaines - SAIT 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS PERRET.

JEAN CLUZE TELÉ VIOLENCE

Un témoignage... Émission... 21.50

GRUPE FRANÇAIS DE RENOMMÉE INTERNATIONALE

recherche pour **MOSCOU**

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

- Possédant sérieuses connaissances des télécommunications (aspects, exploitation et industriel).

- Bonnes connaissances du russe appréciées.

Prière d'adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 45.579 CONTRESSUS Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

EXPERTS-COMPTABLES

outre-mer
recherche
EXPERT-COMPTABLE STAGIAIRE

Pour contrat 2 à 3 ans.
Minimum exigé: D.E.C.S. complet et expérience 2 ans (de préférence en cabinet).
Revue n° 2.381 « Le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens - 75027 PARIS (9^e).

GRUPE MULTINATIONALE
recherche pour sa Filiale belge

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Expériences de la direction d'une équipe informatique.

Connaissances comptables.

Reçu aux procédures RJE et à l'exploitation sur DOS/VS 2 à part terminal Lord Rémun. 100 Interne à 8200 F. E.
Ecrire: I.D.C., 10, r. de Cuvy, 75014 Paris.

OFFRE D'EMPLOI outre-mer
étranger pour réparateur hebdomadaire, Ecr. Outre-Mer Multicoûts 42, r. Richer, Paris (9^e)

ENTREPRISE T.P. A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au

NIGERIA

CHEF COMPTABLE

35 ANS MINIMUM
FORMATION B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais. Expérience professionnelle minimum 5 ans, et possible à l'étranger et dans la branche T.P.

Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciées.

Ecrire avec C.V. et photo à n° 47.831 - CONTRESSUS Publité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01

annonces classées
téléphonées

296-15-01

emploi internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (samedi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publieur pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INSTALLÉE MAROC

recherche

POUR SON SIÈGE CASABLANCA

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- Titulaire B.T.S. Informatique ou équivalent;
- Expériences minimum deux ans;
- Connaissance O.P.A. souhaitée.

Env. curriculaire vitae sous la réf. A 195 à: ARCHAT, 34, bd Raussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

98 - CHARLEVILLE-MEZIERES (63.000 habitants), recrute pour la Direction de son Bureau d'Aide Sociale

DIRECTEUR SOCIAL

Formation supérieure (licence droit, sociologie, I.R.P.) et/ou spécialisée dans le domaine social, indispensables.

Âgé de plus de 30 ans.

Expérience 5 ans minimum dans fonction similaire (administration ou organisme à caractère social).

Son rôle consistera, outre la direction administrative, financière et du personnel de l'établissement, à organiser, promouvoir et coordonner les objectifs sociaux de la Municipalité en liaison avec les différents instances de caractère social du chef-lieu.

Rémunération: indices brutés 630 à 760 (circulaire Ministère de l'Intérieur du 19-12-75).

Lettre de candidature et C.V. à adresser au plus tard le 15 mars 1978, à M. le Maire, R.P. 335, 02100 Charleville-Mézières. - Tél.: (194) 33-31-34.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE D'EQUIPEMENTS ET MATIÈRES PREMIÈRES POUR LA FABRICATION DU PAPIER

Un des leaders dans cette branche, avec des chiffres en expansion régulière

recherche

POUR ASSURER PROCHAINE SUCCESSION

RESPONSABLE VENTE INGENIEUR DIPLOMÉ

Grande Ecole, parlant anglais, 30 ans min., dynamique, ayant un goût affirmé pour contacts humains, devant voyager régulièrement en France, pour visiter nos fidèles clients et assurer les relations techniques et commerciales à un haut niveau.

RÉSIDENCE VAL-DE-LOIRE

Adresser lettre manuscrite avec photo, C.V. et prétentions, n° T 02.078 M. RESGIB-PRESSES, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 43,00	La ligne T.C. 49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROR. COMM. CAPITALUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ARRONCES ENCADREES	Le m/m col. 27,45	T.D.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Directeur d'Usine

Diplômé Grande Ecole - Type A.M.
- un excellent gestionnaire de production -

Nous faisons partie d'un Groupe industriel français : C.A. 1 milliard.
Nous sommes leader en Europe sur nos marchés - Nous regroupons 12 usines (France et Marché Commun).

Nous recherchons un Ingénieur pour diriger notre usine de PLASTIQUES CELLULAIRES de Franche-Comté, 600 personnes, fabrication de grande série, impliquant la mise en œuvre de techniques très évolutives.

Rattaché au Directeur de Production - situé à l'échelon central - il sera assisté par des cadres compétents et une maîtrise efficace; il disposera de moyens de gestion modernes. Il aura une large autonomie.

Ces fonctions impliquent la pratique et le sens de la gestion, le souci constant de l'amélioration technique.

Elles conviennent à un ingénieur de type A.M. ayant une expérience d'au moins 5 ans de la gestion d'une unité de production de grande série.

L'expérience et la mise en œuvre de processus chimiques est souhaitable.

Voiture de fonction. Logement agréable.

Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo, sous référence 714538 à M. VEROET - Sète-CEGOS, 33 quai Gallieni 92132 SURSENES.



DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

RHONE ALPES
SAURER DIEDERICH S.A. (1300 personnes), filiale du groupe industriel suisse Saurer, est un des leaders mondiaux sur son marché : les métiers à tisser de haute qualité.

Collaborateur direct du Président, il anime les services : comptabilité-finances, prix de revient, organisation et informatique, soit un ensemble de 30 personnes : il est responsable de l'ensemble des questions comptables, financières, fiscales, ainsi que de l'administration générale.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 35 ans minimum, ayant une formation économique supérieure (type grandes écoles commerciales, option finances-comptabilité + DECS), il justifie d'une expérience industrielle de plusieurs années.

Connaissance de l'Allemand souhaitée.

Lieu de travail : Bourgoin - Jallieu (38).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 436 C, à

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris.

offres d'emploi

lotus

(C.A. total supérieur à 600 millions)
Département Robertsau - Collectivités
En très forte expansion, spécialisé dans la fourniture de produits à usage unique en ouate de cellulose adaptés au Collectivités, Hôtellerie, Industrie.

recherche pour POURSUIVRE SON DEVELOPPEMENT

Chef de produits CONFIRME

Niveau Sc. Eco. ESC ou format. d'Ingénieur, complétée par au moins 3 années d'expérience dans les produits de grande consommation.

(Expérience de la vente nécessaire).

LE CANDIDAT SERA :

- à la fois concepteur et réalisateur, pour assurer la responsabilité de son produit
- mise au point en liaison avec les services de fabrication et de développement industriel
- lancement des produits en fournissant des données exploitables par la Force de Vente.
- Homme de chiffres pour l'établissement des budgets et prévisions, et l'analyse des résultats.
- Homme de terrain, il a une clientèle propre qui lui permet de suivre concrètement l'évolution du marché et de connaître les problèmes de la Force de Vente. Il passe environ 50% de son temps en clientèle.
- C'est un poste de synthèse entre le marketing et la vente.

Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. Rob 6 à :

LOTUS ROBERTSAU
BEGHIN SAY
Groupe Kayersberg
Bureau de Psychologie Appliquée
26-32 r. Beaunou
75008 PARIS
Discrétion assurée

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION EST DE LA FRANCE

UN CONSEILLER D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Ses fonctions seront :
- recherche et accueil d'entreprises nouvelles
- assistance aux P.M.I. du département
- relations avec les collectivités locales et organismes professionnels.

Ce poste pourrait convenir à un candidat :

- d'âge minimum 25 ans
- de formation supérieure, commerciale, économique ou technique
- ayant impérativement un minimum de 3 ans d'expérience industrielle acquise si possible dans des fonctions de gestion
- ayant le goût du contact et des relations publiques.

Salaire : 70.000 F environ

Formation complémentaire assurée

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 645 à

CEFIAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

IMPORTANT FIRM FRANCAISE RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT PRODUITS INDUSTRIELS LARGE DIFFUSION MARQUE CONNUE

DIRECTEUR DES VENTES

DIRECTEMENT RATTACHE A LA DIRECTION GENERALE DU DEPARTEMENT

- il sera responsable du développement des différentes Sociétés du Groupe.
- mettra une équipe étendue de vendeurs et technico-commerciaux.
- il participera à l'élaboration de la politique et de la stratégie commerciale.

POSTE IMPORTANT ET PERSPECTIVE D'AVENIR POUR CANDIDAT DYNAMIQUE DISPOSANT :

- d'une formation supérieure commerciale ou Ingénieur.
- d'une expérience de 8 à 10 ans secteur produits industriels.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Résidence : grande ville région Rhône Alpes.

Rémunération : 100.000 +

Ecrire sous référence ZS 338 AM.

4, rue Massenet, 75016 Paris discrétion absolue



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION PAS DE CALAIS

UN CONSULTANT INDUSTRIEL

dont la mission sera :

- conseil individuel en gestion aux entreprises industrielles.
- participation à l'animation de groupe de travail et toutes actions contribuant à la promotion industrielle.

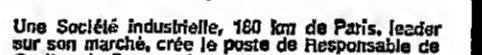
Ce poste conviendrait à un candidat ayant au moins 28 ans, de formation supérieure, ayant quelques années d'expérience industrielle et capable de s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire

Salaire 65.000 F + selon expérience

Formation complémentaire assurée

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous références 646 au

CEFIAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16



responsable personnel

Une Société Industrielle, 180 km de Paris, leader sur son marché, crée le poste de Responsable de Gestion de Personnel.

Mission : renforcer la structure actuelle de la Direction du Personnel dans les domaines : recrutement, gestion du plan de qualification, conception et animation d'actions de formation.

Profil : 30 ans minimum, expérience de 3 ans dans l'un de ces trois domaines.

Les personnes intéressées sont invitées à écrire sous référence R62 à

CORBIN S.A. CONSEILS EN ORGANISATION 57, rue du Temple, 75004 Paris

qui leur enverra le dépliant de ce poste.

importante sté interim TECHNICO-COMM

FEMME pour développement secteur paramédical.

Expérience et référ. exigées, voir saits de crédits Indigo.

EUROSUD, Marseille, 136 677, 2, rue Breteuil, 13001 Marseille.

JEUNE CHEF DE DEPARTEMENT

TECHNICO-COMMERCIAL

I.E.C.S. - E.S.C.

ou autodidacte de valeur 3 à 5 ans d'exp. de vente

ou d'organisation

technico-commerciale.

MISSION : Responsabilité globale ventes, développement, gestion d'une ligne de produits techniques

intéressé par le statutaire, le rôle, étude de marché permanente, animation et contrôle

d'une équipe de technico-commerciaux, contacts clients à niveau élevé (administration, grandes entreprises).

Déménagement 30 % du temps (jours de la C.E.E.)

Anglais courant, notions d'anglais industrielles.

Poste d'avenir stable. Logement facilité, régime touristique Sud Bas-Rhin.

Evolution

Adresser C.V. détaillé à SELETEC

Conseil en Recrutement 67099 STRASBOURG CEDEX sous réf. 714

GROUPES EXPERTS COMPTABLES

ch. pour bureaux secondaires

Régions 20 - 34

CHEF DE GROUPE N° 2

Expérience et dynamique

Membre de l'Ordre de référence 30 ans minimum.

Encadrement de Personnel. Contacts clients. Départ autour de 90.000 F suivant qualification.

Evolution dans le groupe.

Ecr. C.V. manuscrit et photo. (Ne pas téléphoner.)

CABINET GAINIER 2, bd Geney - 13009 MARSEILLE

Imp. Sté Rép. Nord Angoulême rech. pour son service achats :

- 1 cadre respons. du service format. A.M. et E.S.A. pour diriger service 10 personnes
- 1 chef section achats, post. assist. Cadre min. 5 ans de pratique dans poste similaire. Form. DUT.

Envoyer C.V. et prétentions à NAVAS Angoulême, n° 1198

LogAbax informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MIN-ORDINATEURS DE GESTION

recherche pour sa Direction Régionale de NANCY (secteur de STRASBOURG)

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

dans le vente d'ordinateurs de gestion

Adresser C.V. et prétentions sous référence 220 à

Direction de Personnel, -77, avenue Aristide-Briand, 94110 ARCUVIEL.



DIDIER SPIC Filiale d'un Groupe d'importance internationale

Fabricant de produits rétractaires recherche pour LONGWY

DIRECTEUR D'USINE

35 ans minimum.

INGÉNIEUR SEVRES, A.M., ...

ayant expérience de la direction d'une unité de production (environ 150 personnes) et possible dans l'industrie chimique

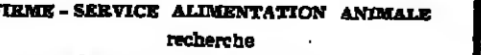
Et devra d'une connaissance des problèmes techniques de fabrication, d'entretien et de sécurité, ce Directeur devra avoir une bonne pratique de gestion industrielle et des relations humaines.

Il bénéficiera de toute l'assistance souhaitable de la part de la direction technique du groupe.

Connaissances de base de l'allemand indispensables.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2343 à

CORT 65, avenue Kléber, 75119 PARIS. Discrétion assurée.



FIRME - SERVICE ALIMENTATION ANIMALE

recherche

INGÉNIEUR AGRONOME

(ou formation équivalente) ayant et possible, expérience ostrition animale et techniques d'élevage.

Ecrire à CERNA, B.P. 10, 37610 BOMBLAY-SUB-ANDELLE.

CHEF DE FABRICATION Industrie Chimique

Une Importante Société fabricant des spécialités chimiques industrielles recherche pour son usine située à 100 km à l'ouest de Paris

ingénieur expérimenté

diplômé d'une Grande Ecole (Chimie, Mécanique ou équivalent) pour occuper la Direction de l'établissement dans ses fonctions de gestion et de contrôle des fabrications. Une première expérience de 5 années dans une unité de production est indispensable.

Evolution de carrière prévue à court terme. Connaissances de l'anglais très appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 583 M à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE Conseil en Gestion de Personnel 42, rue Legendre - 75017 PARIS

ORGANISME DE FORMATION recherche

son RESPONSABLE PEDAGOG. RÉGION.

IL SERA CHARGÉ :

- de la formation et l'animation des formateurs ;
- de l'élaboration des programmes ;
- du suivi des actions.

- 32 ans minimum.

- FORMATION : français langues étrangères ;

- expérience confirmée enseignement et responsabilité FRANCE et ÉTRANGER.

IMPLANTATION A BEAUVAIS DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS

Ecrire avec C.V., photo, rémunération souhaitée à : IRAP, 48, rue de Lazny, 93100 MONTREUIL.

La Société Française des Téléphones ERICSSON

INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN et/ou INFORMATI- CIEN quelques années d'expérience ont fait de vous un vendeur ériéee particulièrement dynamique (anglais), qui recherche maintenant la société qui lui permettra effectivement de monter ce qu'il sait faire. Nous vous offrons cette opportunité en tant que

Ingénieur Export

références 811/M dans notre division communication publique.

Si vous êtes par contre un INGENIEUR DEBU- YANT, diplômé O.M., que son encadrement dynamise, nous sommes intéressés à ce que vous essayiez de trouver un emploi faisant appel à ses qualités d'organisateur et de meneur d'hommes. tout en se chargeant pas le support technique nous pourrions vous confier des responsabilités d'

Ingénieurs Électroniciens sur chantiers

pour l'installation de centraux téléphoniques électroniques en métropole (déplacement de longue durée). Enfin, si vous êtes JEUNE DIPLOME DE FORMATION ELECTRONICIEEN avec des connaissances en informatique, attiré par les contacts et valeurs motivés pour la pédagogie, notre service formation a besoin de vous comme

Ingénieur formation ou Techniciens

Animateurs de formation

références 785/M

D.U.T. électronique, automatique, ...

Ex. av. C.V. et prêt en précis. la réf. du poste à ERICSSON, Direction du Personnel, 146, bd de Valmy - 92107 COLOMBES CEDEX.

rousseau-claf

recherche pour sa filiale spécialisée dans la collecte d'organes à usage thérapeutique

Secrétaire Général

Sous l'autorité immédiate du Président Directeur Général, il secondera celui-ci dans toutes ses activités et plus particulièrement dans les domaines COMPTABLE, ADMINI- STRATIF et COMMERCIAL.

De formation supérieure, dynamique, ce cadre (mi-35 ans) devra régulièrement être en mesure de corréler l'ensemble des problèmes d'une entreprise moyenne.

La connaissance du milieu pharmaceutique est souhaitée.

A terme, il sera appelé à de fréquents voyages à l'étranger.

Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable allemand et/ou espagnol appréciés.

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION intéressantes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à réf. 4332/F

MINET Publicité - 40 rue Divrier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra) a.s.p.

offres d'emploi

Jeune Ingénieur

ECF, ENSAE, ENSTEN

modélisation - simulation - génération et électronique - mise au point - formation - assistance technique - services - coordination

BERNARD KRIEF CONSU 1, Rue Danton 75002 Paris

ALLIANZ ASSURANCE

recherche pour son Bureau TECHNIQUE

JEUNES TECHNICIENS EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE OU INFORMATIQUE

Vous assurer la fonction de Coordinateur des Activités Techniques et Méthodes Organisationnelles

Étudier et mettre au point les procédures administratives et techniques de la branche d'assurance

DUT ou équivalent, avec expérience dans la fonction de la branche d'assurance

Adresser C.V. et photo détaillé, photo et prétentions à ALLIANZ Service du Recrutement, B.P. 34 - 92001 NEUILLY SUR SEINE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

	Le mètre ml.	T.G.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Jeunes ingénieurs

ECP, ENSAE, ENST, ESE, ENSERG, ENSEEIHT, A & M...

Nous avons de nombreux postes à pourvoir au sein de la DIVISION SIMULATEURS ET SYSTEMES ELECTRONIQUES dans les domaines suivants :

- modélisation - informatique ● électronique - automatique
- électromécanique - optomécanique
- * coordination technique

simulation temps réel

Analyse et modélisation de systèmes complexes dans des domaines tels que : aéronautique, défense sous marine, centrales thermiques et nucléaires, processus chimiques... Chacun de ces postes comprend l'intégration du logiciel au matériel correspondant. (Réf. IC 78.2-M)

génération et présentation d'images

Développement de nouveaux dispositifs impliquant en particulier la connaissance des techniques T.V. (Réf. IC 78.3-M)

électronique analogique et numérique

Etude et mise au point de coupleurs à des ordinateurs, interfaces divers. (Réf. IC 78.4-M)

mise au point

Mise au point de simulateurs et d'équipements faisant appel à des techniques variées. Importance prédominante de l'électronique. (Réf. IC 78.5-M)

formation

Formation théorique et pratique du client, en nos locaux, lui permettant d'assurer le bon fonctionnement de nos simulateurs. La pratique de l'anglais parlé est exigée. (Réf. IC 78.6-M)

assistance technique

Assistance technique à nos clients pour la maintenance et la mise en œuvre de simulateurs sur le site d'exploitation. La pratique de l'anglais parlé est exigée. (Réf. IC 78.7-M)

électromécanique - optomécanique - asservissements

Conception et mise au point de dispositifs mécaniques, électromécaniques, électrohydrauliques, optomécaniques. (Réf. IC 78.8-M)

coordination technique

Préparation de propositions techniques et de devis. Coordination d'études et réalisations dans des domaines variés. Conduite de projet. Relations techniques avec le client. (Réf. IC 78.9-M)

Connaissances de l'ANGLAIS ou de l'ALLEMAND lu nécessaires.

Lieux de travail : des postes sont à pourvoir à TRAPPES - banlieue Ouest Parisienne ou CERGY - banlieue Nord Ouest Parisienne - desservis assurés par lignes SNCF.

Adresser C.V. et photo en précisant la référence au Service du Personnel - L.M.T. Division Simulateurs et Systèmes Electroniques - B.P. 116 - 78192 Trappes Cedex.

L.M.T.

INGENIEURS MECANICIENS

Réf. 7820

Diplômés Arts et Métiers, INSA, ENST ou équivalent et ayant acquis de préférence une expérience de l'industrie. Cet ingénieur viendra renforcer l'équipe dirigeant la fabrication.

Responsable dans un premier temps d'une équipe de préparateurs et de techniciens, qu'il devra animer et gérer, il aura à définir la technologie et les moyens de production nécessaires à certaines fabrications. Dans ce cadre, il assumera auprès des ateliers, des fonctions de conseil et d'animation, et entretiendra, avec l'ensemble des départements d'Etudes et de Productions Schlumberger, une collaboration étroite.

Sa créativité et son potentiel d'évolution, alliés à la connaissance qu'il aura ainsi acquise de l'entreprise, doivent nous permettre d'élargir rapidement ses responsabilités aux Méthodes ou au Développement.

Nous attendons donc des candidats un réel intérêt pour les problèmes de fabrication, un dynamisme et une facilité à entretenir de bonnes relations avec leur environnement professionnel.

Réf. 7821

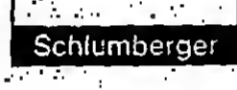
Diplômé d'une Grande Ecole exclusivement, ce collaborateur sera intégré dans une équipe pluridisciplinaire. Il sera responsable de la partie mécanique de projets faisant appel à des techniques variées.

L'intérêt qu'il porte à la conception et la réalisation de nouveaux outils, les connaissances dont il dispose des systèmes hydrauliques et asservis, sont autant d'atouts lui permettant d'évoluer dans l'entreprise vers des responsabilités de direction de projets, et par la suite dans le groupe Schlumberger.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un cv détaillé, et sous la référence du poste concerné, à : ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

25, rue de la Cavée 92142 CLAMART CEDEX



SPERRY UNIVAC

2ème Constructeur mondial d'ordinateurs recherche pour son activité MINI INFORMATIQUE

ingénieurs technico-commerciaux

ayant le profil suivant :

- * Orientés à SYSTEMES
- * 3 à 4 ans d'expérience soit chez un constructeur, soit chez un grand utilisateur sur les matériels tels que :
 - Mitra 325
 - DEC 11/34
 - Data General Eclipse ou Nova 3

* Une bonne connaissance de l'Anglais.

Les missions qui leur seront confiées consisteront à assurer la formation et l'assistance en clientèle.

Nous offrons pour des candidats de valeur, de réelles possibilités d'évolution de carrière dans un secteur et une entreprise en pleine expansion.

Envoyer C.V. détaillé à M. le Directeur du Personnel, SPERRY UNIVAC - 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX en précisant la référence M 13. (Réponse et discrétion assurées).

NORD-FRANCE

Entreprise Générale et Constructions en Béton Armé - réalisant industriellement des ouvrages non répétés, recherche un

Directeur de Travaux

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent AYANT L'ETOFFE D'UN FUTUR DIRECTEUR DE FILIALE

Dans le cadre de la politique définie au niveau du Groupe, il devra progressivement prendre en charge la réalisation complète de chantiers de tailles très différentes.

Disposant d'une large autonomie, il bénéficiera de l'appui d'une excellente organisation, de méthodes industrielles et d'une gestion rigoureuse.

Véritable manager, il devra assurer la rentabilité des importants moyens mis à sa disposition.

Ce poste convient à un homme d'équilibre personnel, ayant réussi dans la conduite de chantiers importants. Rémunération élevée pour candidat de valeur. Lieu de travail : Paris.



Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée, sous référence 73431/M à Mme CLERE, 544-CEGOS, 33, quai Gallieni 92132 SURESNES.

directeur de la distribution

FLAMMARION recherche un ingénieur de formation Arts et Métiers ou équivalent capable de diriger une unité de 200 personnes. Ses responsabilités opérationnelles concerneront la gestion des stocks ; le traitement des commandes, les expéditions, la logistique. Il assurera l'harmonisation des procédures au plan technique et administratif. Pour réussir, le candidat doit posséder au moins cinq ans d'expérience à un poste de responsable de la distribution et être désireux de s'intégrer au sein d'une équipe jeune.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1031/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par,

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, Rue Danton 75283 Paris Cedex 06

CHEF DE PRODUIT FRANCE - ETRANGER

Une entreprise française de taille internationale leader dans la fabrication de demi-produits métallurgiques, recherche la responsabilité d'un département commercialisant des matériels de contacts. Directement rattaché à la Direction Commerciale, il est chargé de participer à la définition des objectifs à long terme, de contrôler et de gérer les principaux clients, d'animer l'équipe de vendeurs et est responsable de l'administration des ventes jusqu'à la facturation.

Agé d'au moins 35 ans, il possède une expérience commerciale réelle acquise au sein d'une entreprise importante. Une formation supérieure en Electrotechnique, la pratique de l'Anglais et de l'Allemand sont indispensables.

Ce poste situé à Paris, nécessite des déplacements de courts durées en France et à l'Étranger.

Adresser dossier complet (C.V., photo et prétentions) sous référence C.P. à Monsieur VALADE 149, rue Saint-Honoré - 75001 Paris - (Mentionner sous double enveloppe le nom des sociétés auxquelles votre offre ne doit pas être transmise).

ALLIANZ ASSURANCES

recherche pour ses Branches TECHNIQUES

JEUNES TECHNICIENS EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE OU INFORMATIQUE

pour assurer la fonction de Correspondant auprès des Services Informatiques et Méthodes/Organisation.

MISSION : maîtrise des procédures administratives et informatiques, analyse des besoins, élaboration, mise en place, contrôle et maintenance du système.

PROFIL : D.I.T. ou équivalent, avec expérience dans le domaine concerné. Connaissance de la langue allemande appréciée.

Ecrire avec curr. vitae détaillé, photo et présentations annuelles brutes à : ALLIANZ, Service du Personnel, B.P. 24 - 75761 PARIS CEDEX 16.

IMPTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE MACHINISME AGRICOLE

recherche pour son

SERVICE FORMATION

IMPLANTÉ RÉGION PARISIENNE

ANIMATEUR

35 ans minimum.

Avant suivi une formation aux phénomènes de « Relations Humaines » et « Communication ». Expérience de la formation des vendeurs appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 46174, CONTEXTE Publ. 29, av. de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

NORD-FRANCE

Entreprise Générale et Constructions en Béton Armé - réalisant industriellement des ouvrages non répétés, recherche un

Directeur de Travaux

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent AYANT L'ETOFFE D'UN FUTUR DIRECTEUR DE FILIALE

Dans le cadre de la politique définie au niveau du Groupe, il devra progressivement prendre en charge la réalisation complète de chantiers de tailles très différentes.

Disposant d'une large autonomie, il bénéficiera de l'appui d'une excellente organisation, de méthodes industrielles et d'une gestion rigoureuse.

Véritable manager, il devra assurer la rentabilité des importants moyens mis à sa disposition.

Ce poste convient à un homme d'équilibre personnel, ayant réussi dans la conduite de chantiers importants. Rémunération élevée pour candidat de valeur. Lieu de travail : Paris.

Séle CEGOS

Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée, sous référence 73431/M à Mme CLERE, 544-CEGOS, 33, quai Gallieni 92132 SURESNES.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE SPECIALISEE EN ELECTRONIQUE DE POINTE
recherche pour son CENTRE D'ETUDES situe en banlieue Sud :

INGENIEUR DEBUTANT grande école

développement LOGICIEL temps réel sur MICROPROCESSEURS 8080, pour automatismes divers.
Dynamisme et méthode seront appréciés.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous No 48997, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmet.

C.E.R.I.A.
Centre d'étude et réalisation en Informatique appliquée - Société coopérative de production recherche

- INGENIEURS D'ETUDES
- ANALYSTES REALISATEURS

pour réalisation de systèmes de gestion.
Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à C.E.R.I.A., 25, rue Vergniaud, 75013 Paris.

offres d'emploi

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES NOUVEAUX
110 rue de Sèvres 75015 Paris

POUR IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION DE GRANDS ENSEMBLES ELECTROMECANIQUE

Ingénieur d'Affaires

85/110.000 F an

38 ans min., c'est un ingénieur diplômé qui dispose d'au moins 2 à 5 ans d'expérience acquise soit comme responsable d'affaires, soit en bureau d'études ou de réalisations. Anglais nécessaire. Sérieuse évolution possible.
Siège Banlieue Parisienne. réf 574

POUR GRANDE ENTREPRISE DE TRAVAUX D'ELECTRICITE INDUSTRIELLE

Ingénieur d'Affaires

90/100.000 F an

38 ans min., c'est un ingénieur diplômé qui dispose d'au moins 5 années d'expérience en travaux d'installations électriques industrielles et automatisées (techniques avancées). Il aura l'entière responsabilité d'affaires tant en France qu'à l'étranger.
Siège Banlieue Parisienne. réf 575

Envoyer CV en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser
Les consultants du GFC vous garantiront une réponse et une direction absolue
Prise de préférence le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler

offres d'emploi

POUR IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE SECTEUR AUTOMOBILE

Directeur Commercial

150/200.000 F an

35 ans min., il dispose d'une solide expérience commerciale acquise dans l'un des secteurs industriels : automobile, carrosserie, métallurgie.
Il aura entièrement la charge :
- de l'élaboration de la politique commerciale et de sa mise en œuvre
- de l'animation et de la gestion d'une équipe
- des négociations à haut niveau avec les grands constructeurs.
Siège Province Ouest (éventuellement Paris) réf 573

POUR GRANDE ENTREPRISE DE TRAVAUX D'ELECTRICITE INDUSTRIELLE

Ingénieur d'Affaires

90/100.000 F an

38 ans min., c'est un ingénieur diplômé qui dispose d'au moins 5 années d'expérience en travaux d'installations électriques industrielles et automatisées (techniques avancées). Il aura l'entière responsabilité d'affaires tant en France qu'à l'étranger.
Siège Banlieue Parisienne. réf 575

Envoyer CV en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser
Les consultants du GFC vous garantiront une réponse et une direction absolue
Prise de préférence le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler

offres d'emploi

TRES IMPORTANTE SOCIETE recherche

INSPECTEURS PIECES DE RECHANGE

Leur mission sera de visiter les concessionnaires français pour les CONSEILLER, les ASSISTER dans la gestion, l'organisation, les ventes et la politique de leur département « Pièces de rechange ».

Ces postes sont basés en province ou à Paris. Ils conviennent à des CADRES :

- Agés de 30 ans au moins ;
- ayant une formation supérieure : Bachelier de Commerce ou de Gestion ;
- aimant les déplacements (2/3 du temps) ;
- une bonne connaissance de l'ANGLAIS pourra aider à un développement de carrière.

Large possibilités d'évolution dans un GROUPE MULTINATIONAL.

Env. candidatures s/n° 731548 M à BROCHE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour son siège banlieue Nord Paris

ADJOINT DIRECTION COMMERCIALE

Poste à grande initiative. Qualités humaines, sens du travail en équipe et des responsabilités sont indispensables.
Formation technique avec solide expérience commerciale. Cette fonction exercera à mi-temps sédentaire (suite administratif et commercial, relations usines) et à mi-temps auprès des clients sur toute la France.
Env. C.V., photo et prétentions s/n° 1.926 à INTER P.A., B.P. 508, 75088 Paris, Cedex 02, qui tr.

NORD-FRANCE
Entreprise Générale et Constructions en Béton Armé - réalisant industriellement des ouvrages non répétitifs - recherche :

6 Directeurs de Travaux

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent

2 POSTES POUR LA REGION NORD Réf. 73432/M
4 POSTES POUR LA REGION PARISIENNE Réf. 73433/M
avec éventualité de missions Outre-Mer

Ils se verront confier la responsabilité globale d'un ou plusieurs chantiers importants.
Bénéficiant de l'appui d'une très bonne organisation, de méthodes industrielles et d'une gestion rigoureuse, ils devront :
- optimiser les importants moyens mis à leur disposition dans le cadre de budgets définis,
- initier et entraîner l'ensemble de leur personnel aux méthodes du Groupe.
Ces postes largement évolutifs conviennent à des hommes de bon potentiel, aimant l'autonomie, bons gestionnaires, bons organisateurs, ayant l'expérience de la conduite de chantiers - formation Grande Ecole, ou équivalent.
Rémunération élevée.

sele CEGOS Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée, sous référence choisie, à Mme CLERE, Sele-CEGOS, 33 quai Gallieni 92158 SURESNES.

Chef du Service Formation

Un poste disponible pour la filiale française d'un constructeur mondial de premier plan.
Il conviendra à un homme d'expérience, gestionnaire et animateur, ayant une formation supérieure et si possible la pratique de la fonction formation.
L'activité consistera à :
- évaluer et analyser les besoins d'un personnel de plus de 3000 personnes.
- établir les programmes correspondants dans le cadre d'un budget formation de 2 millions 6.
- organiser les stages, avec les collaborateurs du service et des concours extérieurs.
- examiner personnellement certains stages au niveau direction.
- gérer l'administration du service avec assistance de l'informatique.
La pratique courante de l'anglais est indispensable.
Nombreuses possibilités d'échanges sur le plan international (cours inédits, rencontres avec homologues européens et américains...). Possibilité de plan de carrière élargi.
Salaires de début envisagés à 110000/an avec avantages sociaux divers.
Envoyer lettre manuscrite, CV et photo au
Cabinet Jean Tinar
(Réf. G 1027) 12 rue Victor Massé 75009 PARIS

80

de l'enseignement supérieur commercial.

80 jeunes diplômés sur qui nous misons à fond. Témoins, nos actions étudiants-entreprises et notre centre de formation, à Cergy-Pontoise ? Parce que négocier avec des chefs d'entreprise nécessite une formation générale de haut niveau. Ensuite, parce qu'il faut être diplômé de l'enseignement supérieur pour intégrer les applications informatiques/gestion et devenir un spécialiste. Enfin, parce qu'il faut connaître la vente et les hommes, avant d'en devenir leur manager.
Vous ne le savez plus, mais toute carrière commerciale réussie passe par une solide expérience du terrain.
Vous hésitez ?
Nous sommes le n°2 mondial de l'informatique. En très forte expansion, nous créons de nouveaux postes, à Paris et en Province.
Nous confions les responsabilités par promotion interne, exclusivement. Les responsabilités ? Vente, formation, marketing.
Voilà pourquoi nous investissons tout particulièrement sur les jeunes. Alors si vous êtes ambitieux, soyez du nombre.
Envoyer lettre, C.V., photo à :
S.A. Burroughs, Direction du personnel
230-242, Avenue Laurent-Coty
92231 Gennevilliers Cedex. **Burroughs**

Banque Populaire chef de projet

Nous sommes le conseil informatique interne de 37 banques (Paris 17). Les applications que nous concevons et réalisons intéressent 29 centres informatiques équipés souvent d'IBM mais aussi d'HS, de CIL... Notre souci majeur est la portabilité surtout quand nous mettons en œuvre du télétraitement ou des bases de données.
Vous avez une formation scientifique (ingénieur ou universitaire), une bonne culture bancaire, pourquoi pas, dans une SSCI et la dimension d'un chef de projet. Enfin, vous n'hésitez pas à mettre le moi à la pâte. Sachez que ce poste suppose de fréquents mais courts déplacements. Alors, êtes-vous des nôtres ?
Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3328 LM.

responsable des relations avec une clientèle institutionnelle internationale

Une grande banque d'affaires de stature européenne (siège à Paris) cherche un responsable des relations avec la clientèle institutionnelle (Suisse et Allemagne en particulier). Ce responsable crée et développe une clientèle de banques et de compagnies d'assurances, qu'il conseille en investissements bancaires et dont il suit les opérations au jour le jour.
Diplômé de l'enseignement supérieur (Sup. de Co., Sciences Eco...), il a aujourd'hui cinq ans d'expérience bancaire dont trois, par exemple, comme analyste financier ou gérant de fortune.
De tempérament commercial, il souhaite faire ses preuves sur un marché très concurrentiel. Il peut travailler en allemand (et, s'il parle aussi anglais, tant mieux !). Il passe quatre ou cinq jours par mois en déplacement.
Ecrire à J.-E. LEYMARIE, réf. 3322 LM.

directeur d'usine mécano-soudure

Notre usine située à 15 km de Roanne (Loire) fabrique des biens d'équipement pour le bâtiment.
Le directeur d'usine que nous cherchons dépend d'un directeur de produits. Il est chargé de l'animation de l'usine avec l'appui de services techniques largement décentralisés (Méthodes, Ordonnement, BE, Achats, Contrôle, service Personnel). Il gère le budget de son unité et intervient personnellement dans l'amélioration des techniques de fabrication, des prix de revient... C'est un ingénieur de formation type AM ayant impérativement dirigé une usine de mécano-soudure de 200 salariés au minimum.
Ecrire à Mme G. DILL, réf. 426 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

IMPT GROUPE DE PRESSE ET D'EDITIONS recherche un

RESPONSABLE PROMOTION ABONNEMENTS

Il sera chargé d'établir les plans de promotion des revues du groupe, d'en assurer l'exécution et le contrôle.
Il devra être à même de faire travailler des concepteurs extérieurs et de concevoir lui-même le matériel simple de promotion.
La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà deux ou trois ans d'expérience de la vente par correspondance et, si possible, de la presse ou de l'édition.
Lieu de travail à Paris.
Env. curriculum vitae et prétentions à S.F.M., Madame Pascal - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

CENTRE INFORMATIQUE Sud de Paris recherche

CHEFS DE PROJETS CONFIRMES

PROGRAM. ANALYSTES CONFIRMES

- Formation supérieure appréciée ;
- Expérience approfondie de la programmation :
- matériels : I.B.M. 370/135 ;
- logiciels : DOS/V.S., POWER ;
- langages : COBOL, A.N.S. et/ou ASSEMBLEUR ;
- méthodes : WARNIER, CORIG, COBOL structuré ;
- capacité de conception et de direction de projets P.M.E. ;
- qualités d'ordre et de méthode, aptitude aux relations humaines ;
- conscience comptabilité, paie, facturation, gestion des stocks ;
- débutants s'abstenir.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 4338/F à : A.M.P., 40 r. Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui tr.

ECA AUTOMATION
Société de Services et Conseils en Informatique

recherche pour faire face à son expansion continue

un ingénieur informaticien haut niveau

Expérience : 4 à 5 ans. Réf. : 01 LM
Domaines : réseaux, télétraitement, commutation, pour assister chef d'activité ;
- contacts clients ; - études et devis ; - coordination projets ;

des ingénieurs adjoints de projet

Expérience : 3 à 4 ans. Réf. : 02 LM
Domaines : systèmes temps réel ;
- logiciel de base ;
- télétraitement.

des ingénieurs débutants

Origine : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise... Réf. : 03 LM
Domaines : systèmes temps réel (dont un poste à pourvoir à notre agence de Rennes)
- logiciel de base ;
- réseaux, télétraitement, commutation, banque de données (SOCRATE).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à : ECA AUTOMATION, Service du Personnel, 315 Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

ETENDRE A LA FIN DE NOTRE PETIT OUV...

ANALYSE ASSISTANCE TECHNIQUE

CHEF DE PERSONNEL

COMMENCER VOS CARRIERES AU SERVICE DES P.M.

DIRECTEUR DE PRODUIT Région Parisienne

مركزنا من الامم

سكز ان الاجل

	La ligne	La ligne T.O.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.O.
ANNONCES ENCADRES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE
offres d'emploi

ETENDRE A LA FRANCE LE SUCCES DE NOTRE PETIT ORDINATEUR DE GESTION

Pour répondre aux besoins croissants des petites et moyennes entreprises, nous avons conçu un petit ordinateur de gestion. Complet, puissant, polyvalent, simple d'utilisation, il offre un équipement à des logiciels ayant fait leurs preuves dans d'autres pays. A partir d'études du marché français, nous avons élaboré un ensemble de programmes d'application de gestion adaptés aux besoins des PME.

Notes les commerciaux prochainement. Depuis le début de l'année, nous mettons en place des équipes autonomes de vente et conseil technique. Pour les compléter, nous proposons à nouveau des postes de :

ANALYSES ASSISTANCE TECHNIQUE

Dans les régions de Paris - Lille - Lyon, en relation fonctionnelle avec les commerciaux, vous serez chargé, en tant que conseil auprès des clients, de :

- développer les utilisations en fonction des besoins spécifiques de l'entreprise-cliente ;
- mettre en œuvre le logiciel et l'installation complète du système ;
- former le personnel utilisateur.

Ces postes conviendront à des analystes ayant une formation I.U.T. ou équivalente complétée par une expérience indispensable des applications de gestion, chez un constructeur dans une société de services en informatique ou en entreprise. La connaissance du RPG II est souhaitée.

Nous garantissons une rémunération élevée, indemnité de voyage, avantages sociaux importants et assurances une formation complète : le marché, le produit, les applications.

Promotions internes importantes liées à la création d'une division.

Veuillez écrire, en précisant le poste souhaité, à Richard Bénard - GROUPE BEC CONSEIL - 37, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS.

Il sera répondu à toutes les candidatures avant le 15 mars 1978. Celles-ci seront traitées avec la plus grande discrétion.

ANALYSTE CONTROLE DE PRODUCTION

Il s'agit des 5 chefs d'équipe pour :

- la formation des analystes et des commerciaux dans le contrôle de production ;
- les études et la mise en place des applications de contrôle de production ;
- la promotion en agence des applications de gestion.

Ce poste conviendrait à une analyse ayant une formation I.U.T. et une expérience d'environ 5 ans dans la mise en place de contrôle de production.

HAVAS CONTACT

CHEF DE PERSONNEL

PARIS 160 000 - 180 000 F

Chez nous... c'est une fonction primordiale, mais c'est surtout un état d'esprit... vous l'avez toujours démontré au cours de votre expérience.

Vous pensez qu'une solide base juridique n'est qu'un des aspects du poste. Passionné par le développement des techniques avancées de gestion de personnel, homme de contact, habile à faire passer ses idées en français comme en anglais, vous êtes un négociateur avisé.

Vous avez un certain nombre de réalisations et de succès à votre actif ; nous aimerions les connaître.

Pour vos qualités de manager, nous vous offrirons une rémunération à la mesure de votre talent.

Enfin, nous mettons tout en œuvre pour vous faciliter votre intégration et vous permettre de prendre vos fonctions dans les meilleures conditions de réussite dans un groupe multinational de réputation mondiale.

Si vous partagez notre conception de la fonction, adressez votre C.V., votre photo et votre rémunération actuelle sous référence 7766 MI à Claude VITET, 30, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS.

INGENIEUR CONFIRME

Société Engineering à champ d'action International recherche pour la région Parisienne :

formation CENTRALE, Arts et Métiers, ECAM... expériences de plusieurs années en bureau des méthodes et en fabrication... négociation et gestion des contrats... participation aux études et à l'action commerciale... responsabilité du progrès technique, dans une ou plusieurs spécialités.

La capacité à travailler en une langue étrangère est indispensable (de préférence Anglais, Russe ou Espagnol) et la pratique des Etudes diagnostiques sur atelier de production et productivité de la main d'œuvre est nécessaire.

Les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé avec photo et prétentions s/réf. I.C. à : P. LICHOU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02, qui transmettra.

CHEF DE PERSONNEL

Nous sommes une filiale d'un constructeur d'ordinateurs, nous recherchons pour PARIS un jeune homme, 26 ans minimum, qui, ayant une formation ou une petite expérience le préparant à assumer progressivement la fonction de CHEF DE PERSONNEL, serait, en tant qu'homme de terrain, prêt à assumer des tâches administratives pour quelques semaines, des responsabilités totales.

L'anglais serait souhaité.

La rémunération de départ serait de 75000 Francs.

Adressez votre C.V., photo et salaire actuel à Claude VITET, sous référence 7765 MI, 30 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS.

automation & électricité industrielle

A.E.I. est une société jeune et en pleine expansion, connue pour la qualité de ses services. Notre objectif est de doubler notre chiffre d'affaires.

Pour ce faire, nous recherchons un :

ingénieur commercial

ARTS et MÉTIERS ou équivalent, qui, en liaison directe avec le P.D.G. sera responsable de la prospection et de l'étude des besoins spécifiques ainsi que du suivi des réalisations.

Une expérience réussie des techniques d'automatismes et de la vente d'équipements industriels est indispensable. Anglais parlé. Voiture éventuellement fournie. Déplacements fréquents en France. Salaire élevé en fonction des résultats. Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. 4507 à S.O.D.A.M.E. Département Efficience Humaine Gestion - Organisation - Formation 3, rue Lamandé - 75017 PARIS

commencer votre carrière au service des PME.

Actuellement en France, bien des dirigeants de PME, et bien des artisans, commerçants ou membres de professions libérales pensent que l'auto-financement est la meilleure solution à leur problème d'équipement. Et la moindre conjoncture défavorable met en péril leur trésorerie.

Faire connaître les différentes formules de financement d'un équipement à un chef d'entreprise, à un artisan ou à un commerçant, puis lui proposer celle qui donnera le plus de souplesse à son développement, c'est ce que vous offre l'UFB-LOCABAIL, la banque de l'équipement.

C'est un enjeu passionnant qui vous fera connaître à fond une région de France et ses hommes les plus entrepreneurs, ceux qui créent les richesses.

Aux jeunes qui désirent réussir, notre Société propose une solide formation. D'abord une spécialisation aux techniques de crédit et de leasing. Ensuite une formation sur le terrain aux contacts avec les Chefs d'Entreprise, les vendeurs de biens d'équipement, et avec les autres rouages de l'économie.

Un niveau BAC+2, 2 années d'études (commerciales, comptables ou juridiques) ou 2 années d'expérience, notamment dans la vente, nous semble une base nécessaire, mais suffisante, pour réussir dans cette fonction.

Si vous êtes intéressé par ce poste, vous pouvez adresser votre candidature au siège de notre Groupe sous référence 4444 à Madame FLEURENT-OLIDIER - Service Orientation Recrutement - Compagnie Bancaire - 25, av. Kléber - 75116 Paris

UFB LOCABAIL

ETABLISSEMENT FINANCIER de dimension internationale recherche pour son siège à Paris, deux auditeurs internes

Chargé, au sein d'une équipe en voie de constitution, de réaliser des missions d'audit en FRANCE auprès de la maison-mère et de ses filiales, sur le plan comptable, opérationnel et informatique.

Les hommes recherchés, âgés de au moins 25 ans sont diplômés d'une Grande Ecole de Commerce ou Experts Comptables, et ont une expérience d'au moins 3 ans d'audit ou de contrôle interne.

Les deux postes nécessitent une spécialisation particulière :

- l'un en matière de comptabilité,
- l'autre en matière d'informatique.

Envoyer C.V. + photo + prétentions de salaire à :

CARRIERES SERVICES 10 Rue de la Paix 75002 Paris

SMITHKLINE

Groupe International représenté par les Laboratoires GREMY LONGUET et SMITH KLINE & FRENCH développe ses échanges avec le Corps Médical par la création d'un CENTRE D'INFORMATION qu'il désire confier à un

MEDECIN responsable de l'information médicale

MISSION : rattaché au Directeur Médical, ce médecin travaillera et gèrera un Service de consultation et diffusant toutes les informations relatives aux produits du Groupe et nécessaires à leur parfaite connaissance.

PROFIL : expérience des méthodes modernes de documentation... écrit créatif et ouvert aux problèmes de communication... bonne pratique de l'Anglais... titre hospitalier souhaité.

Envoyer à SMITHKLINE, Direction du Personnel, 107, rue de la Harpe, 75005 PARIS, Discretion assurée.

INGENIEUR DE RECHERCHE

SUD EST PARIS 90.000 +

Un important groupe industriel français recherche pour l'un de ses départements un INGENIEUR DE RECHERCHE, pour le développement d'un produit grand public en pleine expansion, intégré dans le marché des loisirs.

Le candidat retenu aura 25 ans minimum, deux à trois années d'expérience industrielle dans une fonction de recherche-développement.

Imaginatif, créatif, aimant le travail en équipe, il aura une formation grande Ecole, complète et possible par une spécialisation en physique ou mécanique. Il connaît l'anglais.

Adressez C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 7764 MI à Josée DUJOUR, Cabinet CLAUDE VITET, 30, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS.

DIRECTEUR DE PRODUCTION Région Parisienne Est

La Société est spécialisée dans le second-œuvre du bâtiment (matériaux à base de liants hydrauliques ou d'origine synthétique). En croissance rapide et régulière depuis plusieurs années, elle occupe sur ses marchés une position de premier plan et réalise un C.A. supérieur à 200 millions.

Le Directeur de Production est responsable des fabrications de mortiers industriels réalisés par une dizaine de centres répartis sur le territoire. Il assure en liaison avec les chefs d'établissement, l'élaboration, le suivi et le contrôle de la répartition des fabrications, des travaux de gros entretien, de la formation et de l'information technique. Il est l'interlocuteur privilégié du Directeur de l'Équipement pour les investissements (deux nouveaux centres à prévoir, transformation des centres existants). A moyen terme, il aura également la charge des opérations de logistique (stocks, transports).

Ce poste est donc celui d'un ingénieur grande école (Centrale, Mines, A.M. ...) ayant déjà vécu plusieurs années d'expérience en fabrication. Des connaissances dans le domaine des charges, grammats seraient appréciées mais ne sont pas indispensables.

C'est avant tout un animateur et un organisateur qui ces fonctions requièrent.

(Basé en banlieue Est, le poste comporte des déplacements fréquents et courts).

Les Ingénieurs intéressés sont invités à adresser leur dossier sous référence PS 206/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 Paris.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Vous êtes ou vous aspirez à être Analyste-Programmeur expérimenté en Bases de Données et/ou télétraitement.

Société Industrielle très importante, nous développons un projet de 50 années/hommes qui sera suivi par d'autres projets aussi ambitieux, orientés vers une informatique de pointe.

Nous aurons bientôt 60 terminaux connectés sur le 148 actuellement installé.

Vous avez un niveau MIAR ou DUT, une expérience OS-VS sur IBM et vous souhaitez accroître vos compétences. Nous vous offrirons la formation complémentaires.

Vous êtes méthodique... nous vous ferons utiliser PRIME.

Vous recherchez une atmosphère dynamique... rejoignez-nous.

Lieu de travail : CLAMART (92)

Ecrivez sous référence M 44 à GEM-FABRIE, 142 rue Montmartru 75002 Paris qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC

recherche

AGENTS TECHNIQUES

Connaissant production et commercialisation détail viande.

Se présenter ORTREV, Tour Montparnasse - 3^e étage, 23, avenue du Maine, 75165 Paris Cedex 15.

APSIDE

recherche disponibles rapidement pr travaux assembleur temps réel

JEUNES INGENIEURS ANALYSES-PROGRAMM.

MITRA 15, SOLAR M 690, UNTEL 88

Tél. pour rendez-vous 233-82-80 04 av. C.V. 48, r. de Fontenay, 75008 PARIS

30
enseignement supérieur

ECA AUTOMATION

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.O.	ANNONCES CLASSEES		ATRONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19	24,00	27,46	OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32	20,00	22,88	DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
AUTOMOBILES	30,00	34,32	20,00	22,88	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	20,00	22,88	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52	20,00	22,88	AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SOCIÉTÉS DE SERVICES

filiale d'un grand groupe industriel recherche

jeunes ingénieurs

Grande Ecole ou équivalent, attirés par la **VENTE TECHNIQUE**

Nous voulons :
- une formation complémentaire
- expériences en informatique et/ou dans le domaine de la gestion
- dynamisme et efficacité
- curiosité intellectuelle
- sens des contacts
- goût de la réussite

Nous offrons :
- une formation complémentaire
- une activité enrichissante et autonome
- une rémunération attractive

Adressez CV manuscrit, photo et présentations à n° 49202, Contesse Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discrétion assurée.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

filiale d'un groupe important

recherche pour missions en clientèle essentiellement à PARIS et en REGION PARISIENNE

analystes programmeurs

devant être intégrés dans ses équipes d'intervention.

- Formation supérieure en informatique (D.U.T. ou équivalent)
- 1 à 3 ans d'expérience.
- COBOL et/ou PL/1.
- Assembleur, CICS, DL/1, IMS appréciés.

Adressez C.V., préférences, date de disponibilité s'écrit 15-02-MF à

STI

52, rue du Fg Saint-Honoré 75008 Paris.

offres d'emploi

STÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

(banlieue Ouest Paris)

filiale d'un groupe important

Offre un poste d'avenir à un

INGÉNIEUR expérimenté de NIVEAU INTERNATIONAL

dans le domaine des RECHERCHES - DÉVELOPPEMENT

Sur des organes et équipements mécaniques destinés à l'Automobile, la Marine, l'Industrie... expériences de 8 années minimum exigées dans les principales disciplines de conception : dessin cinématique, calculs mise au point des prototypes, techniques de mise en forme modernes, etc.

Le poste proposé permet, après réussite à la tête d'une équipe en place et sous la responsabilité du Directeur des Etudes d'envisager pour son titulaire des possibilités d'évolution de carrière et de responsabilités très intéressantes au sein du groupe.

Rémunération en conséquence.

Adr. lettre MAR, avec C.V. dét., photo à n° 30.276 CONTESSSE Publ. 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}. Discrétion absolue assurée.

offres d'emploi

ingénieur organisation haut-niveau

Le Département Organisation de CREUSOT-LOIRE recherche un ingénieur en organisation de haut niveau pour participer à des interventions en matière d'organisation industrielle et de gestion auprès des différentes sociétés du groupe.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, diplômé ou non de l'enseignement supérieur, devra avoir assuré la production de carnets de préférences dans un cabinet spécialisé pendant 5 ans minimum. Il devra apporter de solides compétences notamment dans les domaines de la production et de la gestion.

De fréquents déplacements sont à prévoir à partir d'une base qui tiendra compte du domicile de l'intéressé.

Les lettres de candidatures sont à adresser, avec photo et indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, à Monsieur SABBAG, Département Organisation CREUSOT-LOIRE, 842, rue de La Rochefoucauld 75426 PARIS CEDEX 08.

CREUSOT-LOIRE

S. B. P.

Succursale Peugeot Région Parisienne
9, bd Noisiel, 92250 La Garenne-Colombes

Concessionnaire PEUGEOT

recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

(25 ans environ)

Titulaire : BTS, DUT (option Techniques de commercialisation) ou équivalent.

Souhaitant acquérir une expérience pratique de la vente, formation assurée.

Large possibilités d'évolution dans le cadre du Groupe PEUGEOT.

Envoyer lettre manuscrite, curr. vitæ et photo à l'adresse ci-dessus.

PARIS

SUPERVISOR

GROUPE MULTINATIONAL AMÉRICAIN

(Top 500 Fortune) dans les méthodes de gestion sont reconnues pour leur excellent niveau technique, désire étoffer l'équipe de haut niveau de son

CORPORATE

AUDIT DEPARTMENT

Les interventions réalisées, d'abord en Europe, puis à l'échelle mondiale, recouvrent l'ensemble des activités de notre Groupe, et sont aussi bien orientées vers des audits opérationnels que financiers. Les sociétés industrielles concernées ont en général un C.A. de ordre de 50 millions de dollars (jusqu'à 150 millions de dollars) et sont d'excellente réputation.

Nous offrons à un professionnel à fort potentiel la possibilité d'approfondir son expérience de management international en intervenant au sein d'une large gamme de Sociétés dans des environnements variés, mais toujours de haut niveau. Il d'ouvrira ainsi d'excellentes possibilités de développement de carrière.

Le candidat retenu, de nationalité indifférente, sera de formation supérieure, CA, ACA, BUSINESS SCHOOL + DECS ou équivalent, et aura déjà acquis une expérience de 2/4 ans de l'audit externe ou interne, Anglais courant indispensable, Allemand ou autre langue appréciée.

Notre conseil vous garantit une discrétion absolue et une réponse rapide. Env. C.V., n° 48.999, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris, cedex 01, qui tr.

Direction Générale

MATÉRIEL PHOTO-CINÉMA

Une société étrangère importante et de renommée mondiale spécialisée dans cette branche d'activité recherche le Directeur Général de sa filiale française. Celui-ci représentera une équipe jeune, bénéficiera d'un statut de haute implantation dans le réseau de distributeurs spécialisés.

L'homme recherché disposera d'une large autonomie dans le choix des politiques et des moyens (équipe de vente, réseaux de distribution, publicité, plans de lancement) afin de maintenir un taux élevé d'expansion et consolider la position de la marque sur son marché. Il répondra directement au siège de la société-mère pour les résultats financiers obtenus et devra être un bon gestionnaire habilité à travailler sur objectifs budgétaires.

Le candidat retenu aura déjà fait ses preuves comme Directeur du Marketing ou des ventes dans ce secteur d'activité, ou produits similaires. Il sera âgé de 30 ans minimum et habilité à négocier les affaires en Anglais.

Adressez C.V. et présentations s'écrit 8901 M à : J.N. CRETE, Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine - 75755 Paris cedex 15. Discrétion absolue.

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche pour PARIS

le responsable de son service recrutement

La formation de base sera celle d'un ingénieur diplômé (30 ans environ).

Il devra posséder :
- un très bon contact et un très bon jugement des hommes
- un réel intérêt pour les problèmes humains
- les connaissances en informatique nécessaires à la présélection, en premier lieu, et à la sélection finale par les candidats qu'il aura à sélectionner et à embaucher.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations à n° 50373, CONTESSSE PUBLICITE - 20, avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra. Discrétion assurée.

Société Electronique appartenant à un important groupe européen cherche pour sa filiale en France

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour assurer l'entière responsabilité de la diffusion de ses produits en France. La filiale est une société de fabrication de composants électroniques passifs et actifs, notamment de circuits spécialisés développés à la demande.

Nous recherchons un homme dynamique, d'environ 35 ans, possédant une formation technique, une expérience dans le domaine électronique, et une connaissance profonde du marketing et des ventes de composants de haute qualité à l'industrie professionnelle. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

L'activité basée dans la région parisienne est en expansion (C.A. 20 MF).

Cette recherche est conduite de façon totalement confidentielle. Votre candidature ne sera éventuellement transmise qu'avec votre accord préalable.

Adr. Adressez votre dossier compl. réf. n° T 09077 M. Régis-L'Espress, 25 bis, rue Beaumur, 75002 PARIS

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche pour assurer des

responsabilités de direction un cadre

Ce poste requiert de façon impérative :
- une expérience de 5 ans minimum dans une société de promotion immobilière avec d'importantes responsabilités.
- Une formation supérieure.
- De réelles capacités d'animateur et de gestionnaire.

Envoyer C.V., photo et présentations sous référence 4527 à :

OR

2, rue d'Alsace 75001 Paris / 2, rue d'Alsace 75001 Paris

SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE

TAILLE NATIONALE

recherche

UN CHEF DE SERVICE COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Capable d'assurer l'entière responsabilité de l'ensemble des services comptables de la société mère, des sociétés de prestation de service et sociétés immobilières.

Une expérience en matière de gestion informatisée des sociétés immobilières serait appréciée. Rémunération élevée en fonction de la capacité à assumer les responsabilités confiées.

Ecrire n° T GUYI M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Beaumur, 75002 PARIS

Importante Société Construction Electrique proche banlieue Nord, accès par Métro recherche pour son

PROJETEURS CONFIRMÉS

TECHNICIENS L.U.T. ou B.T.S.

DESSINATEURS D'EXECUTION

OU PETITES ETUDES

Envoyer C.V. et présentations à n° 49 008 CONTESSSE Publ. 20, av. Opéra. 75040 PARIS CEDEX 01 q. tr.

IMP. SOCIÉTÉ DE BIENS D'EQUIPEMENTS

Boulevard VILLIERS (76)

recherche

RESPONSABLE de PUBLICITÉ (H. ou F.)

Possédant une expérience dans :
- la préparation et la distribution des documents publicitaires.
- la participation à l'organisation des Forums.
- la sélection et la distribution des cadeaux d'entreprises.
- la gestion de la documentation publicitaire et du budget.

Les candidats devront avoir une formation supérieure. Anglais indispensable. Connaissance de la dactylographie.

Adressez C.V. et présentations sous référence 1174 à SWISSERS, 23 F 288, 75144 Paris Cedex 09 q. tran.

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

en forte croissance

commercialisant des produits à haute technologie auprès des industries électroniques et aéronautiques recherche

UN INGÉNIEUR (TECHNICO) COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une Ecole d'électronique ou d'électrotechnique ayant acquis une première expérience de la vente, désireux de participer à l'expansion de la société et apportant ses compétences techniques et son dynamisme commercial.

L'anglais parlé est indispensable.

LE LIEN DE TRAVAIL EST SÉRIEUX EN GRANDE BANLIEUE NORD-OUEST.

La formation aux produits sera assurée dans une de nos unités européennes. Rémunération élevée - Voiture de fonction.

Envoyer C.V., présentations et photo sous n° 49.510 CONTESSSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Importante Société Industrielle OUEST-PARIS

recherche

INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN

(ENICA - SUP-AÉRO - ENSCM)

pour conception et développement d'électro-mécaniques embarqués et matériels inertels. R.M.A.

INGÉNIEUR AUTOMATIEN

(SUP-AÉRO - ECP)

pour étude théorique avancée. R.M.E.

Adressez CV, rémunération souhaitée en précisant la référence et le N° 4765 à Michel TECHÈNE 53, rue Jeanne d'Arc 75013 PARIS qui transmettra

Important constructeur de matériel d'automatisme cherche pour son Service Commercial :

des ingénieurs

niveau ENSI - INSA ...

ayant 5 à 8 ans d'expérience commerciale dans la promotion et la vente de calculateurs de procédés, centralisation d'information et autres systèmes.

Adressez C.V. à n° 338 SPERAR 12, rue J. Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra Discrétion assurée

LABORATOIRES ELECTRICITE

proche banlieue SUD PARIS

recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

pour études appliquées sur matériaux électrotechniques

E.S.E. - E.N.S.I

ou niveau équivalent

Qualités de rédaction indispensables.

Ecrire avec C.V. et présentations sous le n° 6.319 à : **PUBLIFOP** 100, rue de Richelieu, 75002 PARIS, qui transmettra.

S.F.E.N.A.

DIVISION DES SYSTEMES INFORMATIQUES

recherche pour son service ETUDES et DEVELOPPEMENT

INGÉNIEUR CONCEPTEUR

MATÉRIEL INFORMATIQUE

Formation d'ingénieur ou équivalent.

Expérience réelle de plusieurs années dans la conception, le développement et l'industrialisation des processeurs, mémoires, copieurs de périphériques.

Adressez curriculum vitae et photo à S.F.E.N.A. - B.F. 58 75140 VILLETTE-VILLACOUDRAY

ami

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion

recherche

pour assister le Chef de service Administration des ventes - France et export

Un Jeune Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce

Il sera chargé :
- du traitement des commandes,
- de la correspondance générale,
- de la coordination avec les autres services.

La préférence sera donnée au candidat justifiant de connaissances techniques.

Ecrire avec C.V., photo et présentations à A.M.R.I. - Service du Personnel 50, avenue Daumesnil - 75012 PARIS

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

recherche

POUR SON SECTEUR PREVOYANCE AU SEIN DE SON SERVICE PROMOTION

ADJOINT AU RESPONSABLE DE SERVICE

Formation supérieure, commerciale ou littéraire. Sens des responsabilités et de l'organisation. Disponibilité à 50% pour des déplacements de courte durée en France métropolitaine. Débutants acceptés.

Nombreux avantages sociaux - 13 mois 1/2 - Mutuelle - Restaurant d'Entreprise.

Adressez CV détaillé, photo (qui sera retournée) et présentations à : F.N.M.F. Service des Relations Sociales 10, rue Desaix - 75730 PARIS Cedex 15.

Page 29

LE MONDE

15 février 1978

Page 29

OFFRES D'EMPLOI

IMMOBILIER

AUTOMOBILES

AGENDA

RECHERCHES - DÉVELOPPEMENT

ingénieur organisation haut-niveau

SOURIAU

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE

le responsable de son service recrutement

DIRECTEUR COMMERCIAL

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

PROJETEURS CONFIRMÉS

TECHNICIENS L.U.T. ou B.T.S.

DESSINATEURS D'EXECUTION

OU PETITES ETUDES

RESPONSABLE de PUBLICITÉ (H. ou F.)

INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN

INGÉNIEUR AUTOMATIEN

des ingénieurs

ADJOINT AU RESPONSABLE DE SERVICE

INGÉNIEUR DÉBUTANT

S.F.E.N.A.

Un Jeune Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce

كذلك من الأصل

Table with 3 columns: OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, and various categories like IMMOBILIER, AUTOMOBILES, etc.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Multiple real estate listings under 'appartements vente' including 'Paris rive gauche', 'Turenne-St Claude', '17, PRES ETOILE', etc.

locations non meublées

Real estate listings under 'locations non meublées' including 'Paris', 'Région parisienne', 'Province', etc.

locations meublées

Real estate listings under 'locations meublées' including 'Paris', 'Région parisienne', 'Province', etc.

locaux commerciaux

Real estate listings under 'locaux commerciaux' including 'A CÉDER', 'fonds de commerce', 'usines', etc.

Vertical advertisement on the right side of the page, partially cut off, mentioning 'QUINZE ANS' and 'AMÉNAGEMENT DU TERRAIN'.

SPECIAL LOGEMENT

Advertisement for 'La Banque Populaire ouvre les portes du crédit.' with sub-headers like 'appartem. achat', 'appartements occupés', 'constructions neuves', etc.

Advertisement for 'La Banque Populaire' featuring the slogan 'Vous rêvez de devenir propriétaire?' and 'Profitez des nouveaux prêts conventionnés'.

Advertisement for 'La Banque Populaire' with the logo and the text 'Faites vite.' and 'MAGAZIN DE LA BANQUE POPULAIRE'.

Large vertical advertisement on the right side of the page, titled 'Accroître le confort' and 'OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION'.

سكوت من الاجل

Le Monde

régions

Décentralisation-illusion

QUINZE ANS D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le temps est l'allié le plus sûr mais aussi le plus redoutable adversaire de l'aménagement du territoire.

Ce n'est pas par un décret ou par une loi, par une subvention ou par un budget, fut-il en progression, par un discours soigné ou par une manifestation de rue que l'on changera en France l'équilibre des forces et des chances des régions. Il y faut au contraire une patiente obstination, après des siècles de tulle, voire de colonialisme intérieur, pour redonner aux provinces de l'Ouest une dynamie, arracher le Massif Central à son isolement, empêcher que le cours naturel des choses et les lois de l'économie de marché n'accentuent l'hypertrophie de Paris et ne renforcent l'axe royal du développement que sont le Rhône et le Rhodanais. Mais la France résistante de la France.

Mais, à force de rappeler dans une génération que, au nom de la justice et aussi de l'équité, il n'est pas admissible que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvissent, les idées sont devenues des évidences, et les évidences ont pénétré les esprits et inspiré les politiques. La cause est aujourd'hui entendue : la régionalisation est une nécessité.

L'aménagement du territoire est donc plus une idée neuve, mobilisatrice, controversée, et la

réside sa faiblesse. Avec le temps la doctrine a perdu en rigueur, les militants en ardeur. L'économisme des priorités, régional ou sectorielles, s'est déformé en un ruse. N'ayant plus besoin de convaincre puisqu'il ne s'agit que d'entretenir une « mégalomanie », les hommes qui apparaissent dans les années 80 comme des précurseurs exaltés (on dressait des barricades dans le désert et dans le Léon) deviennent pour beaucoup des gestionnaires consciencieux mais désabusés.

Les succès enregistrés devraient pourtant entretenir leur enthousiasme. Le Bretonisme est en « remoraire » à d'autres régions pour l'élevage ou l'industrie. On lui envie sa natalité. Insolent Mirabeau qui fustigeait « ce peuple de voyageurs de la Révolution », Lyon est une capitale financière européenne. Grâce à l'avion, les trains rapides, le téléphone, l'isolement de la province a été rompu. La croissance industrielle et celle du secteur tertiaire sont pour une large part canalisées vers les zones prioritaires. Les ports de Marseille ou du Havre n'ont aucun complexe à nourrir devant Rotterdam.

Deux occasions perdues

Paris, « trop longtemps occupé à démentir sa candeur croissante qui aspire tout et ne rend rien », selon l'expression de

M. François Mitterrand, a dû modérer ses prétentions dirigées et, par là, vu des maîtres de grandes villes, grâce à leur habileté et à leur compétence, faire plier les bureaux parisiens.

Mais les faillites d'une politique régionale trop longtemps calquée sur les schémas de la croissance quantitative et rapide sont évidentes. Villes bouillantes et banlieues ingouvernables qui suscitent plus de violence qu'elles n'offrent de chances à la jeunesse déracinée. Villes nouvelles « inventables » qui engouffrent chaque année des milliards en pure perte. Industries dominantes (textile, construction navale, sidérurgie) entraînant des régions entières dans leur déclin. Montagnes des Hautes-Alpes et de Lozère ou collines de Creuse, saignées par l'exode rural, qui perdent leurs protecteurs. Littoral défiguré, souillé, confisqué, qui se livre sans retour à l'argent ou qui sert de réserve aux touristes. Et tandis qu'il faut dans les métropoles payer à prix d'or la construction d'un kilomètre d'autoroute parce que tout y est entassé, on doit dans les provinces les plus éloignées et surabondantes qui les derniers services publics qui ont toutes les peines à survivre !

Il est tard aujourd'hui pour prendre conscience des erreurs et pour réparer les fautes. En 1974, pourtant, au moment où fléchissait la conjoncture mondiale, le hasard voulut qu'on

commençât à parler de l'Europe des régions à Bruxelles et qu'en France la loi de 1972 sur la régionalisation entrât en application. Deux occasions que le pouvoir aurait pu saisir pour relancer une politique d'aménagement du territoire quelque peu essentielle. Il ne le fit pas.

Une énigme

Après trois ans, la politique régionale européenne n'est pas parvenue à être autre chose qu'une opération d'assistance sociale aux zones les plus défavorisées de la C.E.E. Des projets concrets d'intérêt européen ? Aucun. Une doctrine, des règles, un budget commun pour l'aménagement du territoire ? Les Neuf semblent impuissants à les définir.

Même déception à l'intérieur. La régionalisation est sans doute, avec la réforme de 1972, une réalité juridique, mais reste une fiction politique. Comme reste fiction la décentralisation au profit des départements ou des communes.

Jérôme Monod se trompait lorsqu'en 1974, avant de quitter la DATAR, il avertissait : « Nous avons été centralistes par nécessité, mais serons décentralisateurs par volonté. » Il n'a pas changé de profondeur au-delà des apparences.

Une commune veut-elle aider une entreprise au bord de la faillite ? la réglementation lui

interdit de le faire. Une région sidérurgique veut-elle intervenir dans un plan de sauvetage de l'acier ? Les experts parisiens gardent leur rapport sous le coude. Les mouvements culturels demandent-ils une meilleure place pour les langues régionales ? On parle à Paris d'autonomie à l'unité du pays ignorant que la décentralisation, en dehors de considérations politiques et économiques, c'est aussi la restitution des origines.

Les élus demandent - ils d'arbitrer, dans leur région, la répartition et le taux des primes à l'industrialisation ? La DATAR se lasque et croit son pouvoir menacé. Une commune de montagne demande-t-elle de déroger momentanément aux décrets pour constituer un service d'ambulance ? Impossible ! la réglementation est la même pour tous. Le centralisme uniformisateur décourage les initiatives avant même qu'elles ne s'expriment. On dirait que l'Etat craint de perdre en autorité politique ce dont il se déposséderait en administration.

Quand M. Michel Debré parlant des Côtes, des Bretons, des Occitans, demande qu'on achève l'insolence des petites minorités qui veulent à la fois que la France soit intégrée (dans l'Europe) et désintégrée, et quand il les qualifie de « zélés » et se croit, devant deux siècles en arrière et entend la fameuse distribue de Barrère de Vieuzac,

un membre influent du Comité de salut public : « Le fédéralisme et la superstition parlent breton, le fanatisme parle basque, l'intégration et la haine de la République parlent alsacien. Brisons les instruments de dommage et d'erreur. »

La gauche, si elle remporte dans un mois, promet aux Français que leurs peuples prendront très vite une revanche sur leur Etat sans que la nation en soit écornée. Il sera possible de contester le jeu des « pouvoirs compensateurs » avec celui de l'Etat. L'autonomie des collectivités territoriales sera compatible avec la planification, l'autonomie, la décentralisation, la tutelle a posteriori. La Corse aura un statut particulier et les langues minoritaires retrouveront une place dans l'enseignement. La culture, la vie publique et sur les ordres. La gauche a pu vouloir arrêter aussi régionaliste et décentralisateur que dans l'opposition ? Et pourrait-elle accomplir toutes les libertés qu'elle revendique aux mouvements et aux peuples « nationaux » de l'Europe ?

Interrogation et énigme puisqu'il n'y est que centralisme que les régimes et les doctrines révolutionnaires. Et puisque l'histoire semble incapable de franchir le point de savoir si la revendication régionaliste est « réactionnaire » ou « progressiste », « élitiste », ou « populaire ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

Accroître le contrôle du Parlement

par CHARLES JOSSELYN (*)

La DATAR a été l'un des instruments de la politique de l'Etat. Imparfait industriel. Elle a assuré un double rôle. D'un côté accompagner et favoriser le développement industriel, de l'autre développer un « discours » en forme d'aïoli idéologique, sur l'organisation rationnelle du territoire.

De fait, la logique capitaliste a été étendue dans les régions rurales, aussi bien dans l'agriculture que par l'installation d'industries réclamant une main-d'œuvre non qualifiée et sous-payée. Cela s'est traduit par l'exode rural, l'urbanisation accélérée du pays et le bouleversement des structures sociales.

De même ont été aménagées les grandes infrastructures ferroviaires, aériennes, portuaires, touristiques, correspondant aux besoins prioritaires de l'Etat, d'infrastructures et de demandes nécessaires à l'extension du système capitaliste, dans tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Enfin, des régions industrielles parfois vastes ont été durement frappées par les changements profonds du développement capitaliste (le Lorraine par suite de la localisation des usines sidérurgiques dans des zones portuaires ; Fos et Calais-Dunkerque, Houillères du Nord et de Saint-Etienne par la politique de « tout pétrole »).

Au total, en vingt ans, 3 millions de personnes ont quitté l'agriculture, 2 millions ont grossi les effectifs de l'industrie, 6 millions des activités tertiaires. La population totale est passée de 24 à 40 millions. Pour plus de 80 %, la population active est aujourd'hui salariée.

Pour tenter de canaliser ces bouleversements et leurs dures réalités, la DATAR utilisa un vocabulaire choisi : le « volontarisme », l'« aménagement harmonieux », la « transformation du monde rural », la « conversion industrielle », etc. En fait, le discours cachait mal l'autoritarisme jacobin que de si fortes mutations imposaient. Le jacobin et autoritaire était l'Etat, le jacobin et autoritaire était l'Etat. Il ne pouvait être autrement. C'était l'époque impériale de la technocratie au service de l'économie triomphante.

La croissance s'est ralentie, le chômage est partout : les « priorités » de l'aménagement du territoire se sont multipliées. Outre le Nord et le Bretagne, depuis 1974, la Lorraine, le Massif Central, le Languedoc-Roussillon, la Corse, les villes moyennes, les petites villes

et les pays, le montagne, le littoral, etc. Chaque semestre apporte sa nouveauté. Grandes promesses et petits moyens : le budget de la DATAR, de l'ordre de 1 milliard de francs, n'a cessé de diminuer.

Des problèmes ont surgi dès des mutations profondes et incontrôlées : pollution, désertification des campagnes, dégradation de la montagne et du littoral, encombrement des villes, mauvaises conditions de travail. La planification au service de l'Etat (V Plan) a laissé la place au pilotage à vue, c'est-à-dire à l'absence de réelle planification de la part de l'Etat (VI V Plan). La population ne peut plus supporter d'être, soit par les régions et les autres collectivités locales, souvent par celles-ci et ceint-à ensemble, sous forme de contrats négociés.

Dès lors, l'aménagement du territoire ne sera plus une série de mesures dispersées imposées par l'Etat aux collectivités territoriales, mais un ensemble de politiques définies par le Parlement et mises en oeuvre soit par l'Etat, soit par les régions et les autres collectivités locales, souvent par celles-ci et ceint-à ensemble, sous forme de contrats négociés.

Planification démocratique, décentralisation des pouvoirs publics, contrôle des Assemblées élues, contractualisation, tels sont les points d'appui nouveaux, les règles du jeu profondément novatrices, d'un aménagement du territoire voulu et non subi, organisé et non disparaté, efficace et non marginal.

(*) Délégué national du parti socialiste pour l'aménagement du territoire.

Limiter l'intervention de l'Etat

par JACQUES DOUFFIAGUES (*)

La DATAR est née au moment où il fallait faire d'une France généralement rurale une France véritablement industrielle. Elle est née pour permettre que cette mutation profonde et parfois brutale ne rompe pas l'équilibre difficile entre les régions françaises. Il ne fallait pas que le processus de développement se change en croissance, « cependant que le désert s'étendait inexorablement là où les différences existaient ».

Tous les Etats modernes tentent d'opérer entre les individus une certaine redistribution des revenus. Il s'agit, entre les régions françaises, répartir aussi équitablement que possible les bénéfices du développement. C'était la justification de la DATAR.

A l'époque de l'euphorie économique, des investissements étrangers abondants, elle a corréctement joué son rôle. Des emplois industriels et tertiaires ont été créés et implantés là où ils pouvaient le mieux renforcer le tissu économique et social locaux, en réduisant les inégalités naturelles et géographiques. Le dynamisme de ses responsables et dépendant de ses compétences parfois moins heureuses. Des choix douteux — sur les villes

nouvelles par exemple, — des changements de cap relevant plus de l'opportunisme que d'une vision prospective et volontaire de l'aménagement du territoire — passage de la politique des métropoles d'équilibre à celle des villes moyennes, puis à celle des contrats de pays notamment, — des procédures toujours plus parisiennes et technocratiques que démocratiques et « décentralisées », des coups peu compréhensibles dans l'usage de l'accélérateur et du frein, enfin, ont sans doute, amoindri l'efficacité de l'instrument et fait douter de l'opportunité de son maintien.

Mais il ne faut sans doute pas leter le bébé avec l'eau du bain. Un premier pas important a été accompli en 1976, qui a réplacé effectivement la DATAR sous le respectabilité du pouvoir politique et l'ampère de constituer un véritable Etat dans l'Etat. Un nouveau pas peut être fait demain par l'élaboration d'une nouvelle politique de

(*) Délégué général du parti républicain.

L'aménagement du territoire, qui ne soit plus seulement l'œuvre de l'accumulation des expériences passées, qu'elles aient été heureuses ou malheureuses.

« La période de la croissance indéfinie est révolue. Il s'agit désormais de faire résolument mieux sans avoir la certitude de pouvoir faire avec plus. On a dégrésé Paris. Ce n'est pas en la « désosant » qu'on restaurera la richesse de la France. Ce n'est pas en brisant l'essor de certaines régions, dans le Bassin parisien notamment, qu'on assurera le bien-être des régions les plus défavorisées ».

Resister à la tentation technocratique

C'est d'abord de limiter l'intervention de l'Etat pour le concentrer exclusivement sur les zones défavorisées et en accordant que les régions jouent réellement le rôle que leur a dévolu la loi de 1972. Avant de s'interroger sur l'extension éventuelle des pouvoirs des établissements publics régionaux, il convient qu'ils les exercent réellement. Parce qu'elle ne sera plus tentée de régler directement, depuis les bureaux de l'avenue Charles-Floquet, l'essor du canton de La Coudre en Lozère, ou de celui de Sully-sur-Loire dans le Loiret, la DATAR réfléchira efficacement sur les grands thèmes du développement économique et social de notre pays (zones portuaires, dessertes aéroportuaires...) et proposera aux autorités politiques responsables — sans se substituer à elles — les choix souhaitables et possibles.

Enfin, puisque l'aménagement du territoire est devenu une dimension naturelle de la qualité de vie et de la responsabilité des citoyens, la DATAR doit s'adapter à cette situation nouvelle. Elle devra établir des relations « complémentaires » et non concurrentes avec la délégation au cadre de vie, qui vient d'être créée auprès du ministre de la culture et de l'environnement.

Elle devra surtout devenir chaque jour davantage un organisme de conseil aux collectivités locales et régionales à l'exception technocratique à laquelle elle a peut-être trop souvent cédé dans le passé.

En matière d'aménagement du territoire, comme en beaucoup d'autres domaines, le parti républicain oroit plus aux Français qu'à l'Etat.

Dans le cadre d'une planification démocratique

En premier lieu, l'aménagement du territoire doit s'inscrire dans le cadre d'une planification réelle, non pas autoritaire, mais démocratique, non pas servile aux forces aveugles du marché, mais leur servant de guide et d'encaissement strict. L'aménagement du territoire doit devenir une dimension essentielle du Plan afin que le nécessaire reconstruction des activités et le développement économique et social aillent au développement régional et favorisent son essor.

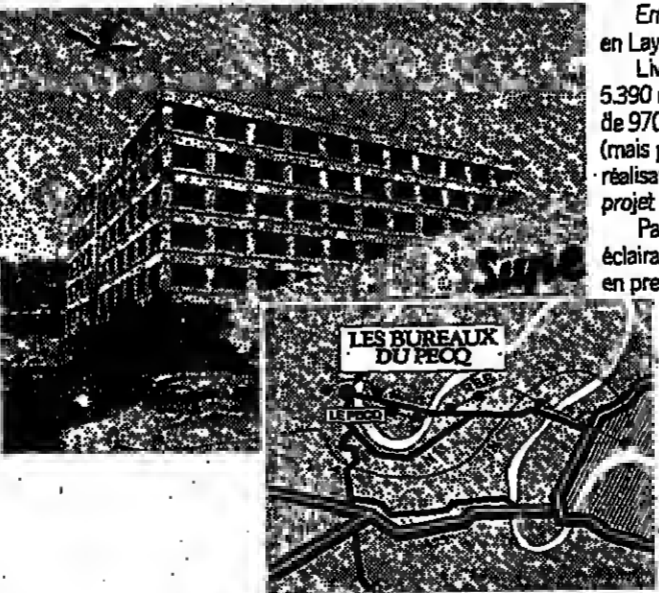
En second lieu, il faut mettre en oeuvre une réelle décentralisation des pouvoirs pour réellement décentraliser l'aménagement du territoire, c'est-à-dire pour permettre à la population d'intervenir sur les décisions à prendre et qui le concernent en gros et en détail. Décentraliser au niveau des régions. Et naturellement et des communes. Les régions disposeront d'une assemblée élue au suffrage universel direct désignant en son sein un exécutif élu.

Pour être ni utopique ni anarchique, cette décentralisation doit s'appuyer, outre les transferts de compétences, sur des moyens financiers et techniques réels (Banque régionale d'investissement, agence régionale de développement, agence foncière régionale, fiscalité propre...). L'Etat n'abandonnera pas toutes ses compétences en matière d'aménagement du territoire, mais

(*) Délégué national du parti socialiste pour l'aménagement du territoire.

Les Bureaux du Pecq

5.000 m² de bureaux à vendre dans le nouveau centre-ville.



Entre Le Vesinet et St Germain en Laye, à côté du Pont du Pecq.

Livraison 2^e trimestre 1978.

5.390 m² de bureaux, par plateaux de 970 m² bien conçus, non aménagés (mais possibilité d'étude et de réalisation par le constructeur de tout projet d'installation, à la demande).

Patio intérieur permettant un éclairage intégral des bureaux en premier jour.

Chauffage collectif. Vente: 3.900 F le m² utile hors taxes, redevances incluses.

UNE RÉALISATION IMMOBILIÈRE BRUNO ROSTAND 4, avenue de l'Opéra 75008 PARIS Tél.: 296.01.25

LE MONDE diplomatique

Numéro de février

LA DÉMOCRATIE

TRAHIE PAR...

— LES MANIPULATIONS

ÉLECTORALES

RÉGIONS

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

AU CONSEIL RÉGIONAL

4 millions de francs pour les sinistrés des inondations

De notre correspondant régional

Marseille. — M. Gaston Défferre, député des Bouches-du-Rhône (P.S.) et maire de Marseille, a été élu lundi 13 février pour la quatrième fois consécutive à l'assemblée régionale.

La défense de l'emploi demeure, pour le conseil régional comme pour le comité économique et social, la priorité essentielle. Cet objectif absorbe, en effet, plus de 20 % des crédits d'équipement...

de l'emploi et du développement industriel, le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui était déjà venu en aide, en sa propre initiative, à des entreprises en difficulté...

L'agriculture, qui perd actuellement quatre mille personnes actives par an, et à laquelle l'élargissement du Marché commun inspire une vive inquiétude, bénéficie cependant de l'effort le plus conséquent...

ENVIRONNEMENT

LES TRAINS SUISSES ET LES CHEVREUILS

Les chemins de fer helvétiques ont décidé de réduire la vitesse de leurs trains de nuit de 120 à 30 kilomètres-heure, dans la région de Langnau, dans l'est de la Confédération.

Motif : protéger les chevreuils que le froid et la neige obligent à traverser les voies. Deux cervidés ont déjà été tués, dans des convois de nuit. — (A.F.)

AUJOUR'HUI

Journal officiel. Sont publiés au Journal officiel du 13-14 février 1978 : UNE INSTRUCTION GÉNÉRALE. Du 1^{er} février 1978 réglementant la colombophilie civile. DES DÉCRETS. Modifiant et complétant le décret n° 73-193 du 13 février 1973 instituant une taxe parafiscale sur les opérations de location de terrain par les riverains des aéroports d'Orly et de Roissy-en-France. Modifiant le décret n° 63-923 du 18 août 1962 portant organisation des services extérieurs de l'aviation civile dans les régions de la Guadeloupe, de Guyane et de Martinique.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 février 78 A 0 h G.M.T. PRÉVISIONS POUR LE 15-II-78 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable en temps en France entre le mardi 14 février à 0 heure et le mercredi 15 février à 0 heure : Les basses pressions d'Europe occidentale se combinent lentement à d'orienter vers l'Europe centrale. Les perturbations de l'océan Atlantique, alimantées en air un peu plus doux, ébourneront les côtes...

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1987

Symbole. — XI. Que l'on peut facilement ébranler.

HORIZONTALEMENT
I. Il a bon dos : Frise de corps. — 2. Comme de mauvais coups : En Espagne. — 3. Dans une boîte : Sous les ponts de Gisors. — 4. Sont donc la depuis assez longtemps. — 5. S'applique en couches : Feu éclairé. — 6. Conle en France : Sans addition. — 7. A fur : Corps simple. — 8. Moins fortes : Pronom. — 9. Coust dans une boîte : Oblige à ramasser bien des bûches.

Solutions du problème n° 1986

M. MÉDETN RELANCE L'IDÉE D'UN « GRAND DÉPARTEMENT » DES ALPES-MARITIMES

(De notre correspondant.)

Nice. — A l'occasion de la signature, samedi 11 février, à Nice, de son dernier livre, « Le 2^e dans la Liberté (I), M. Jacques Médécin, secrétaire d'Etat au tourisme, maire (P.S.) de Nice, a déclaré : « Mes propositions, contenues dans cet ouvrage, sur la création d'un grand département des Alpes-Maritimes qui incorporerait une partie du Var et des Alpes-de-Haute-Provence, vont certainement provoquer la colère. Cela n'a aucune importance. Il est naturel que les idées de progrès se heurtent au conservatisme des socialistes de ces deux départements... »

M. Médécin, estimant que le développement des Alpes-Maritimes et de la région, ajoute : « Le département est comparable au mauvais élève d'une classe qui se braverait constamment à la charge du maître. Pour l'équiper convenablement, il serait nécessaire d'imposer chaque habitant d'un million d'anciens francs par an, ce qui est insupportable... »

Quant au Var, M. Jacques Médécin l'a décrit comme un département qui n'a pas connu, sur le plan touristique, un développement harmonieux ; « Il n'y a qu'à voir, dit-il, le nombre trop important de campsings... »

Ile-de-France

AU CONSEIL DE PARIS

• Le logement social • L'organisation de la vie locale

Interrompue par la préparation des élections législatives, les débats du Conseil de Paris ont repris lundi 13 février. Cette unique séance de mise à jour a permis au maire de Paris de faire le point sur quelques grands dossiers, tels que le programme de construction de dix mille logements, l'organisation de la vie locale dans les arrondissements ou le lancement d'un emprunt sur le marché international. Il n'y aura pas d'autre séance avant la fin du mois de mars.

A l'ouverture de la séance, M. Jean Tibéri (R.P.R.), deuxième adjoint au maire, a fait une communication sur le logement social. Il rappelle que la municipalité s'efforce désormais de fixer à Paris des jeunes ménages ayant des enfants et en leur offrant des possibilités de logement confortables à des prix acceptables. Il précise : « L'objectif des dix mille logements sociaux lancés au titre du programme 1977-1978 sera atteint dès le début de l'année. Cette action réclame un effort budgétaire particulièrement important en 1978 : la totalité des crédits destinés au logement social s'élève en 1978 à 310 millions, alors qu'elle était de 220 millions en 1977... »

M. Louis Moulinet (P.S.) déplore le « manque de précision » de cette communication sur les différents programmes prévus. Il estime qu'il est impossible pour la Ville de déléguer son droit de préemption à des sociétés d'économie mixte.

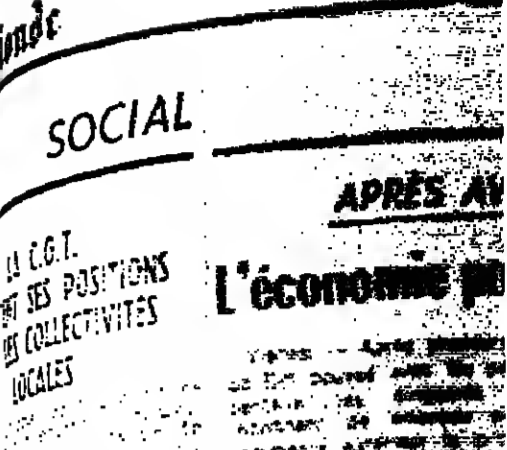
M. André Vognot (P.C.) affirme que « le pouvoir a constamment restreint l'aide à la construction d'I.L.M. Il ajoute : « Vous êtes monsieur le maire, l'un des principaux responsables de cette politique en tant qu'ancien premier ministre. Cela n'apparaît pas dans votre communication. On peut le comprendre, mais vous comprendrez, je pense, que cela retire pour nous beaucoup de crédibilité... »

M. Pierre Récamier (R.P.R.) regrette que le programme de la municipalité ne s'applique qu'au secteur central de la capitale. Il suggère que, dans le sixième arrondissement, la réhabilitation du parc de logements de la ville soit assurée au profit des personnes âgées. M. Pierre Médécin (M.R.C.) estime qu'aucune politique de logement n'est possible sans la maîtrise du problème foncier. Il se prononce pour la suppression de toute fiscalité assise sur l'activité des sociétés d'I.L.M.

M. Philippe Lafay (R.P.R.) donne ensuite lecture d'une communication relative au fonctionnement de la commission des expulsions, créée par le Conseil de Paris dans sa séance du 18 mai 1977. M. Lafay précise : « En 1977, 331 jugements d'expulsion ont été prononcés... »

M. Daniel Benassaya (P.S.) critique cette opération en ces termes : « Lancer, dans une période où le franc est en difficulté, un emprunt en dollars, c'est jouer contre le franc, c'est accroître la dépendance de la France... »

M. Jean-Pierre Welkerlin (P.S.) estime que l'explication fournie par M. Lafay est « trop simple ». Il insinue l'aggravation de la crise économique et « le souci du gouvernement de protéger les privilèges des grands propriétaires ». Enfin, pour M. Henri Médécin, du groupe communiste, « il existe un fossé entre l'intervention de M. Lafay



SOCIAL

APRÈS LA C.G.T. DES POSITIONS COLLECTIVES

La C.G.T. a réuni dimanche 12 février à Paris ses élus de la région parisienne pour discuter de la situation sociale et des orientations à suivre...

PATRIE

reste à une réforme des statuts

Le débat sur la réforme des statuts de la commune de Paris a été réouvert hier soir par le conseil municipal... M. Barre a déclaré : « Après les efforts faits en 1977 en faveur du Nord, de la Loire et du Languedoc-Roussillon, j'ai demandé que la situation des Vosges fasse l'objet d'un examen prioritaire... »

VISSSE

VIARS-SUR-OLLON altitude 1.300 m VIVRE

Le domaine privé avec environnement protégé APPARTEMENTS DE LUXE

SOLETS TIPIQUES de 10 appartements

CALENDRIER DE L'UNIVERS

CALENDRIER DE L'UNIVERS

Le Monde

Services des Abonnements 75287 PARIS - CEDEX 03 C.C.P. 6287-12

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - R.O.M. - T.O.M. 115 F 210 F 365 F 490 F

Le Monde (Publicité)

L'INSTITUT D'URBANISME DE L'ACADEMIE DE PARIS ORGANISE LES STAGES SUIVANTS :

- JEU DU P.O.S. : plans d'occupation du sol et aménagement de l'espace du 25 au 28 mai 1978 - 35 heures d'enseignement.
- PRODUCTIONS ET PRATIQUES MARGINALES DE L'ESPACE : (Habitat et sub-communautés, auto-construction, technologies douces) du 29 mai au 2 juin 1978 - 35 heures d'enseignement.

INScription : Université de Paris VIII Service de la Formation Permanente, route de la Tourelle - 75711 PARIS CEDEX 12. Tél. : 371-12-31, poste 385 et 374-82-21.

كلنا من الأصل

صحة من الاجل

économie

Monde

REVUE DE PARIS
t social
ion de la vie

SOCIAL

LA C.G.T. AFFIRME SES POSITIONS DANS LES COLLECTIVITES LOCALES

Élections professionnelles et renouvellement du conseil d'administration de la Caisse de secours des agents des collectivités locales. La C.G.T. maintient l'adhésion par rapport à 1977, des précédentes élections. F.D.T. et les autonomes ont subi un déclin de P.O. de 12,8 %.

JACQUES BARROT PUBLIE UN MANIFESTE SUR SON ACTION

Jacques Barrot, secrétaire général du P.S., a publié un manifeste sur son action. Il évoque la situation de la France et les perspectives de l'avenir.

Le groupe anglais Lesser va voter le 31 mars prochain son projet de loi sur le droit de vote. Le groupe français du P.S. (Dordogne), Lesser Préfet, a présenté un projet de loi pour l'extension de la loi pendant cinq ans pour l'industrial qui accepterait de voter la succession. (Corresp.)

GRÂCE À UNE RÉFORME DES STATUTS

Ceyrac restera président du C.N.P.F. après le 1^{er} janvier 1979

M. François Ceyrac, qui devait statutairement quitter la présidence du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) le 1^{er} janvier 1979, continuera d'occuper ce poste jusqu'au 1^{er} janvier 1982. Les statuts de l'organisation patronale vont en effet être modifiés rapidement par une assemblée générale de l'organisation patronale qui sera convoquée avant les élections législatives, afin de permettre au président de briguer un troisième mandat consécutif de trois ans, ce qui lui était jusqu'à présent interdit.

Cette décision s'explique aisément. D'abord parce qu'aucun candidat n'a été proposé véritablement. Les membres du C.N.P.F. ont donc choisi de modifier les statuts du C.N.P.F. plutôt que d'avoir à élire le délicat problème de la succession de M. François Ceyrac.

MAISON VILLAS
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
à VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
MAISONS TYPIQUES
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
en 70 % au sol et 30 % financé par le constructeur
MOBILIER DE VILLARS SA
Cane postale 82
-1884-VILLARS-S.-OLLON
tél. 25/31039 et 32206

CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

Il est rappelé que les déclarations annuelles de salaires et les déclarations de cotisations pour 1977 doivent être adressées pour le 15 février à l'exception de celles des employeurs extérieurement à l'entreprise (quinze jours supplémentaires).

Prochaines échéances :
15 février : Exigibilité des cotisations de janvier (plus de 9 salariés).
15 février : Échéance des cotisations d'allocation familiale des employeurs et travailleurs indépendants (période quinquennale trimestre 1977. Assiette : revenus de 1975).
28 février : Dernier délai pour le versement des cotisations employeurs de maison (quatrième trimestre 1977).

Les chèques bancaires (barres) ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75 G.

ÉTRANGER

APRÈS AVOIR FLIRTÉ AVEC LES PAYS CAPITALISTES

L'économie polonaise regarde de nouveau vers l'U.R.S.S.

Vienna. — Après plusieurs années de flirt poussé avec les pays occidentaux, les dirigeants polonais redonnent de nouveau pour leur commerce extérieur la priorité aux relations avec le Comecon. Telle est la principale conclusion à tirer de l'évolution des échanges de ce pays au cours des douze derniers mois, ainsi que des prévisions qu'on peut faire pour 1978.

De notre envoyé spécial en Europe centrale

La compression des importations s'est faite pour l'essentiel, en 1977, au détriment des pays occidentaux. Alors que les achats de la Pologne augmentaient globalement de 5,5 %, les importations en provenance de l'Ouest ont, au contraire, baissé de 4,3 % par rapport à 1976. Les statistiques commerciales des pays de l'Est étant des statistiques financières, c'est-à-dire ne prenant en compte que les transactions régies financièrement et non en douane, il convient d'écouler ces chiffres avec les réserves d'usage. Ils indiquent tout de même une tendance.

Les importations des pays socialistes ont, quant à elles, fait un bond (+ 18,4 % par rapport à 1976) dépassant les prévisions. Il en va de même pour les exportations vers ces pays : avec un taux de progression par rapport à 1976 de 12,2 %, elles ont augmenté plus vite que l'ensemble des exportations (+ 11,4 %). Les ventes vers les pays capitalistes ont certes connu une croissance plus rapide qu'en 1976 (+ 9,9 % au lieu de + 8 %), mais elles restent bien en deçà des objectifs fixés.

MANUEL LUCBERT.

Réduction du déficit

Les efforts faits pour renverser cette tendance ont été, en partie, couronnés de succès : grâce à un freinage massif des importations et une amélioration sensible des exportations, le déficit a été réduit l'an dernier de 1,6 milliard de zlotys-devises, soit près de 600 millions de dollars. C'est légèrement moins que prévu mais c'est déjà un progrès. Les dirigeants polonais pensent qu'ils pourront revenir à un véritable équilibre dans trois ou quatre ans.

Aux États-Unis

La grève des mineurs de charbon devient une « affaire nationale »

De notre correspondant

Washington. — La prolongation de la grève des mineurs de charbon de l'Appalach, qui vient de passer le cap des quarante jours, fait peu à peu de ce conflit une « affaire nationale ». Au début, l'inquiétude n'était pas trop vive : les cent soixante mille mineurs en grève n'entraîneraient qu'une légère hausse des prix du charbon et les utilisateurs, prévoyant la grève, avaient devant eux des stocks de plus de trois mois. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Dans l'Ohio, État le plus touché, et pour lequel M. Carter a décrété, samedi 11 février, l'état d'urgence, on envisage de réduire d'autorité la consommation électrique de 25 à 40 %. Dans de nombreux États voisins, les compagnies productrices d'électricité prévoient des coupures tout l'hiver prochain. Les répercussions sont inévitables, bien que M. Carter ait décidé de mettre en place dans la région un « état-major » chargé de coordonner la production de charbon dans les régions touchées et de procéder à sa répartition.

Il n'en va plus de même aujourd'hui. Dans l'Ohio, État le plus touché, et pour lequel M. Carter a décrété, samedi 11 février, l'état d'urgence, on envisage de réduire d'autorité la consommation électrique de 25 à 40 %. Dans de nombreux États voisins, les compagnies productrices d'électricité prévoient des coupures tout l'hiver prochain. Les répercussions sont inévitables, bien que M. Carter ait décidé de mettre en place dans la région un « état-major » chargé de coordonner la production de charbon dans les régions touchées et de procéder à sa répartition.

Même si un accord était conclu maintenant, on ne saurait attendre une reprise de la production avant deux semaines, compte tenu des délais nécessaires à sa ratification par le Congrès. Un projet d'accord négocié récemment entre le président des syndicats de mineurs, M. Arnold Miller, et l'Association des producteurs des Appalaches, s'est soldé par un échec complet. Bien que prévoyant une augmentation de salaires de 37 % en trois ans et faisant du mineur de fond le travailleur industriel le mieux payé.

La raison officielle est qu'on n'en est pas encore là, mais l'habileté provient surtout de la crainte d'une rébellion ouverte des mineurs, ce qui entraînerait des mesures répressives aux conséquences difficilement calculables. En outre, un affrontement direct avec les mineurs cadverait mal avec le souci du président de mettre en route un programme énergétique donnant une impulsion accrue au charbon. Toutefois, le pourrissement de la situation, aggravé par la prolongation d'un hiver presque aussi rigoureux que celui de l'an dernier, amène sans doute la Maison Blanche à prendre des mesures plus radicales.

AUSTRALIE

Le chômage en Australie a fait un bond de 10 % le mois dernier, atteignant un niveau record depuis la seconde guerre mondiale. Il y a maintenant 445 300 Australiens qui reçoivent des allocations chômage, soit 12 % de la population active. Ces chiffres contredisent toutes les prévisions faites par le gouvernement Fraser au cours de la dernière campagne électorale, qui aboutit le 10 décembre 1977, à la victoire des conservateurs. Le gouvernement avait seulement prévu une hausse temporaire du chômage due à l'arrivée sur le marché du travail des étudiants, l'année scolaire finissant, en Australie, en décembre. Cependant, les dernières statistiques montrent que ceux-ci ne représentent que 20 % des chômeurs, qui sont donc, en fait, surtout des gens plus âgés dont les emplois disparaissent. — (A.F.P.)

PAYS-BAS

Le gouvernement néerlandais va consacrer 2,5 milliards de florins (550 milliards de francs) à la lutte contre le chômage et à l'allègement des charges fiscales et sociales afin de maintenir le pouvoir d'achat des Hollandais. Le ministre des affaires sociales, M. Willem Albeda, a annoncé que pour combattre le chômage, qui touche 292 700 personnes, soit 6,1 % de la population active, figuraient des projets créant un grand nombre d'emplois, des mesures spéciales pour lutter contre le chômage parmi les jeunes, des aides aux entreprises individuelles, des mesures pour économiser l'énergie et pour promouvoir l'exportation.

FINLANDE

Le premier budget supplémentaire pour 1978 vient d'être présenté au Parlement finlandais. D'un montant de 702 millions de marks (soit 940 millions de francs), ce budget couvrira les dépenses prévues dans le cadre du plan de stabilisation annoncé en décembre 1977. Les sommes demandées serviront principalement à l'emploi et à la formation professionnelle des jeunes, à la

R.F.A.

Le coût de la vie en Allemagne de l'Ouest a augmenté de 0,5 % en janvier par rapport à décembre. En un an (janvier 1978 comparé à janvier 1977), la hausse est de 3,3 %. C'est le taux d'augmentation le plus faible enregistré depuis 1970 (+ 3,1 %). Ce très bon résultat a été obtenu malgré le passage de 11 à 12 % du taux normal de la T.V.A. en Allemagne de l'Ouest.

AGRICULTURE

L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE DU MARCHÉ DU VIN

La France critique les propositions de la commission de Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres de l'Agriculture des Neuf ont, le 13 février, un premier échange de vues sur les réformes à apporter à la réglementation européenne du marché du vin. Les décisions seront prises en même temps que seront fixés, début avril, les nouveaux prix de campagne de l'ensemble des productions agricoles. Le dossier vin devient donc un des éléments de la négociation agricole européenne de printemps.

Quelles ont été les réactions des autres États membres ? Le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Benelux veulent éviter un accroissement des dépenses du Fonds agricole européen. En outre, ces pays voudraient un meilleur état des solutions qui remèdieraient en cause de manière trop flagrante la libre circulation du vin à l'intérieur de la Communauté. Mais, afin d'éviter l'anarchie dans les échanges, ils sont prêts, semble-t-il, à accepter la fixation d'un prix-plancher. C'est entre la France et l'Italie qu'un compromis devra être trouvé. Le gouvernement italien, qui a peu de prise sur la politique de production de ses viticulteurs, cherche contrairement au gouvernement français : 1) à limiter les effets du prix-plancher sur les exportations italiennes vers la France, en insistants pour qu'il soit fixé le plus bas possible ; 2) à accroître le soutien financier communautaire accordé aux viticulteurs en appuyant la proposition de l'instauration dans le cas d'application du prix-plancher.

Le ministre français, M. Mahégarie, s'est félicité que, dans ses propositions (le Monde du 10 février), la Commission ait retenu la notion de prix-plancher, mais il a critiqué les modalités d'application proposées : — La procédure de déclenchement. — Ce n'est pas quand la crise est déjà là qu'il faut agir, a observé le ministre français. Selon lui, le prix-plancher doit être mis en œuvre dès le début de la campagne : — Le niveau. — Un prix-plancher de 70 % du prix d'orientation serait trop élevé, a souligné M. Mahégarie. Ce sont là des prix à l'importation qui n'ont jamais été constatés sur le marché. Pour donner aux viticulteurs la garantie que leurs efforts en faveur d'une production de meilleure qualité ne seront pas remis en cause par les importations, il convient que le prix-plancher soit fixé au niveau du prix de déclenchement, soit 85 % du prix d'orientation : — La distillation. — Financer la distillation à un prix relativement élevé, qui fait valoir les Français, revient à favoriser les hauts rendements et à hypothéquer la politique de qualité. Il faut éviter toute formule qui nous ferait retomber dans le cycle infernal surproduction-distillation.

Philippe Lemaître.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ Haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ U.S. ...	4,8250	4,8350	+ 115	+ 175	+ 250	+ 325
\$ can. ...	4,3475	4,3525	+ 125	+ 130	+ 230	+ 270
Yen (100) ...	2,9550	2,9150	+ 100	+ 145	+ 200	+ 275
D. M. ...	2,3150	2,3200	+ 125	+ 145	+ 280	+ 300
Finlan. ...	2,1600	2,1650	+ 75	+ 100	+ 180	+ 200
F. R. (100) ...	14,7900	14,8300	+ 155	+ 165	+ 475	+ 700
P. S. ...	2,5275	2,5325	+ 150	+ 170	+ 450	+ 1230
L. (1 000) ...	3,6275	3,6325	+ 215	+ 235	+ 475	+ 500
£ (1 000) ...	3,4650	3,4700	+ 245	+ 265	+ 520	+ 1325

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/8	3 5/8	3 1/8	3 7/8	3 1/8	3 7/8	3 1/8	3 7/8
D. M. ...	3 1/8	3 5/8	3 1/8	3 7/8	3 1/8	3 7/8	3 1/8	3 7/8
\$ U.S. ...	6 1/2	7 1/8	6 5/8	7 1/4	6 7/8	7 3/8	7 1/4	7 7/8
Finlan. ...	5	5	5	5 3/4	5	5 3/4	5	5 3/4
\$ S. (100) ...	6 1/2	7 1/8	6 5/8	7 1/4	6 7/8	7 3/8	7 1/4	7 7/8
F. S. ...	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8
L. (1 000) ...	5 1/2	6 1/2	5 1/2	6 1/2	5 1/2	6 1/2	5 1/2	6 1/2
£ (1 000) ...	10 1/4	10 3/4	10 1/8	10 3/4	10	10 1/2	10 1/4	10 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

VOS CLIENTS NOUS INTÉRESSENT

Fabricant anglais de biens d'équipement en pleine expansion, leaders sur nos marchés au Royaume Uni, recherche distributeurs pour la France. Les sociétés intéressées devront disposer d'une excellente introduction dans les secteurs Pharmacie, Alimentaire et si possible Grands Magasins. Le contrat pourra fixer à l'avance une marge bénéficiaire de distribution ou pourra se constituer selon toute forme d'association à débattre.

Écrire à Bezan, J.W.T., 22, avenue Matignon, 75008 PARIS.

EDHEC

L'ÉCOLE DE HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DU NORD

vous invite à participer à la vie de l'école lors des

JOURNÉES PORTES OUVERTES

les vendredi 24, A.-M., et samedi 25 février matin

Des tables rondes auront lieu le samedi, de 8 h. 30 à 12 h., sur

- Les méthodes pédagogiques.
- Les relations avec le monde professionnel.
- La participation des élèves à la vie de l'école, etc.

Rens. : EDHEC, 58, rue du Port - 59046 LILLE Cedex
Tél. : (20) 54-25-34.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **General Motors a réalisé un chiffre d'affaires de 55 milliards de dollars (272 milliards de francs environ) en 1977, soit 18,5 % de plus qu'en 1976.** Le bénéfice net du groupe a atteint 3,3 milliards de dollars (environ 16,4 milliards de francs), en progression de 14 % par rapport à l'année précédente. General Motors a vendu plus de 9 millions de véhicules dans le monde, soit 4 % de plus qu'en 1977, précédente année record.

● **Supermarchés à Nice : travaux retardés.** — Le tribunal administratif de Nice vient de décider de sursis de l'exécution des travaux de construction d'un supermarché Carrefour sur la plaine du Var, jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 28 juin 1977 les autorisant.

● **Recours avait été formé par le Syndicat des exploitants agricoles et un particulier (Le Monde du 2 février), qui estimait que la décision préfectorale était illégale, dans la mesure notamment où le permis de construire avait été accordé à la suite du vote de la commission communale d'urbanisme commercial où siégeaient deux bénéficiaires directs de cette décision.**

Automobile

● **Le régime Renault commercialisera, le 13 avril prochain, un nouveau modèle, la R-18.** Cette voiture, disponible en deux versions et deux finitions, sera dotée d'un moteur de 1297 cm³ (4 CV) ou d'un moteur de 1647 cm³ (79 CV). C'est un véhicule à trois volumes (moteur, habitacle, coffre) et à roues avant motrices, qui sera vendu entre 27 000 et 35 000 francs. Une boîte automatique pourra être livrée sur les modèles de haut de gamme. Les boîtes mécaniques seront à quatre ou cinq rapports.

● **Deux véhicules électriques prototypes Peugeot et un Renault ont été retenus par le jury du concours international de véhicules électriques utilitaires organisé par le groupe interministériel « véhicules électriques ». Il s'agit, pour Peugeot, d'un modèle du type « J7 » dans la catégorie 870 à 1 500 kg de charge utile et d'une nouvelle du type « 104 U » mais dotée d'une carrosserie nouvelle, dans la catégorie 2 400 à 3 700 kg de charge utile. Pour Renault : un « fourgonnette 370 kg de charge utile. Pour « Renault 4 ». Une « Esthétique » électrique à quatre roues. Les véhicules retenus pourront être éventuellement acquis par les administrations françaises.**

Conflits et revendications

● **Grâce à la division des véhicules industriels de Volvo-Volvo à Sarcelles (Val-d'Oise) et aux Mureaux (Yvelines).** Selon la C.G.C., sur un effectif de deux cents personnes, une quarantaine de cadres et de maîtrise et une centaine d'ouvriers ont débrayé le lundi 13 février. La direction estime à soixante ou quatre-vingts le nombre total de grévistes. Ils demandent « la reconstruction complète de la division et la mise à l'écart du directeur des ventes ».

Conjoncture

● **Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 12 % en un an (janvier 1978 comparé à janvier 1977).** Au 31 janvier dernier, ils avaient baissé de 2,7 % par rapport au prix moyen de décembre 1977. L'indice moyen pour le mois de janvier 1978 est toutefois en hausse de 0,3 % par rapport à l'indice moyen de décembre 1977. Les prix des matières premières alimentaires augmentent de 1,9 % en janvier par rapport à décembre, mais baissent de 4,4 % à la date du 31 janvier 1978 par rapport à la moyenne de décembre 1977.

En un an (janvier 1977 comparé à janvier 1978) la baisse est de 12 %.

Les prix des matières premières industrielles ont baissé en janvier de 2 % par rapport à décembre 1977 (-2,8 % au 31 janvier 1978 par rapport à décembre). En un an, la baisse atteint 11,7 %.

Energie

● **Une plainte vient d'être déposée auprès du tribunal de grande instance de Muenster par des comités de défense de l'environnement de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas pour que soit arrêtée la construction du surrégénérateur de Kalkar.** Selon un communiqué des sociétés constructrices — dont Interatom — un tel arrêt mettrait au chômage dix mille personnes en Belgique, aux Pays-Bas et en République fédérale allemande. Le tribunal de grande instance de Muenster doit prendre sa décision à la fin du mois de mars. — (A.F.P.)

Matières premières

● **Accord international sur le blé.** — Les délégués des principaux pays exportateurs et importateurs de blé se sont réunis le 13 février à Genève pour examiner une négociation de six semaines sur un nouvel accord international pour le blé sous l'égide de la CNUCED et du Conseil international du blé. Les problèmes du blé destinés à régulariser l'offre seront notamment débattus ainsi que la possibilité d'inclure d'autres céréales dans l'accord.

Professions libérales

● **Le nouveau président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, M. Robert Delorozoy, a été reçu le lundi 13 février par M. Giscard d'Estaing.** Le président de la République lui a remis un message destiné aux présidents des chambres de commerce et d'industrie pour les encourager à poursuivre l'action menée au service des entreprises, et plus spécialement des petites et moyennes.

De son côté, M. Delorozoy, au cours de la première journée de l'assemblée générale de l'Organisation centrale, a précisé que les chambres de commerce et d'industrie « seront, le moment venu, l'un des remparts sur lequel la bataille pour la défense des libertés économiques se déroulera ».

● **Un nouveau syndicat d'architectes.** — Un nouveau syndicat d'architectes et de maîtres d'œuvre agréé en architecture ; le Syndicat des Architectes vient d'être constitué sur l'initiative d'un « collectif » qui rassemble des membres de l'ADDA (Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture) et du mouvement Mars 76.

Le nouveau syndicat veut favoriser une nouvelle pratique professionnelle et conteste les organisations actuelles qui « prétendent représenter l'ensemble de la profession avec des responsables et des mots d'ordre résolument marqués à droite ». (1, rue du Lieutenant-Lapeyre, 75014 Paris. Tél. : 539-56-78.)

Transports

● **Trois cent quarante-deux attentats, qui ont fait cinq morts — quatre civils et un policier — et quatre-vingt-neuf blessés, ont été commis durant le mois de janvier en Italie, a révélé l'Unità le 5 février.** Les principaux objectifs des terroristes italiens, précise l'Unità, ont été les habitations de militaires politiques et les bureaux de grandes sociétés (117 attentats), les sièges de partis et de syndicats ouvriers (80 attentats), les usines (23 attentats), les casernes de police ou de carabinieri (11 attentats). Viennent ensuite les attentats contre les magasins et contre les personnes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT LYONNAIS EUROPARTENAIRES :
Banca di Roma
Banca Hispano Americana
Commerzbank

SITUATION AU 31 JANVIER 1978

La situation au 31 janvier 1978 s'établit à 211 522 millions contre 190 481 millions au 30 novembre 1977.

Au passif, le poste Institut d'Émission, Banques et Entreprises non bancaires admissibles au marché monétaire se chiffre à 68 161 millions. Les Comptes d'Épargne en Divers totalisent 30 192 millions et les Comptes de Particuliers 52 597 millions. Les Bons de Caisse atteignent 22 390 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle « Portefeuille » s'élevaient à 61 385 millions et les Comptes débiteurs à 26 184 millions. Les Crédits mobilisés, hors bilan s'inscrivent pour 17 519 millions.

SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973
CAPITAL SOCIAL : 145 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu - 75002 - PARIS
R.C. PARIS 73 8 581 7

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL
(en millions de francs)

Au 31 décembre :	1976	1977	Variation
Vie	2 117	2 377	+ 12,28 %
Incendie-Accidents	3 534	4 068	+ 15,11 %
	5 651	6 445	+ 14,05 %

Les deux sociétés A.G.F. Vie et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales de la Société centrale des A.G.F. qui a socialement pour objet directement ou indirectement la totalité des actions des sociétés constituant le groupe A.G.F.

— 1 500 AGENTS GÉNÉRAUX
— LES RÉSEAUX COMMERCIAUX
ET LES REPRÉSENTANTS DES A.G.F. DANS 55 PAYS
METTENT LEUR EXPÉRIENCE A VOTRE SERVICE.

UCIP-BAIL

Le conseil d'administration de cette société se réunira prochainement pour examiner les comptes de l'exercice écoulé.

Le conseil, auquel ont été soumis les comptes de l'exercice écoulé, a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 15 février 1978, un dividende de 10,80 F par action, soit un dividende de 1,03 F, soit un dividende brut de 11,83 F (contre 11,32 F pour l'exercice antérieur). Ce dividende se décomposera en 5,50 F ouvrant droit aux avantages fiscaux des obligations françaises, 0,90 F ouvrant droit à l'abattement institué pour les dividendes d'actions françaises et 2,94 F sans avantages fiscaux.

GRUPE UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT - SOFAL

Les produits et agios encaissés par le groupe en 1977 ont atteint 384 millions de francs, contre 315 millions de francs en 1976, en augmentation de 22 %.

Les comptes ne sont pas encore définitivement arrêtés, mais, confirmant les prévisions antérieurement communiquées, les résultats nets, tant de l'U.I.C. que de sa filiale la Société financière SOFAL, seront en hausse modérée sur ceux de l'exercice précédent.

Le conseil d'administration de l'U.I.C. réuni le 3 février, a adopté le projet de réévaluation des actifs non amortissables qui lui était soumis.

L'écart de réévaluation ressort à 70 850 000 F — soit 147 F par action — dont 2 250 000 F pour les terrains sur lesquels sont construits les immeubles d'exploitation et 61 395 000 F pour les titres de participation.

Le conseil proposera à la prochaine assemblée générale d'approuver l'inscription au bilan de cet écart de réévaluation. Sur celui-ci serait prélevé un montant de 24 millions de francs, incorporés au capital social, le portant ainsi de 24 millions de francs à 48 millions de francs par déduction du nominal de l'action de 50 F à 100 F.

SÉLECTION - RENDEMENT

Le conseil d'administration propose à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution, au titre de l'exercice 1977, d'un dividende de 10,80 F assorti d'un avantage fiscal de 1,03 F, soit un dividende brut de 11,83 F (contre 11,32 F pour l'exercice antérieur). Ce dividende se décomposera en 5,50 F ouvrant droit aux avantages fiscaux des obligations françaises, 0,90 F ouvrant droit à l'abattement institué pour les dividendes d'actions françaises et 2,94 F sans avantages fiscaux.

TRAILOR

PROGRESSION DES RESULTATS 1977

Dans une conjoncture économique difficile, en particulier sur les marchés de gros équipements comme la poche lourde, Trailor a obtenu ses résultats conformément à ses prévisions en progressant de 15 % en 1977 avec un chiffre d'affaires hors taxes de 603 739 000 francs.

	1977	1976	% de variation
Activité véhicules neufs	380 237 800	318 487 500	+ 19
Activité containers	133 777 900	121 877 200	+ 11
Activité « service » (location, pièces, réparation, véhicules d'occasion)	119 723 800	104 375 700	+ 15
TOTAL	603 739 000	506 721 500	+ 19

La part des ventes à l'étranger s'élevait à 230 085 000 francs contre 148 261 000 en 1976, soit 41 % du chiffre d'affaires contre 29 % en 1976.

L'activité 1977 sera donc conforme aux prévisions, au niveau non seulement du chiffre d'affaires et des investissements réalisés, mais aussi, et surtout, du cash-flow qui atteint un montant record.

L'objectif, la qualité de la structure financière permettant d'envisager dans un contexte général particulièrement difficile, au minimum un maintien du volume d'affaires pour 1978. Il est d'ailleurs précisé que grâce aux efforts de la direction et à ceux de ses collaborateurs, le chiffre d'affaires pour le premier trimestre devrait dépasser celui du premier trimestre 1977.

UFIMEG

Du 1^{er} octobre 1976 au 31 décembre 1977, les recettes locatives de la société se sont élevées à 38 260 000 francs, auxquelles se sont ajoutés 2 377 000 francs de produits accessoires, portant le total des recettes à 40 637 000 francs. Il y a ajouté les sommes à recevoir de l'Etat au titre de la garantie contre les risques de blocage des loyers. Ainsi, les recettes totales de la société s'élèvent à une durée de douze mois correspondant à environ 33 160 000 francs, contre 30 788 000 francs pour l'exercice 1976-1977.

Worms Investissement

Le conseil des Worms Investissement après avoir approuvé les comptes de l'exercice 1977, proposera à l'Assemblée un dividende de 9,90 contre 8,75 pour l'exercice précédent.

Ce dividende sera assorti d'un crédit d'impôt de 1,98 F, portant le revenu global à 11,23 F.

COFIMEG

Les recettes de loyers, primes à la construction et produits accessoires de la société pour l'exercice 1977, se sont élevées à 99 338 000 francs. Il y a ajouté les sommes à recevoir de l'Etat au titre de la garantie conventionnelle pour compenser les effets du blocage partiel des loyers depuis le 1^{er} janvier 1977 (baisse limitée à 6,5 %).

Ainsi les recettes totales de l'exercice 1977 devraient dépasser 100 millions de francs, contre 92,7 en 1976.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Banque Populaire

TROIS SICAV DU GROUPE

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1977	VALOREM Valeurs diversifiées	FRUCTIDOR Obligations	PLANINTE Valeurs internationales
Capital (en F)	129 354 000	104 950 300	110 312 000
Actions en circulation	1 293 546	1 049 503	561 580
Valeur liquidative (en F)	151,87	141,65	282,85
Actif net (en F)	195 618 299,06	148 676 972,04	148 424 189,89
Il se répartit ainsi (en %) :			
— Obligations libellées en F	31,73	87,77	38,91
— Obligations libellées en monnaies étrangères	1,98	5,54	5,26
— Actions françaises	17,60	2,14	14,70
— Actions étrangères	46,47	0,17	84,09
— Liquidités	2,24	2,96	6,43

Les souscriptions et rachats sont reçus : aux mille sept cents guichets des Banques populaires, à la Caisse nationale des banques populaires et à la Caisse centrale de crédit hôtelier commercial et industriel.

Collection fondement de l'économie moderne

LE MARCHÉ DES CHANGES

Pierre PRISSERT
2^e édition

Étude synthétique et analytique consacrée au fonctionnement du marché des changes

Un vol. broché 13,5x21,5, 1977, 216 p., 46 F (franco 49,60 F)

en vente chez votre libraire ou aux
EDITIONS SIREY
22, rue Soufflot
75005 PARIS

IRAN AIR

Only Sud

PARIS-LONDRES

BOEING 747 SP : Mercredi - Dimanche 11h 00
BOEING 747 : Vendredi
BOEING 707 : Lundi

Reservation : 225 99 06+

Calculatrices

Canon

Toutes la gamme disponible. Dépannage immédiat. Paris-Banlieue. Appelez 722-64-96. Le Livre d'Or. Dépositaire agréé 203, avenue Charles-de-Gaulle Neuilly-sur-Seine

A L'OPERA LUXUEUSE SALLE DE 350 PLACES

Location à la carte :

Congrès • Séminaires • Conférences
Stages • Auditions • Répétitions
Débats • Présentations de mode
Projections • Cours
Représentations • Spectacles
Assemblées générales...

Équipement audio-visuel complet

Étude de toute proposition :
Renseignements :
J.J. VANNIER
département location
251.42.53.44.16 - De 14 à 20h.

“Si vous avez de l'argent à placer aujourd'hui, êtes-vous sûr de ne pas en avoir besoin demain?”

C'est un message de la Caisse Nationale de l'Énergie qui offre des bons de caisse toujours disponibles et remboursables.

En plus, ils sont à intérêt progressif (taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %), anonymes, donc discrets, avantageux fiscalement, et ils sont émis par un établissement public national*.

Souscrivez auprès de la Caisse Nationale de l'Énergie et de la plupart des guichets de banques.

* Caisse Nationale de l'Énergie pour l'équipement de la France

LES MARCS

PARIS 15 FÉVRIER

BOURSE DE PARIS

13

Tableaux de cotation des actions, obligations, et autres valeurs financières.

مكتبة من الأصل

سكينة الجليل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 13 FÉVRIER

Calmé et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

Calme et irrégulier
a publication dans le Point
nouveaux sondages éditoriaux
à la gauche de 5 % des
notions de vote n'a pas eu l'im-

LONDRES

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

Hésitant
Dans l'attente de la publication
des résultats du commerce extérieur
en janvier et de l'indice de la pro-

NEW-YORK

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Nouvel effritement
Les cours se sont de nouveau
effrités lundi à Wall Street en
raison de l'anniversaire de la nais-

Table of financial data with columns for Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, and various market indicators.

BOURSE DE PARIS - 13 FÉVRIER - COMPTANT

Table of stock market data for Paris, including company names and prices.

MARCHÉ À TERME

Table of futures market data, including various contracts and their prices.

MARCHÉ À TERME

Table of futures market data, including various contracts and their prices.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

Vertical advertisement for 'DES SOCIÉTÉS' and 'SOCIÉTÉ CENTRALE DES ANCIENNES GÉNÉRALES DE CHIFFRE D'AFFAIRES'.

Advertisement for 'Banque Populaire'.

Advertisement for 'PARIS-LOUVE'.

Le Monde

ANNÉE — N° 1029

La Chine signe un important accord avec le patronat japonais

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. MEXIQUÉ** — ISLAM : entretien avec Abdelkébir Kharbi (II) sur un livre de Michel Leloux, par A. Méraud.
- 3. ÉTRANGER** — Les crises en Afrique et les interventions étrangères.
- 4. EUROPE**
- 5. ASIE**
- 6. AMÉRIQUES** — PARAGUAY : la réélection de général Stroessner.
- 7. DIPLOMATIE**
- 8 à 9. POLITIQUE** — LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : L'Union des Français de bon sens et M. Gérard Farnon (II), par Michel Kajmon. — D'UNE RÉGION À L'AUTRE (XVII bis) — RHONE-ALPES : Une crise économique particulièrement ressentie, par Alain Gauchard.
- 10 à 14. SOCIÉTÉ** — Un meurtre à Fontenay-sous-Bois.
- LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES** — PAGES 11 A 13 — Une menace gigantesque : la multiplication des cristaux piézoélectriques. — Une Caravelle pour observer l'éclipse d'un astéroïde de Saturne. — Bien sûr une voiture française à allumage électronique total. — ACTUALITÉ MÉTÉOROLOGIQUE : Après l'inquiétude de « Que choisir ? », vives réactions du corps médical.
- MODE DU TEMPS** — PAGES 15 A 17 — Clin d'œil : Croco blues. — L'homme 78 : s'habille dérivé. — À l'afiche : Mach 2 dans le sens de l'histoire. — Trois bottiques à la mode.
- 18. CITES GÉANTES** — Chungking : la plus « citadine » des villes chinoises.
- 19 à 21. CULTURE** — CINÉMA : le marocain goût délectable de l'épouvante.
- 31-32. RÉGIONS** — L'industrialisation de l'Ouest au comité interministériel.
- 33-34. ÉCONOMIE** — A l'étranger : l'économie polonaise regarde de nouveau vers l'U.R.S.S.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22) — Annonces classées (23 à 30) — Aujourd'hui (31) ; Carnet (32) ; « Journal officiel » (33) ; Méétéorologie (34) ; Mots croisés (35) ; Bourses (36).

● **Attendus en Corse.** — Une maison de campagne appartenant à la belle-sœur de M. François Giacobbi, sénateur (P.R.G.) de Haute-Corse et président du conseil régional, a été plâtrée dans la nuit de dimanche 12 au lundi 13 février, près de Corte. Les dégâts sont très importants. L'attentat n'a pas été revendiqué. M. Yves Benigneau, préfet de Haute-Corse, a vivement condamné cet attentat. « On est lâche, on n'a pas peur. Faut-il l'être pour détruire entièrement la demeure d'une femme, mère de deux enfants, dont on peut dire que son seul engagement est une parenté ? Quand donc cesserons-nous de déplorer la bêtise de l'ombre et le défi du vide ? »

Le numéro du « Monde » daté 14 février 1978 a été tiré à 571 893 exemplaires.

Pulls Shetland Pure laine : 63 F
COSTUMES MESURES à partir de 761 F
20 % sur PARDESSUS (enchemise)
692 F au lieu de 865 F
20 % sur IMPERS
Chemises - Echarpes - Pulls
Prix spéciaux sur les royaux
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la Chapelle, PARIS (10^e)

Les statistiques du chômage de janvier risquent d'être faussées

Les statistiques officielles des demandes d'emploi non satisfaites en janvier doivent être rendues publiques jeudi 16 février. A cette occasion, le ministre du travail pourrait créer l'événement - en annonçant que, pour la première fois depuis février 1977, le nombre des demandeurs n'est redescendu, au cours des variations saisonnières - seul élément de comparaison significatif - au-dessous du million. L'objectif politique du gouvernement serait ainsi atteint.

Mais il est aussi possible que M. Christian Beullac se ravise « in extremis » et fasse état de statistiques moins spectaculaires. Les chiffres du mois de janvier peuvent en effet, comme il est expliqué ci-dessous, être manipulés - le terme n'est pas trop fort - à un mois des élections. Les prochaines statistiques officielles concernant le mois de février ne seront connues qu'entre les deux tours.

Le gouvernement ne peut ignorer qu'un important document syndical élaboré par les syndicats C.F.T.C. et C.G.T. de tous les organismes qui ont affaibli l'emploi personnels des affaires sociales, administration centrale du ministère du travail, Agence nationale pour l'emploi, administration centrale des finances, Commissariat au Plan et INSEE - doit être commenté devant la presse, mercredi.

Ce document, intitulé « Chômage », de la manipulation des chiffres au bluff sur l'emploi », met en cause les modifications apportées ces derniers mois par le ministre du travail au recensement des demandeurs d'emploi.

Mais surtout, cette mesure fausse, une première fois, ces statistiques par les chiffres officiels ne sont plus, dès lors, comparables d'un mois à l'autre. Et cette distorsion doit aller en s'aggravant dans les mois qui viennent, pour atteindre vite les 100 000 modifications.

La seconde disposition - la « ligne emploi » - a permis de ne pas inscrire à l'A.N.P.E. en janvier, un minimum de 10 000 demandeurs. De très sérieuses estimations chiffrées à 60 000, à fin février, le nombre des chômeurs ainsi « oubliés » : en effet, la « ligne emploi », actuellement appliquée dans trente agences, doit être très rapidement étendue. M. Christian Beullac fera-t-il personnellement état de ces effets de ces deux mesures ?

L'affaire des coefficients

Si, aux 1 200 000 demandeurs officiellement recensés, on ajoute pour pouvoir valablement comparer les chiffres avec ceux de décembre, les personnes concernées par les deux dispositions mentionnées plus haut, l'addition des ressources de 170 000 chômeurs, soit 25 000 de plus que le mois précédent.

Le problème se complique encore par le calcul des données corrigées des variations saisonnières par l'INSEE. Dans une récente note, l'INSEE avait demandé au ministre du travail que soient appliqués, en janvier, les nouveaux coefficients prévus. Etait-il que de très normal, puisque les mouvements saisonniers des séries relatives au marché du travail

L'avenir de la Namibie

Pretoria étudie le plan de règlement présenté par les cinq Occidentaux

De notre correspondant

Le premier ministre sud-africain, M. Vorster, a annoncé, lundi 13 février, qu'il ferait connaître - bientôt - sa réponse aux propositions des cinq Occidentaux sur un règlement en Namibie. M. P. K. Botha, chef de la diplomatie de Pretoria, qui avait écouté, samedi, les conversations de New-York, doit rendre compte de sa mission, ce mardi, devant le gouvernement, puis consulter - les parties intéressées en Namibie.

UN HAUT MAGISTRAT ITALIEN ASSASSINÉ A ROME PAR LES BRIGADES ROUGES

Rome (A.F.P.). — Le conseiller de cassation Riccardo Palma, âgé de soixante-trois ans, a été tué par une rafale de mitrailleuse mardi 13 février, à Rome, alors qu'il sortait de son domicile, à 8 h. Un commando de trois hommes armés l'attendait et l'atteignit alors qu'il était au volant de sa voiture.

Le conseiller Palma était spécialisé dans les questions pénitentiaires. Dans une communication téléphonique à l'agence de presse Ansa, un correspondant anonyme a revendiqué l'attentat au nom des Brigades rouges, qualifiant la victime de « serviteur des multinationales ».

Les Brigades rouges avaient déjà revendiqué le meurtre du procureur de la République Francesco Cossu, à Gênes, le 8 juin 1976.

LES SYNDICATS BLOQUENT UNE NOUVELLE FOIS LES TEXTES D'APPLICATION DE LA LOI GUERMEUR

De notre correspondant

Les représentants des syndicats d'enseignants de l'enseignement public - F.N.C., C.F.D.T. et S.N.A.L.C.-C.C. - n'ont pas participé à la réunion du Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.) qui devait, ce mardi matin 14 février, examiner une nouvelle fois les textes d'application de la loi Guermeur sur l'aide à l'enseignement privé. L'absence de trente membres du C.E.G.T. sur soixante-neuf n'a pas permis de réunir le quorum ainsi que cela avait déjà été le cas la semaine dernière (le Monde du 10 février). Précisons que l'absence du S.N.A.L.C.-C.C. a été décidée pour protester contre l'attitude de la F.N.C.

Le C.E.G.T. peut être bloqué dans son fonctionnement par l'attitude des syndicats, mais, moyennant le respect de certaines procédures, le ministre peut se passer de son avis. Pour cela, il suffit de constater, à trois reprises, l'impossibilité de réunir le quorum. Une troisième réunion a donc été convoquée pour mercredi après-midi. A l'issue de celle-ci - où il est peu probable que les syndicats soient présents, - le ministre constatera que la constitution est bloquée et, en vertu de la règle dite de la « formalité impossible », passera à l'étape suivante.

Celle-ci est la réunion du Conseil supérieur de l'éducation nationale où, à la différence du C.E.G.T., les syndicats ne peuvent pas bloquer l'arrêté puisque le quorum peut y être atteint sans eux. Le ministre a donc convoqué le Conseil supérieur pour le vendredi 17.

LA « locomotive » et l'eurocommunisme

De notre correspondant

Bonn. — La « locomotive » allemande pourrait-elle barrer la route à une victoire de la gauche en France ? Evénement des ministères, une extrême majorité du gouvernement de Bonn a, samedi 11 février, l'Occident du péril de l'eurocommunisme ? C'est, semble-t-il, ce dont le président Carter est persuadé. L'administration de Washington poursuit-elle sans répit ses pressions afin d'amener la République fédérale à prendre de nouvelles mesures pour relancer l'économie européenne et mondiale.

Tel était en tout cas le but du ministre américain des finances, M. Blumenthal, qui, après ses entretiens de dimanche à Paris, s'est rendu lundi soir à la capitale fédérale. Pendant deux heures et demie, le représentant des Etats-Unis a, une nouvelle fois, exposé au chancelier Schmidt les bases du plan Carter. L'ancien et le nouveau ministre des finances de Bonn, c'est-à-dire M. Hans Apel et M. Hans Matthöfer, assistaient également à cet entretien, ainsi que le comte Otto Lambdorski, responsable pour les affaires économiques.

Il y a quelques semaines seulement, le comte Lambdorski était à Paris, où il avait défendu l'attitude du gouvernement de Bonn, qui estime avoir atteint la limite du possible dans ses efforts pour relancer l'économie. A son retour de Washington, le ministre américain demandait à ce que soit caché la déception qu'il éprouve face à l'incompréhension et à l'insistance américaines.

Le conflit, certes, n'est pas nouveau. Déjà au « sommet » de Londres, l'an dernier, le chancelier Schmidt n'avait-il pas compté sur un taux de croissance de 5 % pour 1977, alors qu'en fait la croissance économique de la République fédérale a été inférieure de moitié à l'objectif fixé. Cette année, le gouvernement de Bonn croit pouvoir annoncer une croissance de 2,5 %. La plupart des experts indépendants se montrent toutefois très sceptiques.

Un cours des dernières semaines les Américains ont introduit un aspect politique dans cette controverse, qui était restée jusqu'à présent économique. On soutient de plus en plus à Washington qu'un coup d'accélérateur de la part des responsables ouest-allemands serait indispensable pour stabiliser l'économie de la France et de l'Italie, permettre à leurs gouver-

Baisse généralisée du dollar coté 4,82 F à Paris mardi matin

Apparemment déçu par l'absence de résultat de la réunion mensuelle des gouverneurs de banques centrales à Bâle - on ne voit pourtant pas quelles décisions auraient pu être annoncées - et par la conférence des cinq ministres des finances à Versailles, les marchés des changes jouent à nouveau contre le dollar, ce dont, dans les circonstances actuelles, profite le franc. Le dollar américain qui avait déjà perdu du terrain dans la journée de lundi a de nouveau subi de fortes pressions sur toutes les grandes places financières de mardi. Son cours est descendu à Francfort jusqu'à 2,08 DM pour remonter ensuite très légèrement jusqu'à 2,0930 DM à Zurich, il tombait à son niveau du plus bas jamais observé jusqu'à ce jour (1,8890 F.S., le 5 janvier dernier) : 1,9110 F.S.

A Paris où le dollar valait encore 1,92 F lundi soir, il a fléchi mardi matin jusqu'à 4,8150 F pour se stabiliser ensuite aux environs de 4,82 F. Alors que dans la journée de lundi la Banque de France avait coté des faibles montants de dollars, elle semblait mardi matin abaisser le marché. Les interventions auxquelles s'était livré la veille l'Institut d'émission pour empêcher le dollar de dépasser quelque peu la barre du dollar à Paris afin de faire apparaître un « meilleur » cours pour les devises fortes, l'Allemagne et la Suisse. Mardi matin on cotait, à Paris,

le deutchmark à 2,9140 F et franc suisse, de nouveau de champion sur toutes les places, 2,5220 F. Le taux d'intérêt au jour le jour est resté fixé à 10,50 sur le marché monétaire parisien.

Comme on l'avait déjà vu la fin du quatrième trimestre de l'année dernière, les pressions de l'administration américaine exercent ouvertement sur les pays à balance excédentaire pour qu'ils stimulent leur économie qui peut avoir l'effet immédiat d'affaiblir la position du dollar. Actuellement, c'est sur la R.F.A. que les Américains concentrent leurs critiques. M. Hans Apel, aujourd'hui ministre de la défense mais récemment encore ministre des finances a indiqué que le gouvernement allemand se tenait à sa promesse de refus de toute nouvelle mesure de relance.

A Washington ont couru de ce sujet des rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis pourraient refuser de participer à la prochaine conférence à son sommet prévue pour le mois de juillet à Bonn au cas où l'Allemagne fédérale ne modifierait pas sur ce point sa politique. A Londres, on déclare que la Grande-Bretagne, par sa part, n'envisageait pas un tel boycottage mais on ajoutait que le gouvernement britannique partage les « sentiments de frustration » que les Etats-Unis éprouvent face à la « carence » de la R.F.A. et dans une certaine mesure du Japon. — P.F.

La « locomotive » et l'eurocommunisme

De notre correspondant

Bonn. — La « locomotive » allemande pourrait-elle barrer la route à une victoire de la gauche en France ? Evénement des ministères, une extrême majorité du gouvernement de Bonn a, samedi 11 février, l'Occident du péril de l'eurocommunisme ? C'est, semble-t-il, ce dont le président Carter est persuadé. L'administration de Washington poursuit-elle sans répit ses pressions afin d'amener la République fédérale à prendre de nouvelles mesures pour relancer l'économie européenne et mondiale.

PARIS MONTREAL 1390

LIBONNE	695 F
ATHÈNES	700 F
ALGER	830 F
NEW YORK	1 485 F
NAIROBI	1 900 F
BOMBAY	2 250 F
DELHI	2 350 F
MEXICO	3 150 F
Départ Genève aller-retour	
LIMA	2 480 F
* avec prestations	
A vols V.A.R.A.	
VOLS A DATES FIXES	
MALI 4 450 F	
PAYS DOGON	
du 26-2 au 12-3	
du 2-4 au 15-4	
du 9-4 au 22-4	

NOUVELLES FRONTIÈRES TOURAVENTURE

66, boulevard Saint-Michel
75005 PARIS
Tel. 329.12.14,
7, place Clément
87000 STRASBOURG
Tel. 32.17.12
30, rue des Lois
31000 TOULOUSE
Tel. 21.03.33

Investissement immobilier

cica : 227.04.30

15, rue de Courcelles - 75008 Paris

LA REGLE A CALCUL AFFICHE LES NOUVEAUX PRIX HEWLETT-PACKARD

1978 est l'année de la baisse des prix pour 4 calculateurs de poche Hewlett-Packard :

- HP-67 programmable à carte magnétique, 224 lignes de programmes, 26 registres de données sur carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, adressage indirect : 2 757,72 F.t.c.
- HP-25 programmable scientifique, 13 registres de mémoire, 8 mémoires adressables : 723,24 F.t.c.
- HP-27 universel scientifique, statistique et financier : 1 170,12 F.t.c.
- HP-10 calculateur de poche avec imprimante et affichage, 10 chiffres : 993,72 F.t.c.

1^{er} distributeur agréé en France pour calculateurs électroniques HP, 66-87, bd Saint-Germain 75006 Paris. Tél. : 033.02.63 / 033.34.61

HEWLETT PACKARD

ETHIOPIE

Le Chaire signe un important accord avec le patronat japonais

Le ministre de l'Énergie a annoncé que le gouvernement éthiopien a signé un accord avec le patronat japonais pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.

Le ministre de l'Énergie a déclaré que cet accord est un tournant décisif dans le développement de l'énergie nucléaire en Éthiopie.

Le gouvernement éthiopien a également annoncé qu'il a signé un accord avec le Japon pour la construction d'une centrale nucléaire à Addis-Abeba.